



Bodleian Libraries

UNIVERSITY OF OXFORD

This book is part of the collection held by the Bodleian Libraries and scanned by Google, Inc. for the Google Books Library Project.

For more information see:

<http://www.bodleian.ox.ac.uk/dbooks>



This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 2.0 UK: England & Wales (CC BY-NC-SA 2.0) licence.

HENRI BARBUSSE

Les bourreaux



BOIS GRAVÉ DE RENEFER

ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

Onzième mille

10

1068



~~Arch. V E. 3~~

Vet. Fr. IV B. 607

1875

(1)

2

3

4

5

6

7

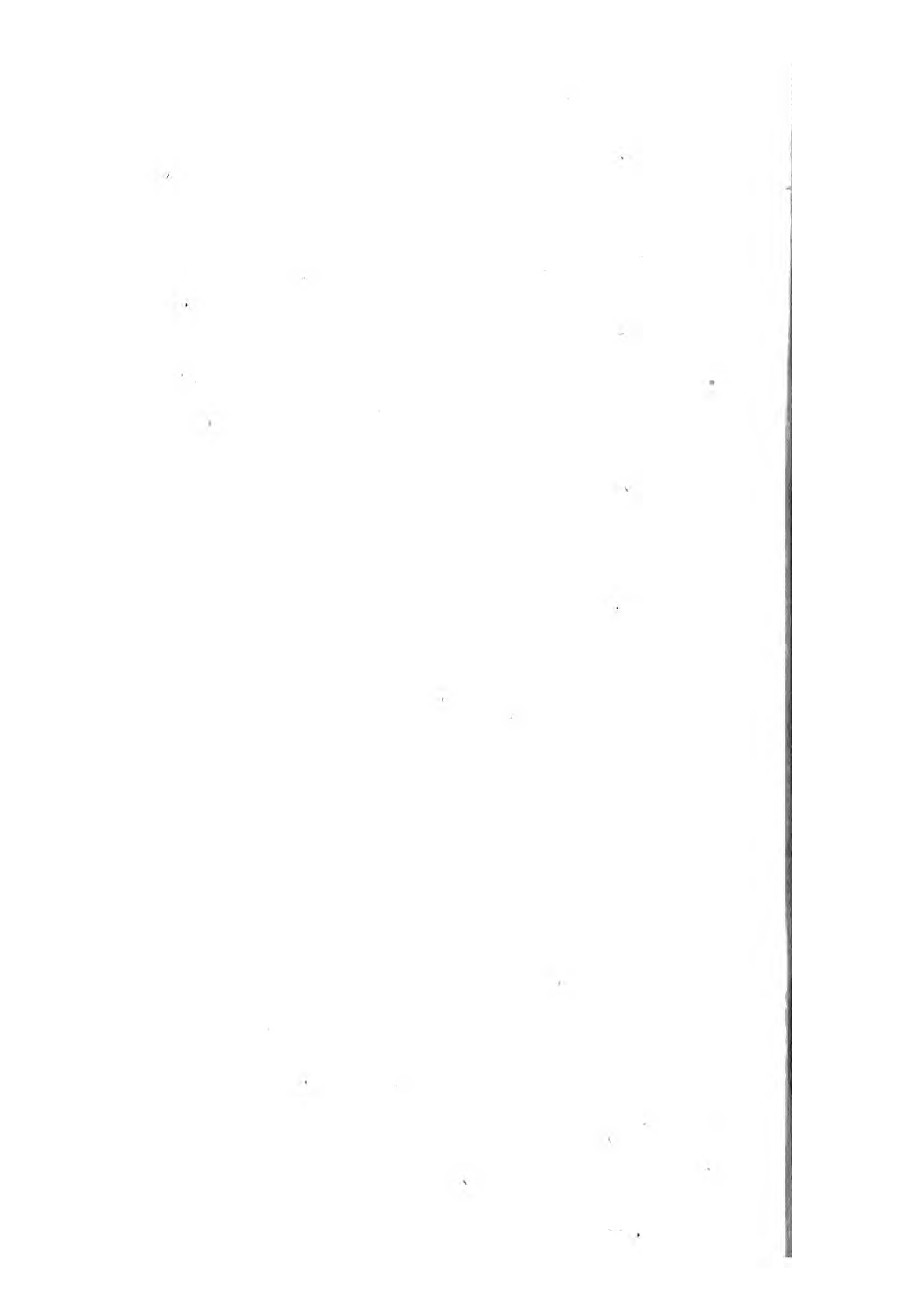
8

9



141

(3)



A Heinrich et Paula Meng

cordial et dévoué hommage

de leur ami

Henri Barbusse

Amiens - 22 sept. 19

Les bourreaux

*Il a été tiré de cet ouvrage :
soixante exemplaires sur papier vergé pur fil Lafuma
numérotés de 1 à 60.*

OUVRAGES D'HENRI BARBUSSE

POÉSIE

PLEUREUSES (1895)*.

ROMANS

LES SUPPLIANTS, *épuisé* (1903)*.

L'ENFER (1909).

LE FEU (1916)*.

CLARTÉ (1919)*.

LES ENCHAINEMENTS, 2 volumes (1925)*.

NOUVELLES

NOUS AUTRES... (1914)*.

QUELQUES COINS DU CŒUR (1921).

ÉTUDES SOCIALES

PAROLES D'UN COMBATTANT, articles et discours (1921)*.

LA LUEUR DANS L'ABÎME (1920).

LE COUTEAU ENTRE LES DENTS (1921).

En préparation :

FORCE (trois films).

JÉSUS.

EN SUIVANT JÉSUS LE JUSTE.

Les ouvrages dont les titres sont suivis du signe * ont été publiés par la Librairie Flammarion.

HENRI BARBUSSE

Les bourreaux

**Dans les Balkans. — La Terreur blanche.
Un formidable procès politique.**



ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

26, RUE RACINE, PARIS

**Tous droits de traduction, d'adaptation, de représentation et de reproduction
réservés pour tous les pays.**

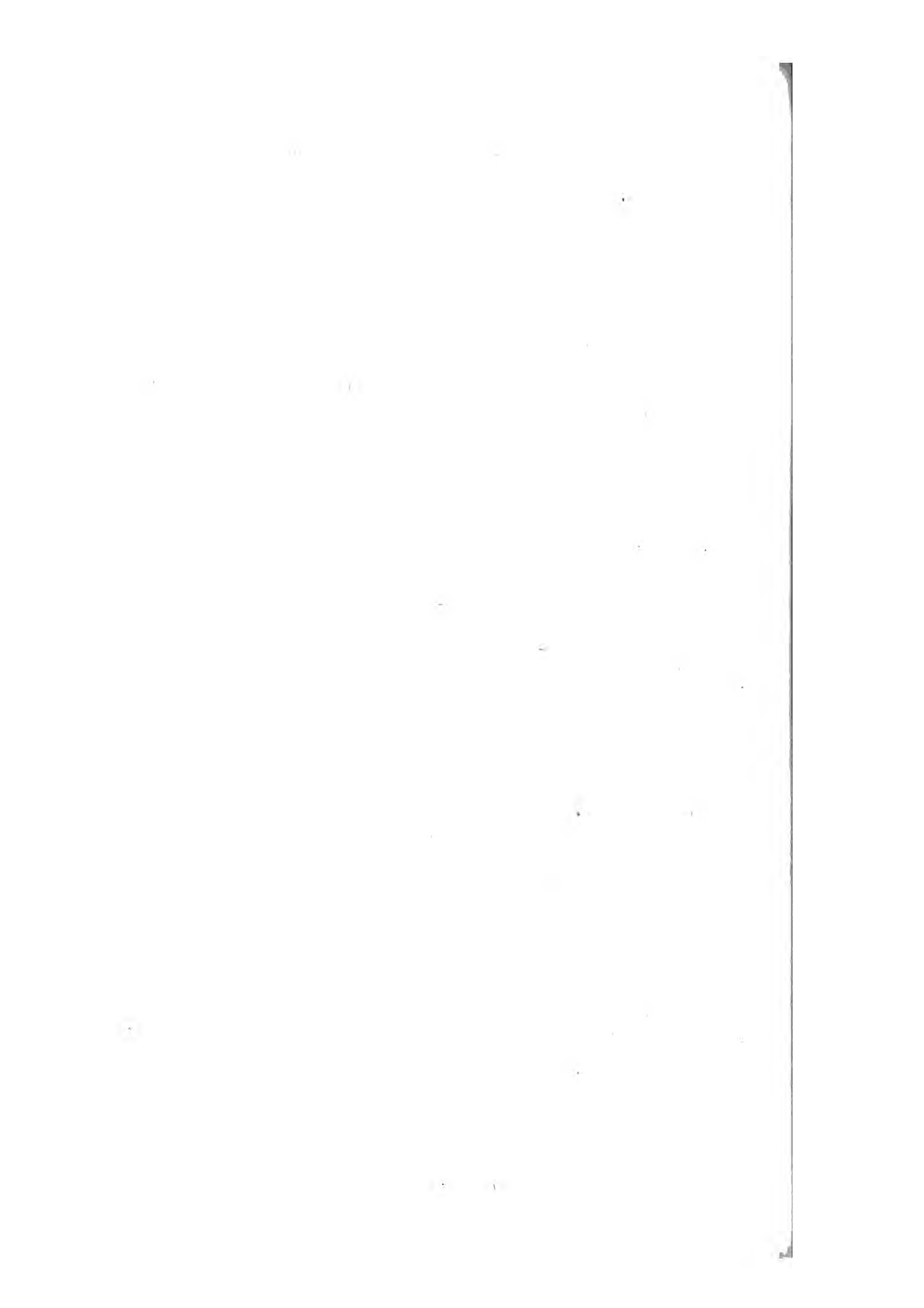


Droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays.
Copyright 1926,
by ERNEST FLAMMARION.

A PAULE LAMY et LÉON VERNOCHET

*qui ont vécu avec moi ces choses,
et à qui ce livre appartient autant qu'à moi,
avec mes sentiments de gratitude,
d'estime et d'amitié.*

H. B.



DANS L'ENFER DE L'EUROPE

I

NOTRE « MISSION »

C'est avec un grave sentiment de ma responsabilité que je défère au désir qu'on m'a exprimé de différents côtés, en publiant en volume les résultats de l'enquête que je suis allé faire dans les pays balkaniques sur la « terreur blanche ». Nous avons rapporté de là-bas, mes compagnons de voyage et moi, une abondante documentation positive, et les faits, qu'après quelques autres personnes, nous avons à dénoncer, nous imposent comme un devoir de faire un appel énergique à la conscience publique. Elle ne peut plus rester indifférente devant la crise aiguë de barbarie qui se déchaîne aujourd'hui dans toute une partie du vieux continent.

J'ai le droit de dire tout d'abord que cette mission a été accomplie avec indépendance et avec sincérité, et qu'elle fut exempte depuis le com-

mencement jusqu'à la fin, de toute idée préconçue, de tout parti pris susceptible d'en atténuer le caractère objectif et impartial.

Certes, je n'ai pas à renier et je ne l'ai jamais fait en aucune circonstance, mes opinions politiques. Je suis révolutionnaire et internationaliste. Je le suis devenu de plus en plus au spectacle et au contact des événements historiques qui ont marqué le premier quart du xx^e siècle. Mais cela n'est pas la question, et ce n'est pas non plus ici le lieu de dire sur quel rationalisme profond — profond jusqu'aux lois physiques des masses humaines et jusqu'aux entrailles de la vie — se fonde mon opposition violente à l'ordre établi.

Les opinions individuelles ne doivent pas avoir de prise sur des constatations. Je le répète : cette fois-ci, en quittant la France pour le sud-est européen, j'ai volontairement laissé de côté ma personnalité de militant. J'étais non un homme de parti, mais simplement un homme qui, en toute liberté d'esprit, allait étudier sur place des événements concrets, pour rendre compte ensuite de ses observations et de ses investigations.

Je rappelle brièvement dans quelles circonstances cette « enquête », s'il m'est permis d'employer ce mot pompeux, fut entreprise. Une certaine partie de l'opinion, dans l'Europe occi-

dentale et dans l'Europe centrale, s'était vivement émue d'actes d'arbitraire et de cruauté : emprisonnements, tortures policières, disparitions et assassinats en masse, que quelques voix désespérées avaient révélés de là-bas, et dont certains gouvernements : celui de la Roumanie, celui de la Bulgarie, et celui de la Yougoslavie, auraient été responsables. Le récit de ces atrocités d'un autre âge avait suscité, on se le rappelle peut-être, deux protestations signées d'un grand nombre de personnalités notoires ou éminentes, de France, d'Angleterre, d'Allemagne et d'Autriche. Or, ces faits ayant été contestés, nous avons été quelques-uns qui avons pensé qu'il y avait lieu dans d'aussi graves conjonctures, d'aller vérifier sur place le bien ou le mal fondé des accusations émises. C'est donc chargés d'une sorte de mission morale et privée, mandataires des nôtres, et, pourrait-on dire, représentants de l'opinion publique, que nous avons pénétré en Roumanie et dans les pays voisins, M^{lle} Paule Lamy, du barreau de Bruxelles, Léon Vernochet, professeur et secrétaire général de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement, et moi-même.

Peut-être est-ce, malgré tout, un signe des temps, qu'une initiative de ce genre soit née et se soit réalisée jusqu'au bout. Le fait que des étrangers aient pu se présenter avec autorité dans des capitales, pour demander au grand jour des comptes aux puissances publiques, marque la

place grandissante que la conscience universelle prend dans les événements.

Il convient de dire que les juges d'instruction d'un nouveau genre que nous étions, ont dès l'abord dévoilé nettement le but de leur voyage et que malgré la hardiesse de leurs prétentions, cette ingérence d'étrangers dans les affaires nationales a été généralement admise.

Pourtant, deux opinions bien tranchées se sont manifestées en Roumanie au sujet de cette importante question du « droit de juger » qui soulève des débats d'une grande portée morale. Les classes laborieuses avec lesquelles je me suis trouvé à différentes reprises en contact, ainsi qu'un certain nombre de notabilités intellectuelles et de journalistes de la presse de gauche, ont envisagé avec une parfaite sympathie et sans arrière-pensées le projet que nous entreprenions de réaliser.

Mais une autre partie de la presse, une minorité nationaliste et conservatrice, a combattu, — et combat encore aujourd'hui si j'en crois les extraits de journaux que je reçois — ce droit de regard et d'investigation de citoyens d'un autre pays dans « les affaires nationales ». C'est ainsi que M. Goga dans *Indreptarea*, a écrit dernièrement : « Nous sommes impatientés par cette phalange d'enquêteurs qui depuis sept ans viennent au nom d'une collectivité quelconque examiner les problèmes vitaux de la Roumanie. » M. Goga estime que « ce sentiment d'être en

tutelle qu'éveillent en nous ces contrôleurs, est pour le moins désagréable », et ajoute : « Une dignité élémentaire ne nous permet pas de tolérer qu'on nous considère comme un pays inférieur sur lequel peuvent fondre tous les dilettantes. » « Nous sommes intraitables intra muros », conclut-il.

J'ai sous les yeux une « Protestation des intellectuels de Bucarest » publiée dans les journaux nationalistes et réactionnaires, qui manifeste « l'irritation » provoquée dans certains milieux restreints, par toutes ces enquêtes, et surtout par la mienne. Les quelques signataires de ce libelle considèrent cette intrusion comme « non conforme à la dignité d'un état souverain ».

Ce point de vue d'une minorité intransigeante, est aussi celui qui fut exposé par le gouvernement lui-même. L'accueil courtois que m'ont ménagé des ministres, était évidemment tout de correction diplomatique — et je leur en sais gré —. Mais ils étaient désobligés par la prétention que je manifestais. M. Duca, ministre des Affaires Étrangères, en réponse à des interpellations qui lui ont été faites à la Chambre à mon propos, a déclaré, rapporte le *Journal Officiel*, « qu'il avait tenu compte de la personnalité littéraire de M. Barbusse et de son désir de découvrir la vérité ». « Mais, a-t-il conclu au milieu d'applaudissements, je veux que désormais l'on sache que sous aucun prétexte, le gouvernement ne pourra admettre que l'on continue une campagne

d'enquêtes hostiles à l'État, par qui qu'elle soit inspirée. »

D'autre part, la Société des Journalistes Roumains a exclu de ses rangs M. Costa Foru, secrétaire de la Ligue des Droits de l'Homme roumaine, en raison de l'appui qu'il m'a apporté, et la Société des Écrivains Roumains a voté une motion constatant que « la visite de M. Barbusse est déplacée ; et dangereuse l'immixtion des étrangers dans les affaires de politique interne de la Roumanie » ; et la Société regrette « qu'à cause du geste de M. Barbusse, il lui ait été impossible de considérer cette visite au point de vue culturel ».

D'autres objections, critiques et accusations ont été soulevées contre moi. J'y reviendrai. Je veux d'abord dégager la question de principe et la mettre en lumière, une fois de plus, car sur ce sujet, j'ai déjà beaucoup écrit dans la presse roumaine même, et je puis dire que j'y ai beaucoup parlé — sous forme d'interviews.

Je m'élève catégoriquement contre la thèse tendant à dénier à un homme d'une nation étrangère le droit d'étudier, dans un pays, des choses d'ordre judiciaire, policier, ou même militaire et politique. Cette thèse est erronée et puérile, et il n'y a plus lieu à notre époque de s'arrêter sérieusement à de pareilles casuistiques.

Il est possible qu'il y ait des catégories de faits parmi lesquels l'investigation de personnalités étrangères peut être considérée soit comme

une offense, soit comme un danger. Ce serait le cas s'il s'agissait de ce qui appartient réellement à la vie intime d'un pays et a besoin d'ombre : la défense nationale, les secrets d'État.

Mais quels sont les faits que nous avons eu la prétention de mettre au point ? Il s'agit d'événements concernant l'occupation militaire, les faits et gestes des juges et des agents de police, le traitement infligé aux prisonniers ; il s'agit de massacres et d'assassinats. Ce sont là des phénomènes publics — ils le sont même au point d'être historiques. Ils appartiennent à tous. L'écrivain et l'historien ont le droit et même le devoir de s'en emparer. Au reste, il y a beau temps que tous les grands journaux du monde ont inscrit ce droit et ce devoir de divulgation dans leur programme d'activité, et l'ont appliqué. Il y a beau temps que les nouvelles et les critiques circulent librement — en principe — des correspondants étrangers à leurs rédactions respectives. Va-t-on remettre en question aujourd'hui la liberté internationale de la presse et de l'écrit, en se basant sur les misérables théories d'optique nationale de M. Goga et des autres ?

Que si l'on reconnaît à un homme le droit d'examiner et de critiquer des événements qui, en détail ou en bloc, font partie de l'histoire de l'époque, va-t-on lui contester ce droit parce qu'il a voulu examiner les choses sur place afin de se faire une opinion plus scrupuleuse et plus pré-

cise ? Quelle différence de principe y a-t-il entre un jugement porté de loin et un jugement établi de près, sinon que le second a plus d'autorité et de valeur que le premier ? Je voudrais bien que M. Goga et les autres me répondissent franchement sur ce point.

Mais j'entends bien que le grand reproche que me font ceux qui s'efforcent, par leur chicane, d'agrandir la question jusqu'à la souveraineté nationale, c'est surtout de ne pas m'être montré disposé à faire un panégyrique du gouvernement roumain. C'est par cela qu'ils ont été blessés d'une façon si criante, et jamais ils n'auraient eu l'idée de parler de lèse-majesté et d'attentat à la dignité nationale, si j'avais dit : « Tout va pour le mieux en Roumanie. ». Pourtant, dans ce cas, mon « ingérence » n'aurait pas été moindre — à moins qu'il n'y ait deux vérités. Parlons franc : ce que nos adversaires nous contestent ce n'est pas du tout le droit d'examen, c'est le droit de critique. Mais l'un ne va pas sans l'autre.

On a insinué, lorsque l'on a compris que je n'avais pas l'intention de cacher des iniquités trop manifestes et d'escamoter des responsabilités trop indiscutables, que j'étais venu dans les Balkans avec un parti pris de dénigrement. On m'a même traité parfois « d'agent de Moscou », et il y a eu quelques caricatures en ce sens dans les journaux xénophobes et chauvins. Les Étudiants Antisémites ont fait circuler un placard où il était imprimé que j'étais « un juif de l'espèce

criminelle » venu pour salir la Roumanie et la noircir dans l'opinion mondiale.

Je ne crois pas être plus criminel que je ne suis juif, et je n'ai jamais reçu de ma vie d'injonction ou de mission de Moscou. Mais sans m'attarder à répondre à des diatribes de cette espèce, je dirai seulement que ce qui se dégage de mes observations personnelles et des témoignages que j'ai recueillis de tous les côtés, ce sont des faits précis, des faits réels. Les conclusions que j'apporte sortent des faits et sont aussi solides qu'eux. Si l'on veut me reprendre et me combattre, c'est ce côté positif de mon enquête qu'il faut attaquer, au lieu d'avoir recours à cette théorie d'un autre âge qui interdit à un homme de porter les yeux par delà les frontières de son pays. Et, par ailleurs, je considère que l'évidence de ces faits est ici suffisante par elle-même pour ridiculiser la fable trop commode d'un parti pris hostile.

Mais je vais plus loin et je dis bien net que le tableau que j'ai reconstitué de la terreur blanche dans les pays balkaniques, ne saurait en aucune façon « discréditer » ces pays. Je n'ai jamais perdu une occasion de dire mon admiration, mon estime, mon amitié, pour le peuple roumain, pour le peuple bulgare, et pour tous les autres peuples au milieu desquels j'ai passé. Dans tous ces pays, j'ai fraternisé par le cœur et par l'esprit avec les masses ouvrières et paysannes, avec nombre de jeunes gens des écoles et des univer-

sités, avec des hommes de bonne foi et de haute conscience dont j'ai gardé un émouvant souvenir. Lorsque j'ai quitté le territoire roumain, j'ai adressé au journal *Facla*, qui l'a publié, un « Hommage à la Roumanie », dont je n'aurai jamais à changer un seul mot.

Je répète ici que ces belles et nobles nations ne sont nullement atteintes par les accusations qu'appellent les régimes et les gouvernements auxquels elles sont asservies. Le gouvernement de la Roumanie — comme celui des autres pays des Balkans — ne représente la nation que dans le formulaire diplomatique. Personne n'oserait encourir le ridicule de prétendre que M. Brătianu et M. Tsankov, s'ils sont encore les despotes officiels lorsque paraîtront ces lignes, symbolisent réellement la Roumanie et la Bulgarie. C'est une odieuse prétention qu'ont des personnes hissées au pouvoir par quelque combinaison de partis ou de parlement, — ou bien les agents d'exécution de ces personnes, — de dire : « La nation, c'est moi. Si on critique mes actes, ou bien les procédés ou les auxiliaires que je juge bon d'employer, on commet un sacrilège vis-à-vis de mon pays. »

Qu'ils se rassurent. Un peuple n'est pas solidaire des faits et gestes des ministères parasites qui se sont installés dans sa capitale. Cela est particulièrement vrai pour les gouvernements balkaniques qui sont des gouvernements d'escamotage, de coups d'État et de terreur. Mais cela

est vrai en général pour tous les gouvernements qui ne peuvent pas prétendre personnifier l'expression intégrale de la volonté nationale. Cela est vrai pour le gouvernement français dont nul n'a le droit de faire rejaillir les erreurs et les fautes sur la France (1).

Il ne faut même pas se contenter de proclamer qu'un citoyen n'est jamais tenu d'être complice de son gouvernement ; il faut étendre normalement le devoir civique de libre jugement jusqu'à dire : Tous les persécutés du monde sont, de toute évidence, solidaires les uns des autres ; il ne peut être apporté d'amélioration durable à leur sort que par une organisation quelconque de cette solidarité, c'est-à-dire par la lumière, par l'accord et l'union. Obéir aux bons apôtres officiels qui prêchent : « Que vos plaintes ne traversent pas vos murs », c'est pour un homme, trahir ses grands intérêts d'homme.

A Bucarest, nous nous sommes mis en contact d'abord avec la Légation de France où en l'ab-

(1) *L'Agence des Balkans*, courageux petit organe qui cherche à faire percer la vérité à travers le fatras mensonger des communications et des campagnes de presse officielles, écrit avec une haute raison à propos des scandales hongrois, en février 1926 : « L'honneur de la Hongrie, — que l'on invoque même dans l'opposition, pour que la crise actuelle se dénoue entre seuls Hongrois — n'est nullement terni parce qu'une bande de brigands détient le pouvoir par la force. Le peuple hongrois n'est à aucun degré responsable des actes de Windischgraetz, de Nadossy et consorts. L'opposition devrait le comprendre et s'appuyer franchement sur l'opinion étrangère pour exiger la lumière complète, la punition des coupables, et le rétablissement des libertés élémentaires en Hongrie. »

sence de ministre, nous avons été reçus par M. Japy, Chargé d'Affaires ; avec M. Duca, ministre des Affaires Étrangères de Roumanie, et M. Tatarescu, sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, et ministre de l'Intérieur en fait. Nous avons conversé à différentes reprises avec le général Rudeanu, commandant le III^e corps d'armée (de Bessarabie). J'ai déjà eu l'occasion de dire que l'accueil de ces hautes personnalités officielles avait été fort courtois vis-à-vis de nous. Ces messieurs nous avaient promis toutes les facilités pour notre enquête et même la communication de dossiers et de documents officiels susceptibles d'éclairer notre religion. Par la suite, un revirement s'est manifesté dans l'attitude des autorités. Ce revirement a pris naissance après une manifestation populaire enthousiaste, dont j'ai été l'objet, un dimanche en plein midi, dans les rues de Bucarest. Cet événement a encouragé et étendu l'opposition qui s'était dessinée sourdement, ainsi que je viens de le dire, dans les milieux xénophobes. Nous avons des raisons sérieuses de supposer que cette opposition a été considérée avec quelque complaisance par le gouvernement lui-même, — la tournure prise par les incidents parlementaires sur « le cas Barbusse », l'atteste ; et que la Siguranza (Sûreté) n'a pas été étrangère aux manifestations, insignifiantes en elles-mêmes, des Étudiants Antisémites, ni même à la diffusion de fausses nouvelles tendant à établir que la Roumanie tout entière avait mal sup-

porté notre intrusion — ce qui est le contraire de la vérité. Des correspondances et télégrammes envoyés par nous ou adressés à nous, ont été interceptés. Nous avons pu remarquer avec quel soin on avait préparé une atmosphère hostile par d'inexactes informations de presse envoyées spécialement en Bulgarie où nous devions nous rendre en quittant la Roumanie (1).

Nous sommes allés en Bessarabie. Nous avons assisté à des audiences du Conseil de guerre jugeant les révoltés de Tatar-Bunar. Nous nous sommes mis en rapports avec les avocats de la défense, des témoins, et même des juges.

De plus nous avons eu des entrevues et des conversations avec un très grand nombre de personnalités de la politique et de la presse : M. Constantin Mille, rédacteur en chef de *Lupta* ; la rédaction et la direction de *Facta*, *Adeverul*, *Dimineatza*, *Aurora*, etc... ; avec des représentants de l'association la plus active des Anciens Combattants roumains ; avec M. Costa Foru, secrétaire de la Ligue des Droits de l'Homme roumaine.

Nous nous sommes mêlés aux milieux intellectuels : des lettres, du barreau, de l'université.

(1) Je dois protester ici contre la publication de propos que j'aurais soi-disant tenus à Constanza et que rapporte le *Bulletin Périodique de la Presse Roumaine*. J'aurais déclaré que « les Roumains sont des gens peu civilisés, fermés à tout idéal », etc... Je ne me suis jamais permis vis-à-vis d'un grand peuple ce langage stupide qui fut sans doute rapporté à la Sûreté par quelque policier imbécile qui a déformé consciencieusement dans sa cervelle professionnelle quelque parole que j'aurai dite.

Nous y avons rencontré nombre de personnalités distinguées et d'esprit ouvert, et nous avons pu constater combien cette élite était empreinte d'une haute culture idéologique et artistique. De plus, le prestige de la pensée française est considérable dans le royaume de Roumanie. En vérité, l'intellectuel français n'a pas l'impression d'y avoir changé de milieu malgré les milliers de kilomètres que lui a fait franchir l'Orient-Express. Bucarest est, avec Constantinople, la ville d'Europe où on parle le plus le français.

Nous avons également rencontré des représentants des diverses opinions et des divers partis politiques. Je cite les noms du D^r Lupu, de M. Stere, de Virgil Madgearu, les trois lumières de l'important parti agrarien.

Nous avons pénétré dans la classe ouvrière. Bien que j'en fusse sollicité, je n'ai pas voulu tenir de réunions publiques. On a dit que je l'avais fait à Bucarest. On s'est trompé. Dans le cas dont il s'agit, j'ai simplement, avec mes compagnons, dont l'un n'a aucune opinion politique, rendu visite, dans leur local, aux travailleurs des syndicats unitaires. J'ai agi de même vis-à-vis des syndicalistes employés, des syndicalistes ouvriers et des étudiants, de Belgrade.

Cette énumération est très incomplète. Dans cet aperçu de mon voyage, je m'efforce de ne donner que les lignes principales d'une besogne d'investigation qui fut considérable et méthodique, et

de mettre en ordre mes impressions, par grandes masses... Sur place, on voit bien des choses, on suit bien des pistes, on pénètre bien des mystères. Les indices, les présomptions, les évidences, s'ajoutent les uns aux autres et forment un dessin sûr.

Je mets en fait que les certitudes auxquelles nous sommes arrivés tous les trois, en complet accord malgré nos divergences personnelles de tendances ou d'opinions — tout témoin probe, observant selon sa conscience et sa raison, ne pouvait pas ne pas y arriver.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de mentionner ici à titre de références supplémentaires, toutes les personnalités que nous avons fréquentées et tous les milieux que nous avons visités dans d'autres pays balkaniques : Bulgarie, Yougoslavie et Turquie, ainsi qu'en Hongrie, en Autriche, pour contrôler et compléter notre étude. Nous avons partout utilisé le temps relativement restreint dont nous disposions, pour le maximum de contacts et de démarches utiles, tant dans les milieux officiels que dans les milieux intellectuels et indépendants ou dans les milieux ouvriers.

A Sofia nous avons directement recueilli des exposés et des précisions du représentant de la France, du secrétaire général des Affaires Étrangères, des chefs de partis du Comité Macédonien de secours aux réfugiés et des représentants de l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne. Nous avons de plus, en dehors des avocats et

des magistrats, interrogé dans chacun de ces pays des victimes ou quelques-uns de leurs proches, des réfugiés, des proscrits, des gens qui se cachaient pour éviter l'arrestation ou l'assassinat (principalement en Turquie et en Yougoslavie). Nous avons eu des relations avec tous les principaux journaux — dont les rédacteurs sont venus spontanément nous voir. Il en fut de même à Belgrade et à Budapest. Le dernier jour de mon voyage, — à Vienne — j'ai cru pouvoir me départir de la règle qui avait été observée scrupuleusement jusque-là : ne pas parler publiquement, de crainte de prêter le flanc à la critique en participant, même indirectement, à de la propagande politique. Mais dans la conférence que j'ai faite à un public composé de sommités intellectuelles, et à la réunion populaire organisée au Volkshall par le Secours Rouge International, je n'ai parlé que de solidarité humaine, et n'ai fait qu'apporter à un prolétariat le salut d'autres prolétariats.

Au seuil de cet exposé, nous tenons, Paule Lamy, Léon Vernochet et moi, à rendre l'hommage qu'ils méritent à ceux qui avant nous et avec les mêmes préoccupations que nous, sont allés récemment dans les pays balkaniques, et dont l'influence, le talent et le courage probe ont ouvert les yeux des foules d'occident sur un monde d'événements : notamment Henry Torrès, Marcel Willard, Albert Fournier, Daniel Renoult, Plisnier.

II

IL FAUT CRIER A L'ASSASSINAT

Tous les trois nous rapportons en toute connaissance de cause et en communion parfaite, cette conclusion à notre enquête loyale et approfondie : Rien de ce qui a été dit sur le terrorisme exercé par les gouvernements balkaniques n'est exagéré. A ceux qui demandent : « Est-ce vrai ? ». Il faut répondre : « La vérité est pire. »

Il y a une tendance béate de l'opinion moyenne à atténuer, a priori, les caractères trop tragiques de la réalité contemporaine : « Voyons, on ne nous fera pas croire que de notre temps... » murmurent bien des gens, esclaves de l'inertie et de la médiocrité générales. Sans nous perdre dans les réflexions que suscite cette courte vue de l'esprit public, mettons-nous devant les faits contrôlés, les chiffres ineffaçables, et disons, crions à notre tour : Il s'accomplit là-bas une machination monstrueuse qui pour se parer de sô-

phismes démagogiques, n'en est pas moins une immense organisation de l'assassinat.

Je voudrais pouvoir étaler les faits dans un tableau complet, évoquer d'un coup la multitude des preuves, mais il est nécessaire pour que cet exposé n'atteigne pas une longueur excessive et fastidieuse, même dans l'horreur, de résumer la réalité à la lumière de quelques raccourcis d'ordre général, en place de l'énumération obsédante, de la sanglante encyclopédie dont les documents — hélas irréfutables — sont entassés autour de moi.

DE NOBLES PEUPLES PAUVRES

Tous les peuples balkaniques, en dépit de réputations légendaires absurdes, sont également laborieux, pacifiques et courageux. Sur tout le parcours du voyage circulaire que nous avons accompli dans les royaumes nouveaux qui ont pris la place des anciennes provinces de l'Empire Turc, nous avons été mêlés à des masses ouvrières et paysannes infiniment sympathiques et loyales, pleines de solides qualités. Il n'y a pas au monde un homme qui soit plus probe qu'un Bessarabien, qu'un Bulgare ou qu'un Turc. Et, je répète volontiers que dans les milieux intellectuels de Bucarest, de Sofia, de Belgrade, de

Zagreb — et de Budapest — abondent des esprits ouverts dont la culture égale, et souvent dépasse, celle que l'on rencontre dans les mêmes milieux en Occident.

La situation économique de tous ces pays est pareillement médiocre et mal équilibrée, la misère et le délabrement s'étendent presque partout sur les campagnes. Dans la Roumanie, pays agricole, la surface ensemencée a été en 1924-25, de 8 millions d'hectares, c'est-à-dire inférieure de 2 millions d'hectares à celle de l'année précédente et de 50 0/0 à celle d'avant-guerre. L'argent manque pour l'agriculture. La Banque Nationale et les autres banques ont coupé les crédits aux paysans, ce qui leur a permis de faire monter le taux de l'intérêt à 30 et à 40 0/0. L'instruction publique ? Les illettrés foisonnent en Roumanie. Le pourcentage d'ignorants absolus est de 70 0/0 ; dans certains districts, la proportion atteint 90 0/0 et même, pour les femmes, 98 0/0. Un instituteur roumain de la campagne doit vivre avec une allocation mensuelle moyenne de 190 francs environ ; dans la Vieille Roumanie, l'instituteur en retraite reçoit, chaque mois, la valeur d'un dollar ; en Bessarabie la valeur d'un demi-dollar.

Les causes de la crise économique de Roumanie peuvent se résumer par les titres de chapitres suivants : La politique d'accaparement des richesses du pays — lois sur la nationalisation du sous-sol, sur les entreprises des anciens sujets

ennemis, sur les mines, sur la commercialisation des entreprises d'État — qui ont concentré des biens et des gains fabuleux dans les mains de « l'oligarchie ». Conventions avec la Banque Nationale, accroissement des impôts, suppression de l'impôt sur le capital et sur les bénéfices de guerre, suppression de la loi contre la spéculation, libre transaction des loyers. Ajoutons : le régime politique de « dénationalisation », et celui d'oppression féroce des classes laborieuses et des classes moyennes, dont je parlerai plus loin — en un mot tout un ensemble de mesures qui ont transformé l'ancienne féodalité des boyards en féodalité capitaliste.

En Bulgarie, pays également agricole (l'élément paysan y représente les quatre cinquièmes de la population), ne fonctionne qu'un outillage agricole primitif : on compte une charrue en fer par 49 hectares. La culture du tabac occupe le tiers des campagnes cultivées. Cette culture n'est pas plus rémunératrice qu'une autre pour le cultivateur, mais elle est adoptée dans ces proportions chez les paysans parce qu'elle leur est imposée par un puissant consortium patronal et aussi à cause que sa mise en œuvre demande moins d'outillage et de frais que tout autre. Le tabac faisait bien vivre les producteurs aux temps abolis de Stamboliisky, par suite du souci que prenait toujours ce ministre d'écartier de la production les spéculateurs et les intermédiaires, et d'encourager la coopération. Mais

lorsque la Ligue Militaire, grâce au soutien financier des grandes compagnies de tabacs, prit le pouvoir aux agrariens par un coup de force, ces compagnies rentrèrent naturellement dans tous leurs privilèges d'exploitation, et en abusèrent. Voici quelques données statistiques pour une seule région : A Gorna Djoumaya, département de Petritch, les producteurs de tabac reçurent en 1923, 110 à 130 levas par kilogramme de tabac vendu par l'entremise de la coopérative locale. Les commerçants payaient le kilogramme de tabac 45 à 70 levas, à cette époque. A présent, le tabac est acheté par le commerçant, seul maître, 25 levas le kilogramme, et le salaire des ouvriers de tabac a baissé de 15 à 30 0/0.

L'industrie périlite en Bulgarie depuis la guerre. A côté des bénéfices énormes de la grosse entreprise des firmes de tabacs (2 milliards de levas en 1923, grevés par le fisc d'une taxe dérisoire de 10 millions), et du développement de la spéculation et de l'usure, toutes les entreprises moyennes d'industrie et de commerce sont dans le marasme ; le trafic des chemins de fer est réduit de moitié, la production de charbon a suivi le même fléchissement. C'est l'accumulation des faillites, l'incertitude et l'angoisse du lendemain. Des maisons de produits alimentaires ne vendent rien, par suite de la sous-alimentation générale. Les dettes contractées par des particuliers auprès des usuriers s'élèvent, en Bulgarie, à 15 milliards de levas dont les intérêts annuels

sont : 7 milliards ; 28.169 Anciens Combattants bulgares invalides touchent une pension équivalant à 0,80 dollar par mois. Ceux qu'on appelle les « invalides de paix », c'est-à-dire les soldats et officiers de la répression gouvernementale blessés dans les troubles civils, touchent une pension quatre fois plus élevée que les blessés de la guerre de même degré d'invalidité. Chaque mois l'importation augmente et l'exportation diminue. Le budget est en déficit, et la moitié des recettes est absorbée par l'intérêt des dettes et l'entretien du ministère de la Guerre, et de la Police. Il y a dans ce petit pays, 100.000 chômeurs ouvriers, soit 500.000 personnes des classes laborieuses sans ressources. 7 à 8.000 fonctionnaires et employés sont sans travail — et personne ne s'en occupe (1).

En Yougoslavie, où quantité d'usines sont fermées et où le nombre des chômeurs s'élève à 200.000, voici qu'une grave crise agricole commence à sévir. Les prix des produits agricoles ont

(1) Voici quelques précisions datant de 1926 sur le chômage des seuls ouvriers des tabacs en Bulgarie : à Kustendil, 1.200 chômeurs sur 1.500 ouvriers ; à Doupnitza, 2.800 sur 3.000 ; à Philippopoli, 7.000 sur 8.000 ; à Stanimaka, 2.500 sur 3.000, etc., etc., et les salaires diminués de 50 o/o.

Ajoutons qu'une loi va réglementer l'exportation des porcs et des légumes en Angleterre, dans des conditions désastreuses pour la population bulgare déjà sous-alimentée : opération purement spéculative, dirigée par des banquiers et prise en mains par M. Liaptchev. Des mesures analogues sont prises par le gouvernement roumain pour favoriser le capital au détriment des intérêts vitaux des populations rurales qui dans certains districts mangent une fois tous les deux ou trois jours. *Adevurul*, mai 1926.

baissé, de l'année dernière à cette année, dans les proportions suivantes : blé, de 400 dinars à 260 ; maïs, de 200 à 110. Le prix d'une paire de bœufs est tombé de 12.000 à 5.000 dinars. Quant à la terre, le prix d'un arpent de bonne terre, qui était en 1924 de 25.000 dinars, n'est plus aujourd'hui que de 10.000 dinars. Outre ses causes économiques, cette baisse a un autre motif : la spéculation des gros commerçants. On donnera un aperçu de cette spéculation, en signalant que malgré le fléchissement du prix du blé, le pain coûte à Belgrade 4 dinars 1/2 (plus de 2 francs).

Dans le dernier budget de Yougoslavie, on vient de supprimer pour raison d'économie le ministère d'Économie Sociale ; on a augmenté le budget de la Guerre de 227 millions de dinars pour l'achat de cuirassés et d'aéroplanes. On a augmenté également l'allocation aux mercenaires wrangéliens.

A Bucarest et à Belgrade, l'essor industriel, soutenu principalement par les capitaux étrangers, donne l'impression d'une prospérité factice. Dans ces villes « victorieuses », le contraste est saisissant entre les palais modernes des nouveaux riches et le vieux pittoresque morne et miséreux des quartiers ouvriers et des districts ruraux (1).

(1) En Hongrie, situation générale similaire. Dans ce pays, où il y a sept paysans pour dix habitants, le malaise économique empire tous les jours. Le salaire de l'ouvrier agricole atteint à peine le tiers de celui de l'ouvrier industriel. 23.000 métallurgistes hongrois sont sans travail. La consommation, sur-

Dans le faubourg riche de Bucarest, sur l'immense avenue dont les rives ombragées sont décorées de palais neufs, il y a un Arc de Triomphe de la Victoire. Il fait, de loin, une tache orgueilleuse qui attire les yeux ; de près on voit qu'il est en plâtre, délabré et fissuré, comme un décor d'exposition, après l'exposition. Ce monument en carton-pâte et dont on voit la corde, cette demi-ruine quasi neuve, symbolise assez exactement ce qu'a de superficiel et de peu solide le développement actuel des affaires d'un grand pays.

chargée d'impôts, a diminué de moitié par rapport à la situation d'avant-guerre non seulement dans l'ensemble du pays, réduit à 8 millions d'habitants, mais même à Budapest où la population n'a pas baissé. Les conséquences de cette restriction sont le développement de la mortalité infantile et de la tuberculose. La Hongrie détient le record de la mortalité par tuberculose en Europe. D'une année à l'autre, les suicides ont augmenté, en Hongrie, de 50 %, et les assassinats, à Budapest, de 60 o/o.

A Budapest, 70.000 personnes sont sans domicile fixe. 8.992 habitent des caves. J'ai visité des locaux en sous-sol surpeuplés : sur chaque lit, trois ou quatre occupants sont obligés de s'étendre — ou plutôt de s'accroupir — dans le sens de la largeur.

Et le dernier budget hongrois, débordant de dépenses pour la police, la gendarmerie, l'organisation officielle des briseurs de grèves, et comportant des fonds secrets pour chaque ministère, se signale par une diminution, sur le précédent exercice, des impôts directs frappant la richesse, une diminution des crédits pour l'instruction publique, une augmentation des dépenses afférant à la police, à la garde fluviale, à l'entretien de la cour royale du Régent, aux séminaires.

Le budget militaire de la Hongrie était avant guerre de 101 millions de couronnes-or. Il atteint aujourd'hui, malgré les restrictions tranchantes du traité de Trianon, 92 millions de couronnes-or, pour la petite Hongrie d'après-guerre.

DES GOUVERNEMENTS PARASITES

Or, tous ces pays — et c'est là le plus tragique de leurs caractères communs — sont entre les mains de gouvernements parasites, qui n'émanent pas des nations et des peuples, et qui ne se maintiennent que par des moyens artificiels : opérations de police, terrorisme militaire et judiciaire, en vertu de ce vieux principe de mécanique sociale que lorsqu'on a pris le pouvoir, on possède par là seul les moyens les plus efficaces pour le conserver. Il ne serait pas exact toutefois de dire que les gouvernements balkaniques ne représentent qu'eux-mêmes. Ils s'appuient en réalité, par les voies des partis politiques, sur certains éléments nationaux, mais ces éléments restent toujours dans le cercle de la grande bourgeoisie privilégiée (1).

(1) Il faudrait consacrer tout un chapitre, ce que je n'entreprendrai pas, à la corruption qui s'exerce à tout degré de la hiérarchie sous les gouvernements parasites des Balkans. Je me contente de noter seulement, ici, à titre d'indication, que des faits de corruption ont été dénoncés publiquement ces derniers temps en Yougoslavie et mettent au pilori le fils d'un ministre, et des ministres. M. Raditch lui-même s'est écrié, à Pakrach : « La corruption remplit toutes les branches de l'appareil de l'État et doit en être arrachée par la force. » Un ancien président du Conseil, M. Davidovitch, a déclaré que « tant que quelques ministres ne seront pas mis en prison, la corruption ne pourra être détruite ». M. Raditch a été l'objet de graves accusations dans le même sens, de la part

Ferdinand de Hohenzollern, roi de Roumanie, est un personnage assez peu sympathique autour duquel est solidement implanté l'appareil national de surveillance et de coercition. Mais le monarque ainsi magistralement encadré n'est pas le maître. Nous sommes à une époque où un roi n'est qu'un instrument — ainsi que l'avoue avec un beau cynisme la chanson des junkers allemands : « Que le prince soit absolu — Pourvu qu'il fasse ce que nous voulons ! »

D'ailleurs il n'est pas exploité, puisqu'il est complice. Grâce aux jeux de la politique, c'est le parti libéral qui règne en Roumanie et s'impose à un Parlement docile. Dans ce fantôme de Parlement, l'approbation de la majorité est acquise d'avance à la dictature gouvernementale, les protestations les plus fondées et les plus irréfutables qui s'y sont faites parfois entendre ont abouti à des votes de confiance acquis à une écrasante majorité. Il suffit d'être tant soit peu au courant de la politique intérieure roumaine, pour se rendre compte que ce parti dit libéral ne concrétise nullement les aspirations ou les forces vives de la nation. Le parti tsaraniste, ou agrarien, a plus d'extension dans le pays.

Les autres principaux partis sont le parti populiste du général Averescu, et le parti « national » transylvain. Comme le parti libéral tient bon,

du radical Marcovici. Ces discussions entre leaders yougoslaves édifient aussi le public sur les causes concrètes de la guerre, comme l'attentat de Sarajevo, et leurs dessous.

il y a tout un jeu de tractations en vue de la formation d'un bloc d'opposition. Mais il n'est guère d'apparence qu'il puisse sortir de ces combinaisons politiques de modification notable du régime, sinon aux yeux d'une opinion publique naïve qui se contente d'une substitution de noms propres. Les partis roumains de gouvernement ont tous à peu près les mêmes tendances et aucun d'eux n'a d'attache profonde avec le pays. Ils sont tous en définitive, même le parti agrarien qui ne pourra accéder au pouvoir qu'en s'édulcorant singulièrement, plus ou moins les serviteurs de « l'oligarchie roumaine » et les soutiens d'un régime qui, me disait Otto Bauer à Vienne, « est le plus féodal de l'Europe entière ». Quel que soit le gouvernement qui sorte des élections du printemps 1926, son programme sera avant tout, comme celui des libéraux, d'opportunisme politique ; sa tactique consistera exclusivement comme celle des libéraux, à diviser l'opposition et, derrière la scène, à agir à la manière forte.

Les mêmes considérations générales peuvent s'appliquer à la lutte politique parlementaire en Bulgarie, avec la différence que le gouvernement bulgare est parvenu à maintenir jusqu'ici un bloc de contre-opposition. Mais en Bulgarie, comme en Roumanie et en Yougoslavie, ainsi qu'en Grèce, l'autocratie dirigeante a d'autres moyens à sa disposition que le parlementarisme.

Ces moyens sont d'ailleurs mis en œuvre pour

fabriquer les élections. C'est une vérité que personne ne conteste que si les élections étaient libres dans les Balkans, il en résulterait un bouleversement profond — que l'autocratie officielle n'a pas à craindre pour le moment.

Les élections balkaniques s'accomplissent sous la pression directe des gendarmes et des fascistes, et par des interventions brutales de l'autorité (1).

Voici, pour la Roumanie, quelques faits de notoriété publique :

Nous savons qu'en Bessarabie, à Volontirovka, lors des élections, le préfet déclara, pour intimider les électeurs, que ceux qui voteraient contre le gouvernement seraient obligés de quitter la Bessarabie.

A Chaba, les gendarmes interdirent l'entrée du local électoral aux hommes de confiance de l'op-

(1) L'exemple, le schéma, de ces méthodes nous est montré par les dernières élections de Salonique (Grèce). Une liste d'union ouvrière avait été élue par 3.000 voix. Le général Pangalos, au mépris de tout droit, annula les élections. La liste ouvrière fut réélue par 8.000 voix. Alors le dictateur accusa les élus d'avoir lancé des appels insurrectionnels à l'armée, et il les fit arrêter, à la fin de janvier (1926), au nombre de vingt-deux.

La façon dont Pangalos, qui a changé les îles de la mer Egée et notamment l'île de Santorin en un camp de concentration pour tous les républicains, a préparé sa propre élection, est bien dans la manière du personnage — et du système. Il s'est fait envoyer une délégation d'officiers pour le persuader de poser sa candidature, puis après avoir éliminé purement et simplement la candidature de M. Venizelos, il a interdit aux journaux d'écrire quoi que ce fût sur lui-même — et dans la Grèce amenée au dernier cran de l'état de siège, ce sanguinaire fantoche a obtenu 90 o/o des voix. Il aurait pu tout aussi bien fixer d'avance, par décret, le chiffre de ses voix.

position. Par ces méthodes, les autorités ont réussi à empêcher toute participation paysanne aux élections. Sur 8.000 habitants de Chaba, seuls 811 furent portés sur la liste des électeurs ; à Papouchoi, 66 sur 6.000 ; à Plakhteova, 67 sur 8.000 ; à Delieri, 66 sur 4.000, et dans d'autres localités, 30 à 100, sur 5.000 à 10.000 habitants.

A Tatar-Bunar, 1.112 habitants sur 14.000 figuraient sur la liste électorale. Les autorités trouvèrent ce nombre encore élevé, puisque le 26 juillet la liste disparut, et fut remplacée par une autre ne mentionnant que 400 électeurs. Les fonctionnaires de Tatar-Bunar ont été menacés de révocation immédiate au cas où les candidats du gouvernement ne seraient pas élus. Pour plus de sûreté, les anciens fonctionnaires municipaux de Tatar-Bunar ont été révoqués et remplacés par des agents plus sûrs, dans les vingt-quatre heures. Le préfet examina lui-même les listes électorales, et raya les noms d'un grand nombre de personnes.

M. Stere, agrarien, un des hommes les plus populaires de Bessarabie, mais opposant au gouvernement actuel, m'a raconté les mésaventures qu'il avait subies lors de sa dernière campagne électorale, les sévices dont il avait été l'objet, et dont avaient eu également à souffrir des hommes ayant occupé une haute situation dans l'État, comme M. Halippa. En fait, interdiction aux candidats non officiels de faire des réunions électorales.



On trouve dans les déclarations d'un Roumain notoire, M. Jorga, professeur d'histoire et député, un réquisitoire complet contre le cynisme apporté par le gouvernement dans la manipulation des électeurs. Je fais d'autant plus état de ce témoignage que M. Jorga se montre par ailleurs un bien maladroit défenseur de « l'honneur de la Roumanie (1) ».

Dans tous les pays balkaniques, ces violations

(1) Lors des élections municipales roumaines (février 1926), des 250.000 habitants de Bucarest possédant le droit de vote, 54.000 seulement ont été inscrits sur les listes électorales et la moitié à peine de ces inscrits reçurent des cartes. On a encerclé par des cordons de police des quartiers sous prétexte de maladies contagieuses, et les électeurs ont été ainsi empêchés de voter (ce fut notamment le cas à Beltz). Des agents de police ont été pris en flagrant délit de voter avec de fausses cartes. Par des moyens de procédure, on a supprimé dans certains districts la liste d'opposition et proclamé élue, sans vote, la liste officielle. *Dimineatza* signale les « trucs » par lesquels on a annulé frauduleusement d'innombrables votes. De plus, les violences policières se sont perpétrées sur tout le territoire. Le gouvernement avoue quatre morts. Mais on en connaît au moins six; rien qu'à Calafa, il y a eu deux morts et de nombreux blessés. A Bursugieni, quinze blessés, etc... Il y a aussi le camouflage des résultats : *Adeverul* du 22 février 1926, enregistre la protestation de 1.800 conseillers municipaux de 140 villages — qui déclarent que contrairement aux statistiques des tableaux officiels, ils ne sont nullement du parti gouvernemental. Les élections du 14 février 1926 ont amené dans toute la Bulgarie des pratiques du même genre. (Voir ANNEXE.) Un de mes plus violents détracteurs, qui a mené en France et en Roumanie de furibondes campagnes contre les « inspecteurs de l'humanité », M. Eugène Titeanu, écrit dans *Cuvantul*, à propos des élections : « Quand M. Torrès disait qu'en Roumanie on assassine, je l'ai combattu. Mais aujourd'hui M. Bratianu vient confirmer l'existence de la terreur blanche dans nos contrées. Où est la garantie de l'ordre dans l'État, qui ne défend plus la vie des citoyens quand la bande des assassins est l'autorité elle-même ! » (Février 1926.)

de la liberté théorique de vote, sur lesquelles j'aurai à revenir, sont courantes. Elles ne s'arrêtent pas aux Balkans proprement dits. Dans la constitution hongroise, que la France a tant contribué à établir, le suffrage universel n'existe pas. Tous les citoyens qui ne peuvent fournir un certificat d'études élémentaires sont rayés des listes électorales. Or il y a en Hongrie beaucoup d'illettrés, et d'autre part, grâce à d'habiles chinoiseries administratives, on parvient à faire figurer dans les non votants quantité de Hongrois sachant lire. En outre, l'électeur vote à bulletin ouvert et signe son bulletin. Dans ces conditions, on conçoit que la pression gouvernementale ou patronale se donne libre carrière, et on comprend pourquoi le parti gouvernemental compte au parlement une majorité de 170 voix intangible par les moyens électoraux.

En Bulgarie, le gouvernement de M. Tsankov et du général Volkov, ministre de la guerre (il est difficile de les séparer), n'a pas, ainsi que je l'ai dit, de racines plus profondes que celui de M. Bratianu en Roumanie. Le ministère Stamboliisky qui a précédé celui-ci, avait plus d'envergure. Alexandre Stamboliisky, ce géant paysan que les équarisseurs militaires de M. Slaveiko Vassiliev ont écorché et dépecé avant de le tuer en 1923, reste une figure de haut relief et marquée d'une forte originalité. Il était autoritaire et bousculeur. Son gouvernement était un gouvernement « paysan ». Ce potentat employa sou-

vent des moyens arbitraires, et on peut dire que c'est de lui, de sa « garde orange », de son préfet de police Proudchine et de tout son entourage irresponsable, que date l'ère des répressions violentes en Bulgarie.

Mais il avait un sens populaire intense, qu'il ne faut pas méconnaître. Le cabinet Stamboliisky fit des réformes dont quelques-unes sont fort remarquables, notamment celles qui concernent le travail obligatoire, l'extension considérable de l'instruction publique, la réforme agraire, les banques agricoles. Il avait élaboré de la sorte et imposé une espèce de régime patriarcal plein de hardiesse mais entaché de certaines étroitures (par exemple, la mise à l'écart brutale de tous les intellectuels). Tsankov profita de ce que Stamboliisky avait commis de maladresses et des violences vis-à-vis des masses ouvrières (il ne sut pas unir l'ouvrier et le paysan), et qu'il avait, de plus, indisposé contre lui les officiers, les bourgeois, les hommes d'argent et les intellectuels, pour tenter un coup de force qui, en une demi-heure, de 3 heures à 3 heures 30 du matin, le 9 juin 1923, lui permit d'abattre et de remplacer le gouvernement.

Tsankov était obligé, vis-à-vis de l'opinion, de gouverner avec un Parlement. Il obtint par divers procédés de corruption, d'intimidation et de contrainte, la fusion de tous les anciens partis — sauf l'agrarien et le communiste — sous le nom d'Entente Démocratique (*Demokraticheski*

Sgovor). Il entreprit alors de réaliser ce projet diabolique : s'assurer la majorité en supprimant par le meurtre tous les membres ou sympathisants des deux partis réfractaires, et par extension, tous les opposants. Il y a jusqu'ici réussi : les faits, les dates, les statistiques sont là.

On est bien obligé de constater la servilité dont les partis qui s'intitulaient pompeusement et hypocritement : partis d'opposition, ont fait montre dans la circonstance, et notamment le Parti Socialiste. *L'Epokha*, organe du chef socialiste Pastoukov, célèbre le 9 juin comme « le jour de libération d'une tyrannie pire que la tyrannie turque ». Le conseil supérieur du Parti Socialiste Unifié, quinze jours après le coup d'État que les gouvernementaux (comme les fascistes en Italie) qualifiaient frauduleusement de « révolution », félicite le corps des officiers du rôle décisif qu'il a joué — ce qui serait d'une impardonnable bassesse si on ne pouvait alléguer comme circonstances atténuantes qu'à ce moment, le parti ne voyait peut-être que la fin d'un régime qui lui avait fait une guerre acharnée et ne prévoyait peut-être pas que M. Tsankov renouvellerait au centuple les crimes de Stamboliisky. Toutefois les socialistes ne se sont jamais dressés dans la suite contre la tyrannie blanche de Tsankov-Volkov, et le *Narod*, organe officiel des socialistes, écrivait le 15 septembre 1923 : « Il est certain que les socialistes ont participé à

la répression des soulèvements agrariens et des insurrections de septembre. Nous ne voulons pas nous dérober aux responsabilités qui en découlent. »

Un socialiste, M. Kasassov, a fait partie pendant un certain temps, du ministère Tsankov et ce n'est que tout récemment que son exclusion du parti socialiste a été confirmée, en raison de cette participation.

Il y a sans aucun doute, une tension et un désaccord entre le gouvernement Tsankov-Volkov et le tsar Boris, mais il apparaît que celui-ci n'est pas de taille à faire prévaloir les conceptions plus humaines dont il serait animé, et à éviter de lier davantage son nom à un régime pareil. Il se contente de ne pas signer les arrêts de mort rendus pour raisons politiques, tout en remarquant, lui le premier, que c'est là un scrupule illusoire, puisque les autorités de son royaume ne se gênent pas pour faire disparaître par l'assassinat ceux qu'il voudrait sauver.

Le clergé ? Le synode de Bulgarie vient d'adresser un long mandement aux chrétiens bulgares : « Au nom de la charité chrétienne, nous invitons le peuple bulgare à aider le pouvoir à rétablir l'ordre. ». Quand on sait ce que signifie cette expression : le rétablissement de l'ordre, on doit juger monstrueuse l'attitude du clergé.

En Yougoslavie, on peut appliquer au gouvernement Pachitch la plupart des mêmes caractéristiques. Lui aussi lutte contre l'opposition

politique par la force et l'appareil de contrainte dont tous les gouvernements possèdent les commandes. C'est même, chronologiquement, la Yougoslavie qui a commencé à tenir pour illégal tout parti d'opposition et à faire du fascisme d'État.

La Glavniatcha de Belgrade, la prison centrale, la Bastille de la Yougoslavie, date de l'époque turque. Sous les Obrenovitch et le régime féodal, elle fut remplie de prisonniers et de leurs tortures. Depuis le 29 mai 1923 — la dynastie des Karajordievitch occupe le Konak, le parti radical, persécuté naguère par Milan et Alexandre s'est installé au pouvoir — et la prison d'État joue son même rôle vis-à-vis de ceux qui défendent une cause de justice et de liberté. Les dirigeants de la Yougoslavie qui est non une fédération de peuples, mais la vieille Serbie agrandie de butins territoriaux dont elle abuse, font une guerre permanente aux ouvriers, aux paysans et aux minorités nationales.

Le ministère Pachitch s'est renforcé en s'adjoignant le parti croate sous les espèces de son grand chef, M. Raditch. Par ce pacte, ce dernier a pris fait et cause, malgré les principes du parti dont il est le leader, pour l'œuvre contre-prolétarienne du ministère Pachitch et pour ses visées impérialistes (aspirations vers l'Albanie et Salonique). M. Raditch ne craint pas de lier assez grossièrement le sort de tout un parti et même de toute une population à son propre sort. Il dit —

nous rapporte l'Agence des Balkans : « Tous ceux qui voudraient constituer un gouvernement sans Raditch doivent être convaincus que dans ce cas-là, les Croates ne feront pas partie de l'État yougoslave. »

Les réformes entreprises par de tels gouvernements ne peuvent être, elles aussi, que des prétextes, et des instruments de règne. Les fameuses réformes agraires dont la rhétorique officielle a fait si grand état soit en Roumanie, soit en Bulgarie, constituent une complète duperie. Le partage des *latifundia*, en Transylvanie et en Bessarabie, n'a point profité aux paysans, mais a été l'occasion de marchandages sans nom et d'une rémunération copieuse apportée aux gendarmes, aux policiers et aux agents gouvernementaux. En Bulgarie, la réforme agraire Stamboliisky, assez largement comprise, a été complètement défigurée dans la suite par des amendements qu'imposa le cabinet Tsankov.

UNE LOI D'INIQUITÉ

Dans tous les pays balkaniques, auxquels on peut ajouter en cette circonstance, comme en d'autres, la Hongrie, les pouvoirs ont mis en vigueur une Loi sur « la sûreté de l'État ». Les lois roumaine, bulgare, yougoslave, hongroise,

pour la sûreté de l'État, sont pour ainsi dire sur le même type. Elles donnent aux autorités constituées tous les moyens d'atteindre et d'abattre ceux qui ne professent pas des opinions absolument conformes à celles du régime en cours. Le simple fait d'exprimer une idée dite subversive, de recevoir ou de lire certains journaux, d'entretenir des relations avec des organisations étrangères, d'émettre une critique quelconque dont un procureur royal puisse arguer qu'elle porte atteinte au renom national, constituent des délits et des crimes sévèrement punissables. M^e Marcel Willard a écrit avec raison que « l'article 20 de la loi bulgare place littéralement la minorité des corps constitués à la merci absolue d'une majorité gouvernementale », ce qui est une hérésie en droit moderne et en équité. Ce faisceau de lois balkaniques est un défi et un attentat contre le droit humain. C'est l'arbitraire et le caprice transportés dans la légalité. C'est, pourrait-on dire, la loi mise hors la loi.

En vertu de ces lois spéciales, on a condamné des gens simplement parce qu'ils se trouvaient sur le lieu d'un attentat, on a condamné à mort des hommes et des femmes parce qu'ils avaient donné asile à des fugitifs recherchés par la police, sans même qu'ils sussent que ces fugitifs étaient coupables et sans même que cette culpabilité ait été jamais établie (1).

(1) On peut imaginer facilement quelle prise donne sur la

Tout juriste, ou tout homme sain d'esprit ne peut lire qu'avec stupeur la trop célèbre clause d'après laquelle la peine de mort peut être appliquée à une propagande jugée dangereuse ou celle d'après laquelle les parents sont tenus de dénoncer et de livrer à la police leurs propres enfants.

En définitive, dans tous les pays balkaniques, les gouvernements réactionnaires luttent contre leurs peuples. Par des procès et des condamnations, par des attentats isolés ou des massacres, ils réalisent *la destruction matérielle* des idées d'émancipation. Ils profitent, comme la Roumanie, la Yougoslavie ou la Grèce, de l'occupation militaire et de l'assimilation des nou-

liberté des citoyens des clauses aussi élastiques que l'article 7 de la loi hongroise de 1921 qui est intitulée Loi pour la sûreté et la *réputation* de l'État :

« Celui qui aura divulgué ou affirmé une contre-vérité apte à diminuer la réputation de l'État hongrois ou de la nation hongroise ou d'en abaisser le crédit, commettra un délit, et sera puni d'emprisonnement jusqu'à cinq ans.

« La peine sera des travaux forcés jusqu'à dix ans si l'acte a été commis dans le but d'inciter un État ou une organisation étrangers, à entreprendre un acte hostile, contre l'État ou la nation de Hongrie, et, si cette incitation a été suivie d'un acte hostile, la peine sera des travaux forcés à perpétuité. » Cet acte hostile peut être un article de journal.

Signalons ici, quand ce ne serait que pour établir la contagion qu'entraînent partout ces étranges principes : qu'en Esthonie, un groupe de paysans vient d'être condamné à trois et quatre ans de travaux forcés. Ils étaient inculpés de « bonne volonté » vis-à-vis des insurgés de décembre. Le nommé Reisan a été condamné à trois ans de travaux forcés parce que « il avait été vu causant avec un étranger près de sa maison. »

velles provinces, ou, comme la Bulgarie, de troubles indirectement ou directement provoqués par leurs agents, pour poursuivre mathématiquement ce programme d'extermination.

III

LES ORGANISATIONS D'ÉCRASEMENT

Les gouvernements balkaniques se servent tous à peu près des mêmes instruments et organisations de répression. Dans tous ces pays, le principal de ces instruments, la plus forte de ces organisations, c'est l'armée, et les ligues militaires. On ne saurait imaginer un lieu au monde où l'uniforme et les galons jouissent d'une puissance plus complète, où les officiers soient investis d'une irresponsabilité et d'un despotisme plus absolus. Un des côtés les plus tristement pittoresques des capitales balkaniques c'est la place qu'y tiennent les officiers, et l'importance qu'y déploient les monuments militaires.

A Bucarest, le Cercle Militaire écrase de son architecture opulente tous les autres monuments de la ville, même les palais et même les banques neuves.

A Belgrade, l'École Militaire n'est pas un monument, c'est tout un quartier. Le budget de la Yougoslavie s'élève à douze milliards de dinars ; or, 2.700.000 sont consacrés au budget de la guerre, sans préjudice d'un milliard avancé par les bons soins de la France pour des armements nouveaux. En Bulgarie, sur un revenu d'environ 5.700 millions de levas, 2.800 millions vont à l'armée et à la Police. En Grèce : total des dépenses, 8.471 millions de drachmes ; ministère de la guerre 2.272 millions.

LIGUES MILITAIRES ET POLICE

A côté du militarisme officiel, le militarisme officieux ; à côté de l'armée, les ligues composées d'officiers de réserve ou d'ex-officiers. Tous les pays des Balkans en sont pourvus. Beaucoup en ont plusieurs. La *Main Blanche* serbe (qui succéda à la *Main Noire*) a trempé dans tous les événements politiques récents. En Bulgarie, quatorze membres de la Ligue militaire forment le Convent militaire, comité suprême qu'on appelle couramment l'Escadron. Il y a de plus une Tcheka composée de cinq officiers membres de la Ligue. L'association secrète *Kubrat* agit parallèlement.

Quant à l'organisation de la police, elle est partout formidable. La Siguranza (Sûreté) roumaine dispose de millions, de journaux, elle a

des attaches et des agents, des oreilles et des mains, en tous lieux. Elle est un état dans l'État. Le nombre des gendarmes balkaniques est hors de proportion avec la population. Il y a 45.000 gendarmes en Roumanie, 60.000 en Yougoslavie. Par petits groupes, les gendarmes sont répartis dans les campagnes et exercent des exactions, des sévices, des vols et des crimes, sûrs qu'ils sont de l'impunité. Ils ont, comme je l'ai dit, bénéficié largement dans les campagnes roumaines, de la loi soi-disant prolétarienne du partage des terres.

LE COMITÉ MACÉDONIEN

En Bulgarie il faut mentionner parmi les moyens les plus terribles dont dispose le gouvernement pour poursuivre et frapper ses adversaires, le fameux Comité Macédonien, dont le nom exact est l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (O. R. I. M.). Il faut essayer de délimiter en quelques traits les caractères et la position de ce violent foyer d'agitation.

On sait que les traités de paix ont morcelé le territoire macédonien, et en ont donné les quatre dixièmes à la Grèce, la moitié à la Yougoslavie, et un dixième à la Bulgarie.

L'O. R. I. M. a pour but théorique l'autonomie politique de la Macédoine.

L'O. R. I. M. a solennellement déclaré à diverses occasions — et un de ses représentants me l'a répété avec véhémence à Sofia — qu'elle garderait jalousement son indépendance, que le « Comité Central ne permettrait à aucun gouvernement, ni à aucun parti, d'en faire l'instrument de buts qui seraient étrangers au mouvement de libération macédonien. »

Quel crédit y a-t-il lieu d'accorder à cette profession de principes ?

L'Organisation Révolutionnaire a été fondée, en 1893, en Macédoine, par Gotzé Deltchev, Péré Tochev, Damian Grouev, le D^r Christo Tatartchev, Peter Pop Arsov et Guiortché Petrov. Sauf Peter Pop Arsov, qui s'est retiré de la vie politique, et le D^r Chr. Tatartchev qui, depuis trois ans, s'est exilé à l'étranger de crainte d'être tué par les agents macédoniens de Volkov, tous les autres chefs de l'O. R. I. M. ont été tués (G. Petrov a été tué par Alexandrov et Protoguérov en juillet 1921 à Sofia) ; les leaders du mouvement macédonien, tels que Sandansky, Dimo, H. Dimov, Kantardjiev, Bouinov, Tchaoulev et Panitza, ont également été tués par les sbires macédoniens du gouvernement bulgare. Même Alexandrov, qui fut pendant dix-sept années le plus dévoué agent du palais et du gouvernement bulgares, a été tué par le gouvernement Tsankov avec le concours du général Protoguérov le 31 août 1924.

Jusqu'en 1905, l'O. R. I. M. était une organisa-

tion vraiment révolutionnaire des masses. Après l'insuccès de l'insurrection de 1903, où 20.000 Macédoniens ont lutté, fusil au poing, pendant trois mois contre 300.000 soldats turcs, cette organisation s'est scindée en deux ailes : l'une, la droite, la minorité, a épousé le programme du gouvernement bulgare : annexion de la Macédoine à la Bulgarie (Autonomistes) ; l'autre, la gauche, a continué à combattre pour l'indépendance du peuple macédonien, dans le cadre d'une fédération balkanique (Fédéralistes).

A présent, l'organisation qui garde le nom de l'O. R. I. M., est « autonomiste » ; elle est restreinte à la partie de la Macédoine qui se trouve sous la domination bulgare. Elle n'est pas secrète. Ses chefs sont en relations très intimes avec le gouvernement de M. Tsankov (1). Cette organisation agit de concert avec la Ligue Militaire et les Wrangéliens. Elle a pris une part active aux massacres des paysans et ouvriers bulgares en juin et en septembre 1923 ; elle a tué, du 12 au 30 septembre 1924, 160 révolutionnaires macédoniens, dont D. H. Dimov, député des ouvriers et paysans, camarade du fondateur de l'O. R. I. M., J. Deltchev, Kantardjiev, Bouinov, St. Hadjiev, anciens députés, Yovkov, journaliste, Sl. Kovatchev, avocat, etc... ; elle a tué dans les cinq premiers mois de 1925, 100 paysans partisans de Sandansky et de Panitza, dans le district

3

(1) Et le sont aujourd'hui avec celui de M. Liaptchev.

de Pétritch ; elle a tué P. Tchaoulev en 1924 à Milan, et T. Panitza en 1925 à Vienne. Elle a pris part aux massacres des ouvriers, paysans et intellectuels bulgares et macédoniens après l'attentat de la cathédrale, le 16 avril 1925. Cette organisation est une filiale du ministère de la guerre et de la police de Tsankov-Volkov. Parmi la population macédonienne qui est sous les dominations serbe et grecque, cette organisation n'a pas d'adhérents. A l'étranger, ce sont les partisans soudoyés de Tsankov qui se présentent comme des « Autonomistes ».

Depuis l'été 1908, il s'est fait une scission entre les Macédoniens de gauche, qui se sont intitulés le Parti Fédératif Populaire, et ceux de droite, les « Clubs constitutionnels ».

M. Obov, déposant au procès du meurtrier de Daskalov à Prague, a mis en lumière les caractères distinctifs des divers éléments qu'on pourrait appeler les Macédonistes. En mars 1924, un Manifeste à tendance fédéraliste a semblé rallier un moment Alexandrov, Protoguérov et Tchaoulev. Mais des intrigues ont dissous cette alliance et, après la mort violente d'Alexandrov et de Tchaoulev, le général Protoguérov est resté le seul maître de l'O. R. I. M., redevenue définitivement « autonomiste ». Les agissements du Comité Macédonien de Pétritch dans le déplorable incident gréco-bulgare, qui vient de faire couler à nouveau le sang macédonien, apportent aussi des précisions récentes sur la position prise

par les deux éléments macédoniens : Autonomistes et Fédéralistes (1).

Il reste clairement aux yeux de l'observateur objectif, que le Comité Macédonien a mis la terrible puissance d'agitation et de répression qu'il constitue au service de la Terreur Blanche, et il est non moins clair que l'impérialisme réactionnaire est en opposition avec les aspirations de liberté de la Macédoine. Il semble que ce n'est pas à tort que M. Lébédév prétendait que l'O. R. I. M. « autonomiste » du général Protoguérov « a cessé d'être révolutionnaire et est devenue un simple instrument entre les mains de la dynastie des Cobourg. »

(1) Depuis une année et demie on remarque un rapprochement entre les « autonomistes » et des agents de nationalité serbe de M. Pachitch, comme le député Kirkovitch, qui s'est rendu il y a quatre mois à Sofia avec une mission spéciale. M. Kirkovitch a eu des entretiens avec des dirigeants de l'Organisation macédonienne de Tsankov. Depuis lors ce député a entrepris dans la presse de langue serbe en Macédoine sous domination serbe et dans les meetings tenus à Bittolia et à Guevguéli, une campagne implorant l'intervention de la Yougoslavie en faveur des Macédoniens « serbes » sous domination grecque — lisez : en faveur de l'annexion à la Yougoslavie de la partie de la Macédoine placée sous la domination grecque. Cette campagne a été approuvée par la presse gouvernementale bulgare et macédonienne de Sofia. Donc, la conclusion qui s'impose, c'est qu'un pacte des « Autonomistes » avec le gouvernement serbe existe réellement, ou, plus exactement, qu'un pacte existe entre les gouvernements serbe et bulgare, et ce dernier l'a imposé aux « Autonomistes » qui sont ses instruments dociles.

FASCISTES ET COSAQUES

Le gouvernement de Bucarest encourage indéniablement, malgré ses protestations de neutralité, le groupe grandissant et remuant des Étudiants Antisémites — fascistes et provocateurs. Alors qu'il a frappé les Étudiants Indépendants en dissolvant leur organisation et en interdisant leur journal (1), il tolère ouvertement la propagande des Étudiants Antisémites. De la sorte, le Parti Antisémitique qui n'avait jamais existé à Bucarest (il se cantonnait à Yassy, sous les ordres de M. Couza qui, du haut de sa chaire universitaire, prêchait ouvertement les pogroms), vient d'y être installé par les libéraux. Les antisémites ont cinq journaux à leur disposition, étalent leurs affiches et leurs insignes en pleine rue, et ne sont jamais inquiétés dans leurs manifestations pu-

(1) Pourtant, les buts de cette Union des Étudiants Indépendants qu'un ukase vient d'anéantir n'avaient rien de subversif. Voici comment les résumait son journal hebdomadaire, *La Vie Universitaire*, également supprimé : « Hâter le retour des étudiants au respect de la légalité et de la liberté d'opinion, au dedans comme au dehors de l'Université, et coordonner tous les efforts ayant pour but l'amélioration de la situation matérielle de tous les travailleurs de l'université, et des possibilités d'études. » L'Union ne s'était pas départie de ces directives. Pendant ses quatre mois d'existence, elle a brillamment prospéré. Elle comptait au début 60 membres, puis était devenue, en ce court laps de temps, la plus puissante organisation universitaire roumaine.

bliques. Lorsque quelques-uns de ces énergumènes sont venus un soir crier devant mon hôtel pour me punir « de porter atteinte à la souveraineté nationale », on m'a assuré qu'ils étaient encadrés par des agents de la Sûreté dont le principal souci était d'empêcher la foule de les troubler dans leur démonstration. Ce sont ces jeunes gens, qui, de par leur notion spéciale de l'honneur de la Roumanie, ont empêché le Secrétaire de notre Ligue des Droits de l'Homme, de prendre la parole à Bucarest. Au prix de quelques complaisances, les autorités possèdent là un moyen commode de se faire forcer la main (1). On ne saurait trop insister sur le carac-

(1) Depuis il y a eu mieux. En février 1926 une nouvelle explosion d'antisémitisme a éclaté parmi les étudiants roumains : manifestations violentes avec des voies de fait dans l'université et dans la rue, magasins juifs saccagés et détruits, sévices contre les personnes. La police a plutôt aidé que contrarié ces frénétiques manifestants. Or, un conseil de guerre a condamné à quatre mois de prison l'étudiant juif Gh. Klein, d'Oradea Mare, sous l'accusation « *d'être le chef d'une organisation d'étudiants juifs, formée en vue d'opposer une résistance ou de répondre par la violence aux violences exercées par les étudiants chrétiens sur les étudiants juifs.* » La peine a été appliquée en vertu de l'article 213 du Code pénal, qui concerne les associations de malfaiteurs.

Commentant cette sentence incroyable, le *Romania Muncitoare*, de Paris, est fondé à constater qu'en Roumanie les étudiants chrétiens — c'est-à-dire fascistes — qui conspuent, frappent et cassent, avec l'aide de la police et forcent les jeunes étudiants juifs à partir à l'étranger, sont des « bienfaiteurs » reconnus d'utilité publique, et leurs victimes des « malfaiteurs ».

D'autre part, les étudiants « chrétiens » qui s'étaient mis en grève pour faire valoir leurs revendications chrétiennes (ils ont eu recours à l'emploi des gaz asphyxiants), ont fait une démarche auprès de M. Angelescu, ministre de l'Instruc-

rière artificiel de cette agitation antisémite, cultivée de force par des perturbateurs attirés au sein de la population la moins fanatique et la moins encline aux haines de races, qui soit au monde (1).

Un autre groupement constitue pour les gouvernements balkaniques un rude agent d'exécution : les ex-officiers et soldats de Wrangel. A Belgrade, on rencontre dans les rues des cosaques en uniforme qui n'attendent, — l'un d'eux l'a crié dernièrement dans la rue, lors d'une ba-

tion Publique, pour le prier d'exclure de l'université, des laboratoires, des cantines et foyers d'étudiants, les étudiants « suspects de sympathiser avec les communistes » (ce qui veut dire dans l'occurrence, les non fascistes). M. Angelescu, père de l'Université roumaine, a répondu : « Remettez-moi une liste de tous les étudiants suspects d'idées subversives, et la Siguranza, d'accord avec les autorités universitaires, prendra les mesures nécessaires. »

(1) Notons que *Nationalistul*, antisémite et fasciste, est le seul journal de Roumanie qui défende ouvertement les fauconnommayeurs de Budapest. Or les fascistes hongrois sont des irrédentistes qui rêvent de reprendre la Transylvanie. Les fascistes roumains sont plus fascistes que roumains.

On lit, d'autre part : « La Roumanie des boyards nous a apporté la résurrection d'une pratique moyenâgeuse ; les persécutions religieuses. En effet, les journaux roumains nous apprennent les poursuites dont est l'objet la plus grande partie de la population du village d'Albesti (département de Husi) pour « diffamation de la religion d'État » : Le grand crime de ces malheureux est qu'ils appartiennent à la secte des « Adventices ». En même temps qu'il poursuit les différentes croyances, le gouvernement roumain envoie des délégations à l'étranger pour vanter à l'opinion sa tolérance. » C. Mille, *Lupta*.

En février 1926, les journaux annonçaient que l'ouvrière en cartonnages, Lenuta Filipouici, a été condamnée à un mois de prison pour avoir publié dans la *Revue Socialiste* un article qui a été considéré comme « incitant au mépris envers l'église et l'école confessionnelle ».

garre, — qu'à s'employer à faire aboutir intégralement dans les Balkans l'œuvre contre-révolutionnaire qu'ils n'ont pu mener contre les Russes. Vandervelde remarque, à la suite du voyage qu'il fit dans les Balkans, que les Wrangéliens fourmillent par milliers en Bulgarie. On parle de quarante mille wrangéliens dans ce pays, et ce chiffre n'est pas invraisemblable.

C'est à la demande de la France que la Bulgarie a hébergé les troupes armées de Wrangel. Celles-ci eurent leur représentant officiel, nommé Petriaev, logé à l'ambassade russe de Sofia. Stamboliisky tint les Wrangéliens à l'écart, et la vie leur était alors difficile, mais leur décisive participation au coup d'État de juin 1923, fit leur fortune.

Au congrès de la Ligue nationale russe, en septembre 1925, le général Miller, représentant le général Wrangel et le grand-duc Nicolas, a donné connaissance d'un édifiant rapport : 8.000 soldats de Wrangel et 4.000 cosaques du Don sont parfaitement organisés en Bulgarie. Tous les réfugiés russes du pays sont sous la coupe directe des monarchistes et wrangéliens qui les rançonnent au profit du grand-duc, sous menace d'expulsion, et se débarrassent des réfugiés non monarchistes. Le président du Comité Russe joue en fait le rôle d'ambassadeur de Russie et a la haute main sur toute la colonie russe. Les Wrangéliens, ces spécialistes de la guerre civile, qui « détestent le paysan bulgare et aiment le gouvernement bul-

gare », ont fondé des associations mixtes avec les officiers supérieurs ou subalternes bulgares. Ils ont des institutions spéciales. Ils rêvent d'avoir leur grande école militaire, et ils y arriveront sans doute. Ils ont déjà une école à Sarajevo. De la sorte, ils se renouvellent et se multiplient.

Dans les mines de Pernik, sur 6.000 ouvriers, on compte 2.000 anciens soldats de Wrangel dont l'embauchage a été imposé par le gouvernement.

Lorsqu'on lit les comptes rendus circonstanciés des répressions, on voit le rôle important qu'a joué dans le massacre des peuples balkaniques, cette organisation parasite réactionnaire, confortablement installée dans la pauvre Bulgarie et non moins solidement incrustée en Yougoslavie, exécutrice des desseins d'oppression et d'impérialisme, des deux gouvernements, même lorsque ces desseins se heurtent. Ce sont les troupes wrangéliennes qui ont envahi l'Albanie en 1924, ont renversé le gouvernement de Fan Noli qui s'appuyait sur les masses paysannes, et ont installé au pouvoir M. Ahmed Zogou qui a rétabli la puissance des beys féodaux et rattaché la politique extérieure albanaise à celle de la dynastie serbe et de l'Italie. Peu importe à ces spadassins la besogne qu'on leur fait faire, pourvu qu'elle soit payée et anti-populaire. L'un d'eux, qui voit plus loin encore que la grasse prébende quotidienne, a exposé à M^{me} Anna Karima le rêve wrangélien : Restaurer la Russie,

puis rattacher à cette Russie restaurée les « provinces balkaniques ».

De la mise en action de ces forces diverses résulte un écrasement systématique et implacable de toutes tentatives de démocratie réelle, même sous les formes les plus atténuées.

LE PEUPLE NE PEUT PAS SE DÉFENDRE

Que peut faire le peuple sur ce champ de bataille civil où tout le mécanisme du pouvoir est employé à le faire taire et à le subjuguier ? Rien. Il n'a pas le droit de bouger pour la défense de ses intérêts, pour la légitime et sainte solidarité de travailleur à travailleur et d'homme à homme. On peut dire que le droit syndical n'existe pas dans les Balkans. S'il existe dans la lettre du code, il est en fait impossible de le réaliser autrement que d'apparence. Les congrès sont couramment arrêtés et dissous. Tout ce qui est permis, ce sont de lamentables parodies d'organisation ouvrière qui masquent un asservissement aveugle au régime, tristes domestications qui sont des tromperies et pour le peuple intéressé et pour l'opinion publique mondiale. A Bucarest, toutes les fois que les ouvriers syndiqués s'assemblent, un inspecteur de police est à la porte du local, et vérifie et contrôle les cartes. Toute manifestation publique est interdite. Les quelques manifestations prolétariennes qui ont

eu lieu en ma faveur sur la voie publique de Bucarest et à Belgrade, ont constitué des anomalies qui n'ont été tolérées à ce moment que pour des raisons spéciales, et qui ne se renouvelleront certainement pas dorénavant dans ces grandes villes (1).

Il faut insister sur l'acharnement avec lequel est poursuivi et anéanti tout essai de coopération ouvrière réelle, même sur le terrain purement syndical. Les syndicats bulgares étaient, entre les mains de la classe ouvrière, de puissantes armes de culture et de progrès. Toutes les organisations ouvrières indépendantes, même celles qui se cantonnaient strictement aux revendications professionnelles, ont été partout chassées de leurs locaux et dispersées. L'un des exemples les plus typiques est celui de la suppression de la grande coopérative ouvrière bulgare Osvobojenié — l'Émancipation, — qui comptait 68.000 membres, 140 succursales et 400 agences. Ses biens et ses fonds furent confisqués. Cette mesure tyrannique n'avait pas seulement pour but de couper les liens de la solidarité populaire organisée, mais aussi de délivrer les mercantis de la concurrence redoutable de la coopération. On a arrêté dernièrement, sans aucun prétexte, 17 membres de l'Union des Syndicats à Bucarest. L'Union des Syndicats indépendants bulgares — 35.000 membres — a été

(1) J'en dirai de même pour les manifestations populaires qui ont accompagné le congrès des syndicats affiliés à la 11^e Internationale, en avril 1926, à Sofia.

dissoute (1). De même qu'en Hongrie — pays quasi balkanique — on a exclu du droit syndical à la suite de grève, des sections entières comme celles des cordonniers et des tourneurs (non communistes), on n'accepte, en Roumanie et en Bulgarie, que des syndicats toujours prêts à faire acte de vassalité. Par ailleurs, on ne supporte que des partis démocratiques et socialistes ayant donné des garanties de servilité.

A Belgrade, le beau local des Syndicats Unitaires qui prospéraient, a été confisqué par la police et vendu à un commerçant — alors qu'il y a 250.000 chômeurs en Yougoslavie (la loi les considère comme des coupables), que l'ouvrier y paye un impôt égal à 6 0/0 des salaires, l'employé 50 0/0 (gages considérés comme des revenus), que la bureaucratie (200.000 fonctionnaires) y absorbe 50 0/0 du budget, et qu'on y a suspendu l'assurance contre la vieillesse.

En Bulgarie, dans 90 0/0 des entreprises, la journée de huit heures est supprimée. La vie est 40 fois plus coûteuse qu'avant la guerre et les salaires n'ont augmenté que de 15 fois leur montant ; les appointements des fonctionnaires n'ont

(1) On lit dans le memorandum des syndicats bulgares signé le 13 novembre 1924 par les chefs de onze Fédérations à l'occasion de cette dissolution : « Nous répétons une fois encore que les déclarations officielles d'après lesquelles les syndicats marchent sur les traces du Parti Communiste, sont absolument erronées. Les archives et les statuts des syndicats sont entre les mains des autorités. Qu'elles citent seulement un fait ou produisent un seul document dont il ressortirait que les syndicats ont entrepris des actions illégales. »

augmenté que selon le coefficient 10, les pensions, selon le coefficient 5.

ET LE SILENCE

Sur cette Roumanie d'aujourd'hui, sur cette Yougoslavie, et sur cette Bulgarie qui est le cercle le plus pathétique de l'enfer balkanique, l'étouffement méthodique de toute pulsation de liberté, se transforme aux yeux en un calme qui serre le cœur parce que c'est le calme d'un cimetière. On sait bien que les têtes qui se sont dressées ont été abattues et que si d'autres çà et là se redressent, elles le seront à leur tour ; que toutes les forces vives et conscientes des travailleurs de la ville et des champs ont été ou seront anéanties. Cette mutilation collective peut faire croire à un semblant d'ordre à qui ne fait que passer sur cette terre d'épouvante. Mais la paix n'est qu'un linceul et les survivants comprennent que leur existence dépend du premier geste, du premier mot.

La Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce, meurent de la terreur blanche.

IV

LES PEUPLES EN CROIX

Il faut maintenant entrer dans le détail des supplices et des meurtres, nous placer en dehors des généralités et des considérations abstraites, nous mettre à côté des victimes, les regarder et les montrer et, si nous pouvons, les compter.

IL Y EN A TROP

Mais, les compter, nous ne le pouvons pas. J'ai essayé de dresser des statistiques en réunissant les uns aux autres tous les attentats avérés, de « notoriété publique ». Dans cette nomenclature s'ouvrent de multiples lacunes : il y a eu trop de faits isolés, et trop d'amoncellements. D'aucuns évaluent le nombre des victimes de la répression gouvernementale en Bulgarie depuis l'avène-

ment du ministère Tsankov, à 18.000 tués environ. C'est le chiffre fourni, je crois, par M. Vandervelde, c'est à peu près celui que les témoins les plus sûrs, les plus autorisés que j'ai rencontrés, ont hasardé. Une haute personnalité indépendante qui par miracle vit encore libre à Sofia, assure que du coup d'État (juin 1923) à l'attentat « de la cathédrale » (avril 1925), il y a eu 15.000 meurtres ; depuis l'attentat, 5.000.

La Commission Féminine du Labour Party anglais constate dans son rapport du 10 septembre dernier, qu'environ 20.000 agrariens, dont 25 députés, ont été assassinés ou ont disparu.

Il y a environ un an, *le New Leader* (Anglais) écrivait : « Nous sommes en possession de données qui semblent presque incroyables. En Bulgarie 150 meurtres politiques ont marqué le seul mois de janvier. »

M. Charles Maus, journaliste américain, a écrit : « Le 22 avril, six jours après l'attentat de la cathédrale, il y avait 30.000 emprisonnés, 4.000 arrestations. »

Bien que le roi Boris ait parlé publiquement de milliers de victimes, M. Tsankov, de centaines d'instituteurs tués ; bien que le général Kalfov, ministre bulgare des Affaires Étrangères, ait dit à M. Erskin, représentant de l'Angleterre à Sofia, que 5.000 personnes avaient été massacrées pendant le seul mois de septembre 1923 — le total officiel est, naturellement, plutôt modeste. Les



« communiqués » que le gouvernement bulgare fait insérer dans les journaux, sans commentaire et sans détail, incitent le lecteur crédule à penser que les terrifiants bilans qu'on se transmet sont exagérés. Le Secrétaire Général du ministère bulgare des Affaires Étrangères, M. Kissimov, que j'ai déjà nommé, m'assurait que les meurtres de révolutionnaires n'avaient pas dépassé, depuis le changement de gouvernement, le chiffre de 3.500. Cette estimation du grand fonctionnaire bulgare est elle-même excessive si l'on en croit un des hommes qui représentent à Sofia la République Française. Celui-ci, qui m'a reçu à la Légation de France en l'absence du ministre, parti pour travailler à Genève à la fraternité universelle, est le seul que j'aie entendu prétendre qu'il n'y a pas eu depuis la chute de Stamboliisky plus de 2.500 à 3.000 victimes.

Le général Volkov, Ministre de la Guerre, l'élément le plus agissant du ministère, a déclaré au Sobranié que depuis l'attentat du 16 avril, les révolutionnaires tués étaient au nombre d'environ 25 ! Cette déclaration est en vérité un insolent défi. M. Malinov, député, ancien premier ministre, qui m'a rapporté ce propos ministériel (qu'il ne prenait pas à son compte), m'avait dit l'instant d'avant qu'il avait été saisi, à la suite de l'affaire du 16 avril, de pétitions émanant des proches de 121 exécutés politiques, et que ceux-là ne représentaient évidemment qu'une partie des victimes.

Dans l'organe du gouvernement bulgare *Demokratitcheski Sgovor*, du 16 novembre, est publiée la statistique suivante pour le mois d'octobre dernier : « 46 meurtres (9 de femmes), 24 suicides (9 de femmes), 15 blessés gravement, 2 cadavres trouvés, 35 blessés mortellement (dont 5 femmes), 4 tentatives de suicide (dont deux émanant de femmes), au total 135 victimes au mois d'octobre ; dans cette statistique officielle, « cadavres trouvés » veut dire aussi : personnes tuées par les ordres du gouvernement.

Voici quelques passages d'un ordre secret du ministre de la Guerre, qui enlèvera leurs illusions aux personnes qui seraient tentées d'accorder quelque crédit aux déclarations publiques du gouvernement où besogne M. Volkov :

« *Ordre secret du ministre de la guerre.*

« *Toutes les garnisons et toutes les unités militaires se mettront en rapport avec les comités locaux du parti gouvernemental afin de combiner les moyens de lutte contre les syndicats des paysans et contre les communistes. C'est contre eux surtout qu'il faut employer toute la rigueur. Avant tout il faut exterminer les intellectuels, les plus capables et les plus braves des partisans de ces idées. Au plus vite il faut dresser des nomenclatures de ces gens pour qu'on puisse, au moment donné, tuer tous leurs chefs, COUPABLES OU INNOCENTS. Partout où des troubles éclateraient on fera sans pitié le massacre de tous*

les prisonniers, conspirateurs, de leurs complices et de tous ceux qui les cacheraient. Il faudra traiter de même leurs familles et incendier leurs maisons.

Si les insurgés, OU LES ILLÉGAUX, se cachent dans un bâtiment, on l'incendiera — pour épargner aux autorités des pertes — au lieu de le prendre d'assaut. Les unités de l'armée se pourvoiront de pompes pour arroser ces maisons de pétrole. »

« Tout prisonnier sera jugé et exécuté dans les 24 heures. Les insurgés seront exécutés sous les yeux de leurs partisans. La désobéissance aux officiers sera châtiée d'exécution immédiate. De même seront frappés de la peine de mort tous ceux qui trahiront quoi que ce soit des présentes instructions. »

Spécifions que cet ordre a été lancé avant l'attentat de la cathédrale.

Dans une proclamation militaire d'août 1924, il était dit que les troupes bulgares feraient feu sur les populations sans préavis, ce qui est de la part d'un corps constitué une infamie dont il existe peu d'exemples.

TERRES D'ÉPOUVANTE

Sous le signe frauduleux de l'ordre et de la

lutte contre le terrorisme rouge, sous le prétexte de complots, de pactes ou de rébellions (dénaturés à dessein, ou bien provoqués) ; par les expéditions dans les campagnes et les guet-apens dans les villes, par les exécutions « légales » ou non, s'est étendue la destruction d'hommes.

Des anciens ministres, des députés, des militants, des officiers, des prêtres, des avocats, des médecins, des fonctionnaires sont tombés un par un ou par files. On a recueilli dans des livres leurs noms, leur âge et les affreuses précisions de leur agonie.

Je mentionne quelques cas : l'assassinat du député Petko Petkov, dont on a comparé le cas à celui de Matteoti. Petkov qui avait osé démasquer publiquement les sophismes des fascistes bulgares et les crimes de leurs agents d'exécution (un jour, il montra à la tribune, la chemise ensanglantée de l'ancien député Stoyev, sauvagement frappé par la police), reçut de nombreuses menaces, et personne ne doutait que son meurtre ne fût une question de jours. Il fut tué, en sortant du Parlement, par le lieutenant Radev. A ses obsèques il y avait trois figures tragiques : sa mère qui s'agenouilla à la place où il avait été assassiné, quand le cortège y passa, la veuve de Guenadiev et la veuve de Stamboliisky, deux autres victimes de marque des bourreaux au pouvoir.

Dachine, maire de Samokov, fut tué en plein midi dans les rues de Samokov, par un agent du

gouvernement. Hadji-Dimov, député communiste, eut le même sort. Strachimirov, député et avocat fut également assassiné dans la rue — parce qu'il avait défendu un communiste, et le 6 mars 1925, un des principaux chefs du Syndicat des Cheminots, Stoianov, le dernier député communiste encore vivant, fut abattu de la même façon.

Après l'attentat « de la cathédrale », on tua un grand nombre de députés agrariens sur le chemin de la prison, notamment Pétrini, Kosowski, en même temps que le journaliste Grentcharov, et que plusieurs autres chefs du mouvement ouvrier et paysan.

Stephan Kyradgiev, secrétaire des Travailleurs des Tabacs, a été tué, ainsi que Jeko Dimitrov, secrétaire de l'Union des Syndicats ouvriers. Ont été tués également Vasil Georgiev, du Comité Central des Transports, Geno Petrov, secrétaire de l'Union des Syndicats de Varna (celui-là fut abattu le 9 juin 1925, en l'honneur de la commémoration du Coup d'État), Temelko Nenov, secrétaire de l'Union des Mineurs. Et aussi, Nicolas Gramovski, du Comité Central de l'Union des Employés de Banque, Ivan Mandev, membre de ce Comité, ainsi que les docteurs Tzarvoulanov et Vasil Ivanov, tous deux membres du Comité Central des Travailleurs Sanitaires.

Vassil Stamboliisky, frère de l'ex-ministre, fut tué dans la prison de Tatar Pazardjik ; avant de le tuer, on lui arracha les yeux.

Le docteur Spas Douparinov eut les bras, le cou et le dos troués à coups de couteau par les officiers, habillés en soldats, qui l'escortaient dans le train allant de Plovdiv à Sofia, puis il fut fusillé et jeté hors du train en marche. Todor Titorenko fut attaché derrière une automobile dans le district de Vidin et déchiqueté par la route. Alexandre Athanassov et Naïden Kirov convoqués à la sous-préfecture de Roussé avec d'autres personnes furent assaillis dans la cour de ce bâtiment par des agents qui les tuèrent tous à coups de revolver : dans la presse officielle on a annoncé qu'ils étaient venus jeter une bombe et qu'ils avaient succombé ensuite en se défendant contre la police. Vassil Mouletarov et Lambi Kandev, ainsi qu'une quarantaine d'autres indésirables, furent massacrés dans le réfectoire du 6^e régiment, à Sofia. Enen Markovski fut empoisonné à l'hôpital de Chumen.

Outre ceux que je viens de citer, j'énumère encore quelques cas qu'on a particulièrement commentés : furent tués dans les rues : N. Guenadiev, Marine Popov, Goran Petkov, Stoïan Kalatzov, Iordan Vichegradski, Kosta Jliev, Kosta Entchev (la tête coupée, la poitrine et le ventre troués), Boris Hadji Sotirov (dont les chiens ont déterré le cadavre morcelé), Assen Hadji Vassilev, Gautcho Pagnov, etc... Furent tués en prison ou dans les commissariats : Nedelcho Gueorgiev, Angel Groskov, Jvan Parvanov, Valko Garvanski, Kamon Petrov, Alexandre Hadji Pe-

trov, Jvan Dimitrov, Vassil Velitchkov, Ianko Haïdoukov, Christo Bojitchki, Angel Vissokov, Dimitri Kondov, etc...

Furent supprimés pendant qu'on les emmenait en prison ou qu'on les transférait de local : Tzoneu Matov, Jvan Kojoutrarov, Kantcho Tchamov, Gueorgui Damianov, Petko Enev, etc.

Tels sont donc quelques noms, puisqu'il faut bien citer des noms, choisis au hasard, fiévreusement, dans l'amas de dossiers qui est ici, devant moi. Il faut aussi jeter quelques coups d'œil sur les exécutions collectives.

Ces exterminations en masse se sont principalement perpétrées : en Bulgarie à la suite de la chute du gouvernement Stamboliisky, puis en septembre 1923, lors de soulèvements dans les campagnes (5.000 victimes), et après l'attentat de l'église (5.000 victimes) ; en Roumanie lors de l'occupation des nouvelles provinces (Rien qu'en Bessarabie, 18.000 paysans tués).

Voici ce que m'a dit à propos de représailles exercées à la suite de troubles paysans, un réfugié bulgare que j'ai vu à Constantinople — il est maintenant hors de l'atteinte des bêtes fauves : « A mon arrivée à Bourgas, nous constituâmes un Comité de résistance contre les illégalités de la répression, mais ce comité, averti qu'il allait être massacré, se dispersa et se réfugia dans les vignobles. L'armée arriva, cerna et fusilla les vignobles. Eftime Valtchev, de Bourgas, et Kroum Athanassov, de Aytos, furent tués. Deux

camarades réussirent à s'enfuir. L'un d'eux, Ivan Rachev, avait été blessé à la jambe et il crut pouvoir rester chez lui à Bourgas pour se faire soigner. Mais son père, *ayant peur du gouvernement*, le livra aux autorités et il fut fusillé dans la rue. L'autre camarade étant allé chercher de la nourriture dans un village voisin, y fut pris. Il essaya alors de s'empoisonner mais il fut sauvé par le médecin. Ce camarade s'appelait Pascal Nenov. La police, ayant appris que Nenov avait un très grand amour pour sa mère, fit arrêter cette dernière et la fit torturer devant les yeux de son fils pendant toute une nuit. C'est ainsi qu'on parvint à lui faire dire tout ce qu'on voulut. Toutefois la police, ayant jugé que les secrets livrés par Nenov n'étaient pas suffisamment intéressants, tua sa mère qui était crucifiée sur le plancher à l'aide de clous plantés dans les pieds et dans les mains. Le corps de la vieille femme était tellement tuméfié, déformé et gonflé à la suite des coups, que ses vêtements s'incrustaient dans sa chair. Nenov, qui assistait à cet assassinat attaché par les pieds et les mains dans un coin du sous-sol du poste de police, en a perdu la raison, et fut le lendemain fusillé dans le local de la Sûreté Générale. »

Le colonel bulgare Kouzmazov, après avoir fait fusiller des groupes de jeunes gens sous les yeux de leurs parents, exigea que ceux-ci lui baisassent les mains. Dans les villages où il avait passé, des chiens ont, pendant des jours, traîné des

membres humains. Ailleurs on attachait avec une corde des hommes aux camions automobiles avant de mettre les machines en marche. Dans la ville de Ferdinand (je prends au hasard quelques épisodes), on assassina tous les blessés, plus deux infirmières de quinze ans et deux médecins qui les soignaient ; puis 22 enfants ou frères de révoltés. On a assassiné même ceux à qui on avait promis la grâce s'ils se soumettaient.

Tout dernièrement on jugeait le cas du lieutenant Morarescu, un Roumain, celui-là. — La carrière de cet officier est une indicible série de meurtres. Il a sévi pendant deux ans d'occupation militaire de la Bessarabie. Les témoignages l'ont fait apparaître sous un jour réellement fantastique. Quand on lui demandait des nouvelles de sa santé, il répondait : « Je vais très bien : je tue. ». Il a fait fusiller « tout un monde » de fugitifs qui avaient franchi la frontière du Dniester et qu'il attirait de nouveau en Roumanie par ses promesses, et s'est enrichi de leurs dépouilles. Il faisait égorger sur son passage le plus d'hommes et de femmes qu'il pouvait. Il s'irritait contre ses soldats quand ils n'avaient pas tué. Lorsqu'une paysanne, marquée pour l'égorgement, portait un enfant dans ses bras, il tenait à tuer lui-même l'enfant. Il faisait danser les paysans avant de les fusiller. Les victimes qu'il a faites à lui seul et qui ont été enterrées près du Dniester, forment ensemble un immense

cimetière — et n'y sont pas enfouis les cadavres qu'il faisait envoyer à un médecin de ses amis pour expériences de laboratoire en prenant soin de le prévenir de l'envoi avant l'exécution. Non seulement ce scélérat qui est aussi un voleur dévalisant les cadavres, et un faussaire, a été acquitté, mais il a été félicité, et le général Epure est venu proclamer à la barre que c'était un héros national. Morarescu, auquel le puissant écrivain roumain Panaït Istrati a asséné publiquement quelques terribles vérités, vient, dit-on, d'être nommé agent de propagande du gouvernement (1).

LA « JUSTICE »

Après de telles opérations, il y a tout de même

(1) M. Slaveiko Vassiliev, un des fondateurs et chefs de la Ligue Militaire qui ensanglante et fauche la Bulgarie, a écrit : « La participation des officiers à la vie sociale et politique du pays est d'une très grande importance. Élevés dans le culte du devoir, l'amour de la patrie, le respect de la morale, les officiers pourront contribuer à assainir notre vie politique. » Ce Slaveiko Vassiliev — aujourd'hui ministre — était commandant du district de Tatar Pazardjik au moment du coup d'État du 9 juin 1923. C'est sous son commandement qu'eut lieu le meurtre de Stamboliisky. En septembre 1923, il était commandant à Philippopoli et c'est lui qui est responsable de la tuerie de cinquante détenus dans les prisons, et du massacre bestial des centaines d'ouvriers, paysans et étudiants, qui furent faits prisonniers, et mitraillés sur la route de Tatar Pazardjik.

des survivants, car on ne peut pas moissonner un peuple comme un champ, et ce sont des procès innombrables et quelques procès énormes qui s'amoncellent.

En Bulgarie, une statistique des procès politiques de masses faite selon les journaux officiels, donne les chiffres suivants pour la période allant de mai jusqu'en août 1925 : nombre des procès, 81 ; nombre des accusés, 3.557. Peine de mort demandée contre 600. Condamnés 611. Condamnés à mort 300 : en Bulgarie, il y a 300 personnes qui attendent d'être pendues. 4.000 attendent d'être jugées. Après l'attentat d'avril, plus de 1.000 militants de la démocratie furent condamnés aux travaux forcés.

A cela il faut ajouter 2.800 accusés impliqués dans 30 nouveaux grands procès (par exemple : procès monstre de Schumla, 500 accusés ; de Lom, 120 accusés ; de Russé, 131 accusés ; de Haskovo, 300 accusés). Le moyen le plus utilisé pour alimenter les actes d'accusation et pour fournir la matière de leur thèse aux procureurs royaux, est la torture exercée pendant l'instruction, et cela aussi bien en Roumanie qu'en Bulgarie. M. Nicolaï Lupu, chef du parti tsaraniste ou agrarien et un des hommes politiques les plus en vue de Roumanie, déclarait en 1923 devant un tribunal : « La Siguranza (Sûreté) est une organisation de bandits qui ne recule devant rien. Elle se recrute parmi l'écume et la lie de notre pays. Lorsque j'étais ministre, elle m'a espionné

et elle a tenté d'exercer sur moi les plus vils chantages. »

La brochure de M. Costa Foru, qui a commencé à réveiller l'incroyable inertie de l'opinion européenne, relate 70 cas où les accusés ont été contraints par la torture à faire des aveux. La Siguranza a fait subir le même traitement aux femmes et aux jeunes filles. Les femmes sont torturées devant leurs maris, et les hommes en présence de leurs femmes. Il n'est pas de procédé sauvage et raffiné que les commissaires de police, les agents de la sûreté, les officiers et souvent les juges d'instruction n'aient employé pour tirer le maximum de douleur physique, sans les tuer, aux malheureux et aux malheureuses qui sont traînés devant eux. Souvent, un médecin assiste à l'opération, et intervient lorsque le supplice risque de devenir définitif. On frappe jusqu'à l'évanouissement; puis on ranime la victime avec de l'eau froide pour la frapper encore utilement. On frappe avec des tubes de fer entourés de caoutchouc jusqu'à ce que le sang sorte par les oreilles. On verse de l'eau bouillante dans les oreilles. On arrache les ongles et les dents. On place des œufs cuits brûlants, qui causent d'incurables plaies, sous les aisselles. A Belgrade, dans le poste de police central, il y a une cheminée où les corps des prisonniers dont on veut obtenir des renseignements, sont présentés aux flammes. On cite le nom d'une femme à laquelle on introduisit une lame de fer chauffée à blanc dans le bas-

ventre. On enfonce des aiguilles sous la langue et des épingles chauffées à blanc sous les ongles. Il y a une machine spéciale qui serre la tête jusqu'à faire craquer les os du crâne. A Chumen existe un traitement hypnotique et électrique que des « spécialistes » font subir à ceux que l'on veut obliger à parler. Plusieurs hommes sont morts entre leurs mains. Nous avons vu à l'hôpital pénitentiaire un homme dont les jambes étaient tordues et atrophiées par des instruments. Ce ne sont pas là des litanies de sadisme et de mort qu'on récite au hasard. *De chacun de ces supplices il y a d'abondants exemples contrôlés, indéniables.* Il n'est pas de prisonnier qui ne vous fasse connaître des cas identiques ou similaires... A Varna, dans la salle des interrogatoires de la police, on mettait en marche les moteurs de trois automobiles pour étouffer les cris. Un témoin nous a parlé de Gueorgui Stefamov, ouvrier métallurgiste arrêté : la poitrine défoncée, il ne pouvait plus ni manger, ni dormir ; et d'un employé de la maison Radivoev, qui, battu et la peau brûlée, ne pouvait plus se tenir debout. Un autre, mis en présence d'un camarade de détention, ne l'a pas reconnu tellement il était défiguré depuis son arrestation. En mai 1925, le journal roumain *Dimineatza* écrit au sujet de l'instruction du procès du Comité Central Communiste : « Des dizaines d'accusés gisent par terre ou sur les bancs, à demi évanouis, avec des compresses froides sur la tête et sur le cœur. Plusieurs se débattent sur le plan-

cher l'écume aux lèvres. On ne permet à personne de leur porter secours. ». M. Chapuisat, du *Journal de Genève*, qui est loin d'être un révolutionnaire, mais qui est si je puis dire, la première moitié d'un révolutionnaire : un honnête homme que révolte la souffrance imméritée, a décrit en termes pathétiques le martyre infligé par leurs geôliers aux communistes roumains. M. Constantin Mille, journaliste et homme politique à tendances extrêmement modérées, mais avant tout homme de cœur, a décrit avec une éloquente indignation le « supplice de la « grenouille » qui consiste à lier la victime, recroquevillée sur elle-même, autour d'une barre, à la faire tourner, et retomber sur le sol ; et aussi l'instrument de torture appelé la « devineresse » : une sorte de gantelet que l'on serre jusqu'à écraser les phalanges... et jusqu'à ce que le prisonnier ait « avoué ».

« Un tel a été battu » : c'est la locution qu'emploient les Balkaniques parlant le français. Elle est devenue banale ; elle finit par ne plus rien dire aux yeux. La sensibilité s'émousse vite par accoutumance, lorsqu'il s'agit de faits auxquels on n'assiste que par oui-dire. Qu'on essaye de se figurer pourtant ce que cela signifie à nu, à vif, dans le morne décor des locaux policiers : des hommes désarmés et liés, d'autres, en nombre et en force qui se ruent sur eux et qui meurtrissent, écrasent et saignent avec une violence croissante, et au moyen de tous les instruments qu'on

a inventés, la chair qui ne résiste pas, et qui ne peut que crier, et qui recommencent sans arrêt sur de nouvelles séries de crucifiés, et, après, sur les mêmes...

Un grand nombre de prisonniers du régime « pacifique et démocratique » de M. Tsankov ou de M. Bratianu ont pu abrégé leurs souffrances en se jetant par la fenêtre. Des passants ont vu leurs corps et ont remarqué qu'ils avaient les ongles des pieds arrachés, la face bleuie ou noircie de coups. On a mis des grilles aux fenêtres hautes pour empêcher que les martyrs pussent mourir d'un seul coup. Dans d'autres cas comme celui de M^{me} Gitcheva, femme d'un architecte, morte dans la prison de Sofia, le mot de suicide n'est sans doute qu'un euphémisme officiel.

Passons — puisqu'on ne peut pas s'arrêter partout — sur les illégalités flagrantes qui entachent les procès politiques dans tous les pays des Balkans. Il est hors de doute que le procès tout entier de l'attentat de la cathédrale, reposait sur une illégalité au point de vue du droit le plus courant : l'application rétroactive d'un décret d'Etat de siège. Il est non moins patent aux yeux de tous les juristes que la juridiction militaire était incompétente pour juger l'affaire de Tatar-Bunar ainsi que je m'efforce de le démontrer dans l'étude que j'ai spécialement consacrée à cette affaire et qu'on lira ci-après. Dans le procès de Tatar-Bunar, la torture a été appliquée non seulement aux accusés, mais aux témoins.

ASSASSINATS EN SÉRIE

Dans des centaines et des milliers de cas, on ne s'est pas donné la peine de mettre en mouvement l'appareil judiciaire. En pleine chambre des députés bulgare, on a pu énoncer ce lieu commun : « Les cas d'actes d'arbitraires et d'assassinats sont devenus plus fréquents sous le ministère actuel que sous celui de Stamboliisky ». Les auteurs des assassinats isolés bénéficient de l'impunité : lorsque le député Todor Strachimirov a eu la tête fracassée en pleine rue, la police a empêché la foule d'arrêter son assassin. De même on saisit et on relâcha immédiatement l'assassin de Petko Petkov, en prétendant que cet homme était un agent de police qui poursuivait l'assassin.

Aucune poursuite contre les assassins connus de Pantché Michaélov et de deux ou trois mille autres. Les communiqués officiels publiés de temps en temps par les journaux, lorsque les faits sont de notoriété publique, disent simplement : tués par des personnes inconnues. Et l'affaire est classée (1).

(1) Le *Radical*, organe du parti radical bulgare, a constaté, en janvier 1926, que « durant deux ans et demi, on n'a pas enregistré qu'un seul agent de la police gouvernementale ait été déclaré coupable et poursuivi pour ses actes ».

Les frontières n'arrêtent pas les assassins officiels : on a tué Panitza à Vienne, Tchaoulev à Milan, — dans les deux cas avec l'aide des légations bulgares de ces villes ; on a tué Daskalov à Prague, etc...

— On arrêta en Yougoslavie un nommé Doun-garski qui reconnut avoir été chargé du meurtre des « leaders » à l'étranger, et avoir tué plusieurs émigrés retournant en Bulgarie en vertu de la loi d'amnistie.

On a publié une lettre que le nommé Stantschev, assassin à gages au service de M. Tsankov, a adressée à un M. Stoilov, fonctionnaire actuellement en exercice. Cette lettre parle de divers projets d'assassinats, de l'abondance des fonds et de l'étendue des pouvoirs dont dispose le signataire. Elle soulève un coin du voile non seulement sur l'ignoble psychologie de celui-ci, mais sur les agissements à l'étranger de ces individus qui disent « nous » comme les hommes d'État. Elle a été publiée dans la brochure « Qu'est-ce qui se passe en Bulgarie », par Ch. Maus, ainsi qu'une autre lettre, non moins caractéristique, du nommé Radev, ministre de Bulgarie à Rome. Tous ces malandrins ensanglantés sont à l'heure qu'il est lâchés librement sur les grands chemins du monde.

... Les meurtriers professionnels en uniforme, payés par les contribuables ont massacré 2.000 ouvriers et paysans dans les barques, à Lom Palanka, en Bulgarie. A Tatar-Bunar seulement

et en un seul jour, ils ont brûlé 69 maisons, tué 89 paysans dans la cour de l'église, et en ont fusillé 200 dans les rues. Sur un autre point de la Bessarabie des centaines de paysans, attachés par quatre, furent noyés en septembre 1924, sur l'ordre de Yousarescu, chef de la sûreté — et les mêmes faits se sont renouvelés pendant des mois. Le fonctionnaire ne vaut pas mieux bien souvent que le soudard ou l'argousin. M. Kostourkov a constaté, en pleine Chambre bulgare, que le préfet de Belogradchik est un condamné de droit commun. Dans le royaume de Ferdinand de Hohenzollern, le journal *Vilag*, de Targou Mourech, a été interdit parce qu'il avait révélé les détournements commis par le préfet Victor Mayor au détriment de 280 paysans. Ailleurs, le président d'une coopérative s'est débarrassé des réclamations que motivait sa gestion frauduleuse, en dénonçant faussement ses dénonciateurs comme communistes, et en les faisant assassiner de cette façon.

Un des hommes qui furent le plus pourchassés et qui a réussi à gagner la Russie, Kolarov, raconte une scène d'exécution telle qu'elle lui fut rapportée par un policier, ex-socialiste :

« Sept hommes sont liés l'un à l'autre, muraille vivante.

« Ils vont être sabrés. L'ordre est précis : ne pas les pendre. Exécution à l'arme blanche. Qui sont-ils ?

« Celui-ci fut arrêté en revenant des obsèques.

de son fils. Celui-là, quand il entrait dans son petit vignoble, ce troisième, comme il transportait de l'avoine...

« L'ex-social démocrate le sait, le note — et fait son devoir : Au nom du gouvernement...

« Les coups retentissent sourdement, fouaillent, déchiquètent, écrasent les dos et les nuques. On entend craquer les os. Ils tombent. Dans l'obscurité on les devine remuant encore dans leur fosse.

« Les pelles mordent le sol, les mottes de terre volent. Et l'on entend de la fosse, dans ce bruit de la terre remuée, tombante, une supplication étouffée : « Je vis encore !... »

LE SUPPLICE DES PRISONNIERS

On ne saurait entreprendre avec quelque prétention d'être complet, le récit du martyre subi par les prisonniers de Bulgarie, de Roumanie, de Yougoslavie.

En Roumanie, il y a une geôle spéciale pour les prisonniers politiques. C'est la prison centrale de Doftana. Elle comprend exclusivement des cachots. Les lits sont vissés aux murs. Pendant le jour on les relève, et les prisonniers doivent rester debout pendant toutes les heures de la journée. La nourriture est ignoble et tous les « cellulaires » souffrent de la faim. La prison possède une section spéciale, la section N., ap-

pelée section de torture. Là, sont tourmentés des centaines et des milliers d'ouvriers et de paysans. Les encellulés de cette section sont enchaînés par les pieds et les mains et soumis trois fois par semaine au « jeûne noir » (pain sec et eau).

Enfermés dans de véritables sacs de pierre appelés « guerlos », construits d'un seul bloc, en béton armé, les prisonniers attendent la mort qui les libérera de la vermine, et des souffrances. Ils ne peuvent pas remuer et doivent dormir debout. C'est le cercueil vertical.

Pour la plus petite infraction ou faute, par exemple : omission de saluer, on les enferme dans des casemates où ils sont obligés de rester assis sur le ciment et *dans l'eau*, pieds et mains enchaînés. Ceux qui réclament un traitement humain sont notés ; on les condamne à une, deux, cinq années de prison et on les fait voyager de geôles en geôles. Ils ne restent pas plus d'une semaine dans chaque prison et sont toujours enfermés dans des cachots, mains et pieds enchaînés, sans linge, en guenilles ; ils font ainsi une tournée dans toute la Roumanie.

A Doftana, il y a une « section H » où l'on met les prisonniers « indisciplinés ». Là, ce sont des cachots de 3 m. sur 1 m. 50, sans air, sans lit, sans table ni chaise, sans installation sanitaire. Pas d'eau pour se laver, pas de linge pendant des mois. La nourriture est immonde, et pourtant insuffisante ! (30 kilos de soupe pour 200 prisonniers). On leur donne des pommes de terre

non pelées qu'on met dans un seau : on fait bouillir, on ajoute ensuite de l'eau sale jusque en haut du seau (de l'eau qui fait enfler le corps et donne la néphrite). Les détenus boivent à la même gamelle, même les tuberculeux et les syphilitiques. On leur met des menottes telles, que l'on peut constater bientôt l'amaigrissement très sensible de leurs poignets. On leur applique continuellement la bastonnade. Les prisonniers battus sur la plante des pieds ne peuvent plus marcher, quand on les remet en cellule ; défense à leurs camarades de les soutenir.

On ne peut pas résister à ce régime plus de quelques mois. Quand on sort de là, on en sort hébété ou épileptique, mais plutôt, on y meurt. En six mois, de 53 détenus mis à la section H, 12 seulement ne sont pas morts. Pendant le printemps 1923, il y a eu 38 morts à Doftana, dont 36 à la section H.

Quand les prisonniers sont malades, on les laisse mourir comme par exemple, Ivanuz, tuberculeux, à Jilava. Il y a bien un médecin mais il ne touche jamais un prisonnier. Il se contente de demander des pots de vin aux parents pour faire évacuer le malade au sanatorium. "J'ai vu une pauvre femme sans ressources à qui le médecin a demandé de lui donner 10.000 lei pour faire transporter son mari à l'hôpital ; elle n'a pas pu.

D'après les règlements, on ne devrait pas rester à Doftana plus de six mois. Il y en a qui y

sont depuis 5 ans, pour « propagande pacifiste » ou « syndicaliste ».

M. Tchernatz, directeur général des prisons, a institué le travail forcé des prisonniers, pour en tirer profit. Ils travaillent à la bastonnade. Des soldats, la baïonnette à dix centimètres de leurs corps, les empêchent de boire, ou de se soulager, tant que le travail n'est pas fini.

Naturellement, les détenus essayent de se suicider. Mais en dehors de la grève de la faim, cela leur est difficile. On m'a raconté l'histoire de l'un d'eux qui a tenté de mourir en avalant de la teinture d'iode.

Il y a des « rébellions » manigancées par la Direction et les gardes-chiourmes. Un épileptique étant, au cours d'un accès, tombé sur un gardien, on fit courir le bruit qu'il avait voulu le tuer, et ce fut une fête de représailles.

La forteresse militaire de Jilava a été transformée en prison par les Allemands lorsqu'ils occupaient Bucarest. C'est un tombeau pour des vivants. La prison, enfouie à dix mètres sous le sol, est toute en béton. Le régime est particulièrement sévère. Les « disciplinaires » sont enfermés pendant dix jours dans des « sacs en ciment » où ils ne peuvent faire aucun geste.

La prison de Vakarechta est la plus grande de la Roumanie. Elle a été construite pour 2.000 personnes ; toutefois, actuellement, elle ne renferme pas moins de 3.000 écroués. Les disciplinaires sont enfermés dans des cachots spéciaux

de deux mètres et sont obligés d'y rester debout.

Le régime des prison̄s et des prisonniers est identique au régime roumain dans les autres centres balkaniques. Le décrire, ce serait recommencer la description que je viens de faire, en changeant les noms propres (1).

Les droits de la défense ? Ils n'existent pas. En Bulgarie les avocats n'ont pas le droit de converser seul à seul avec les prisonniers qu'ils défendent, un fonctionnaire assiste à l'entretien.

Des prisonniers bulgares évadés qui avaient réussi à gagner la frontière turque nous ont raconté la façon arbitraire dont on procédait à leur interrogatoire : c'était parfois un simple caporal, un agent. Dans bien des cas, d'énormes détentions préventives sans interrogatoires. En Roumanie il y a d'innombrables exemples du cas d'Ivanuz arrêté sans motif spécial, uniquement pour ses opinions ou parce qu'il était partisan du plébiscite en Bessarabie, qui a fait quatre mois et demi de prison préventive et qui a fini par y mourir de tuberculose ; d'autres ont fait des années.

(1) Tout dernièrement, après le changement du ministère bulgare, M. Morfov, ministre de Bulgarie à Paris, a avoué à une délégation du Comité de Défense pour les victimes de la terreur blanche, qu'il savait personnellement que le directeur de la Maison de police frappait fréquemment M. Léger, un des trois Français condamnés d'abord à mort puis à la détention perpétuelle pour avoir hébergé un des auteurs présumés de l'attentat de la cathédrale (les deux autres Français détenus sont M^{me} Léger et M^{me} Nicolova).

L'avocat roumain Boujor, enchaîné dans un cachot sans lucarne, est devenu fou. Le Bulgare Asen Vaptzarov, devenu fou à la suite de la compression de la tête par la machine de torture, est lâché chez lui. Il tue à coups de hache sa femme et son enfant — et se pend.

On a maintenant la preuve que le journaliste Herbst a été brûlé vif dans l'appareil de chauffage central de la Sûreté Générale de Sofia (le bâtiment même qui a été confisqué à la grande coopérative Osvobojudenié), en même temps que deux anciens officiers et un autre journaliste ; il faisait une opposition constante au gouvernement et avait écrit dans son journal *Vik* un article qui avait déplu en haut lieu.

Max Goldstein, condamné à la détention perpétuelle, à Bucarest, fit la grève de la faim, sa vie dans son cachot n'étant qu'une longue torture. Au quarantième jour il accepta, sur les supplications des siens, de reprendre de l'alimentation, mais le directeur de la prison donna l'ordre de ne pas le laisser manger. Il mourut dix jours après. Le même ordre fut donné dans la prison roumaine de Doftana à l'égard de 27 détenus politiques qui avaient commencé, puis suspendu, la grève de la faim. Quand la nouvelle a été publiée, ces 27 détenus ne mangeaient plus depuis trois semaines. Dans plusieurs villes de la vieille Roumanie et de la Transylvanie, on a procédé à l'arrestation en masse d'ouvriers qui protestaient contre le meurtre de Max Goldstein.

Pour rendre impuissante la fureur de leurs bourreaux, les détenus n'ont que ce sacrifice volontaire qu'est la grève de la faim. On a décrit minutieusement les affres grandissantes de ce supplice charnel dirigé par la volonté et qui pendant les premiers jours exige une force d'âme presque surhumaine (1). Dans cette prison roumaine de Jilava où il y a des prisonniers qui furent si furieusement frappés que leur sang sort à travers leurs vêtements, une statistique cons-

(1) J'ai recueilli les impressions de plusieurs personnes qui avaient accompli ce sacrifice de leur chair. Le début est marqué, naturellement, par une vive sensation de faim qui devient aiguë aux heures des repas. Les nuits s'emplissent de cauchemars : le patient voit des plats énormes qu'il ne peut manger. C'est l'hallucination de mangeaille, le défilé des plats qui tournent dans la tête jour et nuit. C'est dès ce début, que la volonté doit donner son maximum de tension. Le quatrième jour, vient une faiblesse affreuse, vide de tout désir. Il faut rester couché. Plus aucun besoin, plus aucune envie, et à partir du sixième ou du septième jour, plus de sommeil. Un gréviste de la faim a ressenti dès le deuxième jour un engourdissement physiologique lui laissant toute sa lucidité. Après quatre jours, il tomba dans une faiblesse totale, un abêtissement : « Je ne savais plus lire, ni écrire. » Restait seul le sentiment de la lutte, une volonté sourde et muette. Vers le huitième jour les évanouissements et le délire commencèrent jusqu'au quatorzième. Cet homme avait bu les huit premiers jours, puis a cessé de boire. Très vite il n'eut même plus envie de boire. Toute faculté émotive était abolie : il est demeuré indifférent lorsqu'on lui a annoncé que son frère, pour la libération duquel il avait entrepris la grève, était libéré.

Après la grève, le retour à l'état normal est difficile et douloureux. Tout en ayant grand désir de manger, le demi-cadavre « mange sans goût ». D'intolérables souffrances d'estomac, une sorte d'indigestion continue. « On est plus malade que pendant la grève », et pendant plus longtemps. Plusieurs années après, malgré les soins médicaux, on souffre encore de la cruelle maladie artificielle qu'on a mise dans sa chair.

tafait au mois de mai 1925, que 70 détenus avaient accompli ensemble 1.840 jours de grève de la faim (1).

Je conserve précieusement un pauvre bout de papier : une lettre que des prisonniers politiques roumains, instruits je ne sais comment de mon passage, sont parvenus à me faire tenir. Le traitement que subissent ces hommes confond l'imagination : et ils ne sont inculpés que de délits d'opinion, et même, il suffit comme je l'ai dit, qu'ils soient soupçonnés de « sympathiser » avec les adversaires du gouvernement.

Voici quelques lignes de ce déchirant appel : « Le passage à tabac » jusqu'au sang, à l'aide de matraques et de nerfs de bœuf, les cheveux arrachés, les têtes cognées contre le mur, foulées aux pieds jusqu'à l'évanouissement, toutes ces choses que vous avez lues sont peu à côté de ce que nous avons souffert à la Police de la Sécurité de... (j'ai supprimé le nom). Ligottés, avec les genoux touchant le menton, les bras croisés autour des chevilles, nous étions bâillonnés, le talon des bourreaux sur la gorge afin de nous empêcher de crier. Cela durait des heures et des jours entiers. On nous arrosait d'eau quand nous nous évanouissions pour nous martyriser de nouveau à notre réveil, jusqu'à complet épuisement.

(1) A la suite de mauvais traitements, 85 détenus politiques roumains emprisonnés à Cluj, font la grève de la faim depuis le 8 mars 1926. Deux des grévistes : Alexandre Balind et Ion Stubor se sont ouvert les veines. (Avril 1926.)

Les époux maltraités devant leurs épouses, les parents devant leurs enfants, étaient montrés comme exemple les uns aux autres. Quelques-uns d'entre nous étaient logés à côté de la chambre des supplices, dans le bruit des coups, des cris et des râles (1) ̄.

(1) Alors que la présente étude était terminée, j'ai reçu directement des nouvelles de la centaine de prisonniers que M. Pachitch avait fait arrêter à Belgrade le 21 janvier 1926, pour faire échouer le Congrès des Syndicats Indépendants qui devait se tenir le 25 janvier, et aussi pour impressionner favorablement les capitalistes américains avec qui on négociait la question des dettes et un nouvel emprunt. J'ai connu à Belgrade quelques-uns des hommes parfaitement droits et probes qui ont été jetés alors dans les geôles serbes. Sima Marcovitch, professeur, ancien député, Novakovitch, journaliste, ancien député, Djordjevitch, professeur, Lazar Stéfanovitch, Kaljevitch, ont été entassés dans des cachots avec des voleurs et des assassins, sans couverture, sans chauffage, sans hygiène, sur la terre nue. Un prisonnier m'a fait connaître le traitement subi par ses co-détenus. Novakovitch a été frappé terriblement. Kaljevitch était « dans un état épouvantable ». « Pendant mon séjour avec lui il est resté toujours à la même place, ne pouvant bouger. Son dos en entier est couvert d'une seule blessure noire. Depuis, il crache le sang. » On a arraché ongles et dents à d'autres, pour les obliger à avouer le « complot » dont le gouvernement a fait d'abord courir le bruit, puis qu'il a désavoué devant les véhémentes protestations venues d'Occident. « Plusieurs de nos camarades ont les bras et jambes cassés. ». « Quant à Miloutinovitch, secrétaire général des Métaux, nous avons peur qu'il ne sorte pas vivant de la prison. Il est malade et on ne permet pas qu'il soit examiné par un médecin. » Un autre militant est mort sous les coups de bâton : l'occupant de la cellule n° 5 de la prison Glavniatcha.

Un jeune écrivain serbe, arrêté parce qu'on avait trouvé chez lui une traduction manuscrite qu'il avait faite de mon livre *les Enchaînements*, a été emprisonné, et sa traduction détruite, avec défense formelle de reprendre ce travail littéraire attentatoire à la sûreté de l'État.

Depuis, M. Kaljevitch a donné dans *Novosti* des renseignements précis sur les procédés que ses bourreaux, les policiers Sokolovitch et Raschitch avaient employés. Le jour de son

LE COUP DU PROCÈS-VERBAL

Il y a bien des façons de se débarrasser définitivement d'adversaires ou d'opposants, même en Roumanie où la peine de mort n'existe pas — constatation qui apparaît vraiment dans les circonstances actuelles comme une sinistre ironie —, et en Bulgarie où le roi Boris s'obstine à ne

arrestation, 21 janvier 1926, à minuit, ils le transportèrent dans une chambre noire, le bâillonnèrent, le dévêtirent et le frappèrent avec des barres de caoutchouc et à coups de pied. Il possède un certificat de médecin. Il ajoute que dans la prison de Glavniatcha, une cellule qui cubait trente mètres, renfermait 40 personnes, une autre, un peu plus grande, 150. « Tous nous fûmes battus. A l'un de nous, on a enfoncé des épingles sous les ongles. »

A Belgrade Milivoï Soyantchévitch fut frappé au point que la police dut le faire punir d'abord de dix jours, puis de quinze jours de prison pour que ses blessures fussent moins apparentes. La fiancée d'un détenu, qu'on avait convoquée comme témoin fut battue féroceement, et on lui arracha les cheveux. Dans la fosse où les prisonniers politiques étaient entassés la chaleur était telle qu'ils étouffaient. Une nuit, deux hommes perdirent connaissance « dont l'un commença à cracher du sang, et le sang lui sortait aussi du nez », etc., etc... (*Youtarni List*, d'Agram, 21 février 1926).

En même temps qu'à Belgrade, arrestations, perquisitions et destructions de documents à Velès, en Yougoslavie du Sud, (Macédoine). M. Kosta Novakovitch, ancien député, qui avait été arrêté et féroceement maltraité, laissé pour mort sur le carreau de la prison, a été acquitté par le tribunal. Le jour même de son acquittement, la police l'a arrêté à nouveau. N'ayant pu réussir le coup classique du « complot » — qui avait de plus à ses yeux l'avantage d'entraver les négociations en cours pour le rétablissement des rapports diplomatiques avec la Russie, — le pouvoir a fait condamner plusieurs des militants arrêtés pour « vagabondage » et « chômage » !

pas signer les condamnations à mort pour causes politiques. Un des moyens employés est de simuler une tentative de fuite de la part de ceux dont il faut se débarrasser. On est autorisé par la loi à tuer les prisonniers qui tentent de fuir.

C'est de cette macabre mise en scène qu'on usa avec Stamboliisky lui-même. Une troupe armée, commandée par le capitaine Harlakov, à laquelle s'ajouta une autre troupe composée de Macédoniens, se saisit de lui et l'emmena. On s'arrêta dans un champ, et là, on l'obligea à creuser sa fosse, on le mutila, on préleva au couteau des morceaux de sa chair. On lui coupa le nez et les poings, on lui creva les yeux, on écorcha vif le colosse paysan, avant de le tuer. Le capitaine Harlakov fit le procès-verbal de circonstance, d'où il ressortait que Stamboliisky avait été tué alors « qu'il cherchait à s'enfuir ».

Voici l'incident type, du côté roumain :

Dans la ville de Plakhtovko, 13 paysans furent arrêtés. On les soupçonnait d'avoir participé à l'insurrection de Tatar-Bunar. On les amena dans la rase campagne, où on fit une « tentative de fuite », c'est-à-dire : on leur ordonna de s'enfuir, on les poursuivit et on les fusilla dans le dos. Non certains de la mort, les gendarmes firent venir l'infirmier Pierpedaru pour constater s'ils étaient encore en vie. Deux respiraient encore. On les termina. Ensuite, les gendarmes fusillèrent l'infirmier afin de se débarrasser d'un témoin.

Leonte Filipesco, *malade et fiévreux*, fut fusillé à bout portant pour tentative de fuite, par l'adjudant Bratu. Un témoin, avec lequel je me suis trouvé en rapports, a vu Bratu tirer, à deux mètres.

« Des centaines d'hommes innocents furent fusillés pendant qu'ils étaient escortés, a dit le pope Dumbrava, député, à la chambre roumaine. « Des groupes compacts de martyrs ont été trouvés liés coude à coude, et avec les mains et les pieds écrasés. On ne peut donc pas invoquer dans l'espèce la « tentative de fuite ».

Dans combien de cas le lugubre procès-verbal de tentative de fuite a sanctionné de lâches assassinats ! Cela est même passé en proverbe : On dit couramment « procesverbaliser » quelqu'un, ou bien « le système bessarabien » — et tout le monde comprend (1).

DISPARUS !

Il y a des morts que l'on a vus amoncelés dans les villages et les campagnes, flottant sur l'eau, pourrissant dans les champs ou pendus à des

(1) On a vu, lors des dernières élections roumaines, des personnes, qui s'apprêtaient à y jouer un rôle, prendre leurs précautions en faisant connaître publiquement qu'en cas d'arrestation, elles n'essaieront pas de fuir. *Aurora*, 18 février 1926.

arbres ou carbonisés avec les charpentes de leurs chaumières, ou échoués isolément ou en file dans les rues des villes. Il y a aussi les *disparus*, c'est-à-dire les morts que l'on a longtemps espéré revoir. « Des centaines de femmes, dit M. Kostourkov, leader du parti radical bulgare, sont venues se plaindre à moi de la disparition de leurs maris. On les avait arrêtés, puis ils avaient disparu ». Nous qui avons la mémoire si courte, nous nous rappelons pourtant l'étrange tragédie qu'a creusée pendant la guerre, dans tant de foyers, la « disparition » d'un être cher. On était sans nouvelles. Peut-être vivait-il, quelque part. Il y avait un mélange d'angoisse et d'espérance. Puis à la longue, la petite lueur était bien obligée de s'éteindre. C'est de ce déchirement, en longueur et en lenteur, que souffrent, là-bas, d'innombrables familles (1). J'en ai vu qui s'obstinent à s'accrocher à l'invraisemblable. J'ai rencontré à Sofia une jeune femme acharnée à croire que son mari, absent depuis des

(1) M^{me} Karima, fondatrice de l'Union des Femmes Bulgares, m'a adressé une lettre me demandant de faire une démarche auprès des représentants de la Ligue des Droits de l'Homme bulgare, pour obtenir les noms des disparus. Beaucoup de pétitions dans le même sens sont actuellement adressées aux autorités, qui n'y répondent pas.

Depuis le changement partiel du ministère bulgare, un groupe de femmes et de mères de disparus s'est présenté à plusieurs reprises à la Présidence du Conseil, mais a été chaque fois éconduit. « Indignées d'un tel traitement, écrivent-elles, nous élevons notre protestation, et déclarons que le gouvernement a le devoir de nous renseigner sur le sort de nos maris et de nos fils... Nous protesterons ! Nous frapperons à la porte ! »

mois, va revenir à la maison. Tout le monde sait que le cadavre mutilé de cet homme se décompose dans quelque charnier, mais personne n'ose le dire à sa femme. D'ailleurs elle ne le croirait pas. L'idée fixe de la survivance de son compagnon a troublé sa raison et forte de cette certitude, elle rit et elle plaisante sur l'absence de son mari.

LES PARENTS SONT RESPONSABLES

Dans les pays balkaniques, les parents de ceux qui sont poursuivis sont considérés comme responsables. Dernièrement on arrêtait 26 personnes coupables d'appartenir à la famille de membres de la Ligue Paysanne bulgare réfugiés à l'étranger. On pousse très loin, aussi loin que possible, cette théorie inique de la complicité de principe des proches. D'ailleurs tant d'avocats ont été condamnés et exécutés parce qu'ils ont défendu des personnes estimées subversives (1),

(1) J'ai parlé de Todor Strachimirov, tué pour avoir pris la défense d'accusés odieux à l'autorité. Voici quelques faits notoires : Des bombes furent lancées chez Palev, à Bourgas, chez Klobarov à Plevna, chez Doumanov et Kantardjev à Plevna. Tanev fut molesté, le logeur d'un de ses collègues fut jeté à l'eau. A Plevna, des avocats sont arrêtés pour avoir assumé la défense de certains inculpés, et., etc... Les sévices de ce genre sont pour ainsi dire quotidiens. Le dernier dont nous avons eu connaissance est la bombe jetée, le 10 février 1926, contre une fenêtre de la maison de M. Makedonsky, avocat des « conspirateurs » jugés à Sevlievo.



tant de médecins parce qu'ils en avaient soignées ! N'oublions pas non plus, que le fait de ne pas dénoncer les siens, est un crime inscrit au code nouveau que les maîtres actuels ont inventé. Un article de cette loi pour la sûreté de l'État, votée par l'unanimité du Sobranié, (sauf la seule voix de M. Kostourkov) édicte : « Seront exemptés de peines ceux qui avertiront les autorités ».

V

LES GOUVERNANTS CONTRE LES PEUPLES

Il est absolument défendu, en Bulgarie notamment, de secourir d'une façon quelconque, les parents ou les enfants des victimes qu'ont faites les soldats, ou les juges, ou les policiers. L'aide qu'on donne aux enfants des victimes est qualifiée de « recel » et assimilée au crime de « recel de conspirateurs ». Nous avons dû recourir à des moyens indirects extrêmement compliqués pour remettre, au cours de notre voyage, quelques subsides que nous avaient confiés dans ce but l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement et l'Internationale des Anciens Combattants. Aucune organisation n'a osé collaborer à ce geste de simple solidarité humaine, de crainte de représailles. Les Américains ont envoyé à Vienne, une somme de 9.000 dollars, résultat d'une collecte, pour parer aux besoins pressants des familles bulgares plongées dans la misère

par la suite du meurtre de leur soutien naturel. Il n'a pas été possible jusqu'ici de faire parvenir cette somme à ses destinataires. Si on la remettait aux autorités officielles, on peut être sûr qu'elle serait détournée de son objet. M. Tsankov a fait au sujet des tentatives de secours, les déclarations les plus formelles et les plus cyniques devant le parlement terrorisé. Les secours envoyés par la délégation féminine anglaise furent confisqués. On expulsa la délégation tchèque venue pour secourir les familles abandonnées. On refusa le visa d'entrée à deux délégations venues dans le même but, de Vienne et de Bâle. Selon le général Burnham, témoin qualifié, les autorités serbes ont agi de même au Monténégro.

CONTRE LES FEMMES ET LES ENFANTS

Retombons aux massacres. Le sexe et l'âge ne font rien à l'affaire. Une brochure vient de paraître en Allemagne, qui est consacrée, spécialement, au sort subi par les femmes et les enfants dans cette grande passion des peuples balkaniques. Voici, prélevée dans le monceau, une information de Bulgarie (affaire de répression) : « On trouva dans le village d'Alexandrovo, arrondissement Swischtow, toute une famille — le père, la mère, le grand-père, la fille, le beau-frère et quatre enfants de quatre à douze ans, —

égorgés et mutilés. ». La liste des cas similaires serait longue. Deux ans, jour par jour, après l'accession au pouvoir de M. Tsankov, l'institutrice Anna Maimunkowa fut entraînée dans le cimetière de Sofia et décapitée après avoir été violée. Elle avait été tellement frappée après son arrestation, pendant vingt jours, que ses amies ne l'avaient pas reconnue en prison. D'autres femmes furent déchiquetées à coups de sabre (Anka Dimitrowa, 60 ans, qui avait refusé de trahir la cachette de son fils) ; d'autres pendues ; d'autres tuées longuement par d'indicibles raffinements de tortures. M^{lle} Tzola Dragojtschewa, étudiante, a été condamnée à mort depuis longtemps. Mais ayant été violentée par les agents de police, elle est enceinte, et on attend sa délivrance pour la tuer.

En Roumanie, Rosa Elbert, étudiante de 17 ans, Tuba Merskaïa, 18 ans, forcées de se déshabiller, et battues devant les escouades d'agents et des compagnies de soldats. Margaret Rothe, institutrice, arrêtée avec sa mère et deux enfants. La mère a été battue en présence de sa fille ; relâchée, la vieille femme s'est pendue ; sa fille, prisonnière, a pu aller à l'enterrement ; au retour, elle s'est évanouie et a été violée par les agents de police.

Aux environs de Sofia, on trouva un jour, le corps mutilé d'une étudiante de 17 ans, du district T. Pazardjik, et sur elle était attaché un écriteau portant l'inscription : « Traître à la

patrie. Passant, crache, et passe ! ». La femme du capitaine Krotnev a été tuée dans son lit avec son enfant à la mamelle, et on trouva, le lendemain matin, son corps dans la rue. Motif : son mari sympathisait avec l'organisation des Paysans.

Tout près de la station du chemin de fer de Belovo, où 26 personnes furent massacrées en septembre 1923, on trouva, déchiquetés, un homme et une femme, et un enfant de six ans. « Le tableau qui s'offrait là aux passants était si atroce que plusieurs personnes s'évanouirent ».

On arrêta le fils de Borimchtkov, de Sofia, âgé de 14 ans, et on le tortura pour obtenir des révélations sur son père, tué dans les troubles de septembre. Comme il ne disait rien, on le tua.

L'ouvrière Dimitrova, femme d'un émigré, fut arrêtée après le 16 avril. Ses deux enfants de 12 et 8 ans que personne n'osa secourir, moururent de faim et elle devint folle.

Il faut interrompre toutes ces énumérations, tronquer toutes ces listes, escamoter en quelque sorte l'étendue de cette organisation de l'assassinat, pour ne pas remplir simplement, avec des noms et un aperçu des faits, toutes les pages d'un livre. Il faut dire pourtant encore avec quelle violence méthodique et inexorable, les monomanes réactionnaires qui font là-bas la vie et la mort, s'acharnent contre la jeunesse.

CONTRE LA JEUNESSE

Les Jeunesses Communistes Bulgares qui constituaient naguère une association vaste et prospère, ont été jetées hors la loi et on a tenté de faire disparaître, un à un, ceux qui en avaient fait partie. Déjà, de grands vides se sont étendus. Les ex-adhérents des Jeunesses ont été pourchassés, emprisonnés, assassinés, et souvent, leurs parents massacrés. Il est des organisations de Jeunesses dont tous les membres ont été tués. Ce fut notamment le cas, en Bulgarie, à Dona Bania, à Varchets, à Lopochna, à Orkhanié.

Un grand nombre de lycéens et d'écoliers ont été exclus des lycées et écoles. Des centaines d'étudiants de Sofia ont été incarcérés. A Berkovitza et à Sofia le procureur demanda la peine de mort pour des écoliers et des écolières de seize ans.

Toutes les organisations qui ne se mettent pas complètement dans la main du gouvernement, même les groupes sportifs, sont dissous. Il y a quelques jours, la police a saisi et conduit en prison des jeunes gens qui jouaient au football. Ils passeront en Conseil de Guerre pour constitution d'association subversive, dans cette Bulgarie où pullulent des boy-scouts et des sociétés patriotiques.

M. Pentchev, qui est inspecteur des écoles, écrit, dans une brochure éditée par la Ligue des Droits de l'Homme allemande, que son fils, élève de troisième classe à l'école primaire lui a dit qu'à l'école, « on aime à jouer au communiste ». L'un devient Friedmann, communiste pendu, l'autre Pierre Abadjiev, communiste condamné à mort, le troisième, Pétrini, chef paysan et député, assassiné et brûlé, puis condamné à mort « comme mort », le quatrième, Drinkov, communiste assassiné. Les autres écoliers sont : la police qui doit persécuter, arrêter et exécuter les premiers. Une fois, lors de la mise en scène d'une exécution publique dans un jeu d'enfants, l'enfant figurant Friedmann fut effectivement pendu et mourut.

CONTRE LES INSTITUTEURS ET LES INTELLECTUELS

C'est un chapitre spécial dans le récit de l'entreprise réactionnaire des gouvernements balkaniques qui s'entendent fort bien entre eux (la Roumanie livre à la Bulgarie les réfugiés bulgares), bien que M. Tatarescu se soit, en ma présence, exprimé avec indignation au sujet « du flot de sang qui coule en Bulgarie ». (Indignation à rapprocher de celle de M. Pachitch, président du Conseil yougoslave qui déclarait dernièrement : « Dans mon pays, il n'y a pas de

coup d'Etat ni d'exécutions, comme en Bulgarie, en Grèce, en Albanie et en Roumanie ! ».)

Sans parler des instituteurs et des professeurs qui sont déclarés « brigands » et traqués, les maîtres révoqués abondent singulièrement à Sofia, à Bucarest, comme à Belgrade et à Budapest. Récemment (1925) une « réforme scolaire » de M. Tsankov, ministre de l'Instruction Publique, mit sur le pavé 820 instituteurs primaires et 2.958 instituteurs ou professeurs d'écoles normales et supérieures. On a fermé en Bulgarie quatre gymnases, sept établissements d'instruction pédagogique et deux écoles normales sur quatre.

Il existait une association d'instituteurs bulgares composée de 3.500 membres. Elle n'existe plus. On a fait, au couteau et au sabre, des coupes sombres dans ses rangs, et ses dirigeants, en commençant par son secrétaire Lambi Kandev, ont été assassinés les uns après les autres. L'instituteur Georges Malinov fut coupé en morceaux à Slamovits. Quant à Valtcho Ivanov, fondateur du syndicat des instituteurs, on lui arracha les ongles, on lui défonça la poitrine et son corps fut jeté du haut d'une automobile lancée à toute vitesse dans les rues de Sofia.

Heureux ceux qui ont pu échapper par le suicide au sadisme des geôliers, comme ce noble Anastas Gentghev qui, à bout de résistance, arriva à se suicider dans la prison de Stara Zagora, en se frappant avec une fourchette !

CONTRE LA PAROLE

La liberté de la presse n'existe pas plus que la liberté de réunions sous « le gouvernement des professeurs et des généraux ». Dans le pays d'à côté, M. Tatarescu a dit, s'adressant au Parlement roumain, que tout policier a le droit de confisquer un journal, qui écrit contre l'ordre constitué. L'envoi des journaux bulgares à l'étranger est défendu, dans la crainte d'une publication qui aurait échappé à la censure. « Les nouvelles officielles bulgares sont dénuées de toute véracité », a constaté une voix étrangère autorisée. J'ai sous les yeux la liste de 36 journalistes importants de Bulgarie, rédacteurs en chef ou principaux collaborateurs de quotidiens ou de périodiques, qui furent tués sans aucune procédure. Le poète Géo Milev poursuivi pour un poème, et acquitté, fut tué après avoir été mutilé terriblement, parce qu'il avait osé servir d'interprète à la délégation du Labour Party anglais. L'idée bien arrêtée des agents de M. Tsankov est de frapper à la tête. Les intellectuels ont été décimés en vertu de ce principe de règne : des centaines d'instituteurs, plus de quarante députés et anciens ministres, des officiers, des ingénieurs, des médecins et des prêtres.

Lorsqu'un journal paysan a publié une déclaration démentant catégoriquement la collusion des agrariens et des communistes, tous les exemplaires du numéro contenant cette déclaration — qui dérangeait les plans de répression — ont été confisqués par la police. Il a paru, sous le titre : *La Plume Brisée*, un recueil de protestations contre la suppression de la liberté de la presse. L'éminent écrivain Anton Strachimirov, une grande figure morale de Sofia, et qui a donné ses biens aux pauvres et aux orphelins de ceux qui ont été massacrés sous le régime Volkov, y a éloquemment défendu un droit sacré. Petko Petkov, député et journaliste renommé, a écrit pour *la Plume Brisée* — une demi-heure avant son assassinat — un appel en faveur de la liberté de la presse « base de toutes les autres libertés ».

Un journaliste hongrois Desider Andorca ayant commenté la mort de deux socialistes rédacteurs à *Népszava*, qui furent enlevés de leur domicile et noyés dans le Danube, fut envoyé dans le camp de concentration de Zalaegerseg où il demeura vingt-huit mois. Il est actuellement poursuivi pour avoir tenté de publier à l'étranger un livre relatant les atrocités et les crimes auxquels il avait assisté.

Par contre, les campagnes de corruption menées auprès des journaux étrangers grâce à l'argent des fonds secrets, ne sont pas niables. Nous en avons eu plusieurs preuves entre les mains.

Il est, installés chez nous, tels bureaux de presse, subventionnés et subventionneurs, qui ne méritent ni confiance, ni considération.

S'il y a, là-bas comme partout, des écrivains indépendants isolés — il en survit encore, même à Sofia — il y a aussi, là comme partout, des associations littéraires qui ne prospèrent, et qui n'existent, que par leur complaisance vis-à-vis du pouvoir établi, complaisance qu'on dénomme subtilement : neutralité politique. On ne peut s'empêcher de noter qu'un des membres influents du Comité de l'Association des Ecrivains Roumains, — que je ne prétends pas juger sur ce seul fait — est M. Romulus Voinescu, Chef de la Sûreté.

ET CELA RECOMMENCE...

Je me suis efforcé de donner un aperçu hâtif, en ne soulignant que quelques faits typiques et quelques caractères d'ensemble, de la persécution organisée contre les populations, dans quelques grands centres balkaniques. Il importe de spécifier que cela n'appartient pas au passé et qu'il s'agit d'un système politique qui continue partout à se développer. Après les grandes affaires que les Tribunaux et les polices ont résolues à leur manière, il y a d'autres affaires en

cours et en formation. Lorsque j'étais en Bulgarie, je voyais dans les journaux de langue française qui se publient à Sofia, des informations d'un terrible laconisme sur les débats judiciaires relatifs à une certaine « tcheka sofiote ». Par-dessus le procès de Tatar-Bunar qui est clos, un autre procès monstre s'édifie à la suite d'un « complot » découvert à Galatz en Bessarabie. A l'époque où je me trouvais en Roumanie, il y avait déjà une cinquantaine d'arrestations opérées pour l'affaire de Galatz (1). Il n'y a donc aucun arrêt, aucun répit qu'on puisse constater dans l'offensive menée contre ce qui reste d'esprit démocratique dans les pays balkaniques. Bien des présomptions m'incitent à penser qu'il était bien informé, l'homme qui me disait là-bas : « Il y a encore en Bulgarie 20.000 personnes animées d'idées libérales, représentant encore des vestiges d'égalité et de justice sociales, et qu'il faut encore faire disparaître. »

On envisage la construction de prisons nouvelles en Bulgarie. Certains gouvernements songent à édifier des bibliothèques et des écoles. Celui-là rêve de grandes prisons neuves.

Je renonce à rapporter les dernières nouvelles que je reçois et où il est question de condamnations à mort par pendaison, de réclusion et de travaux forcés, sans préjudice de nouveaux as-

(1) A Kichinev a lieu actuellement un procès intenté à 65 jeunes gens de 15 à 19 ans accusés d'appartenir aux Jeunes Communistes. (Avril 1926.)

sassinats dans les provinces. Le martyrologe fourmille chaque jour de nouveaux noms. On voudrait tout dire, mais cela n'est pas matériellement possible (1).

LES RESPONSABLES

Concluons ce bilan. « A qui remonte, en définitive, la responsabilité ? » C'est une des questions que j'ai posées avec le plus d'insistance à tous ceux qui avaient qualité pour y répondre, en Roumanie et en Bulgarie. En dehors de certaines vedettes officielles, la réponse a été unanime et formelle : « Au seul gouvernement. Le gouvernement est responsable et on ne peut pas prétendre qu'il soit débordé par les auxiliaires qu'il a pris. »

M^{me} Katherine Petkov, dont le mari fut assassiné à Sofia, a déclaré au tribunal, lorsque son

(1) Je copie pourtant un télégramme publié dans les journaux bulgares *Narod* et *Radical*, du 10 février 1926 et adressé au premier ministre Liaptchev par cinquante-quatre paysans de Litakovo (arrondissement d'Orkhanié) : « En pleine nuit, entre le 3 et le 4 de ce mois, notre parent et co-villageois Ilia Monev fut percé par une balle dans son lit, entre ses enfants et sa femme. Depuis le 9 juin (1923) jusqu'à ce moment, nous sommes en alarme et en effroi. Trouvez l'assassin, et sauvegardez nos vies Pourquoi avons-nous combattu pour la patrie, puisque nous ne sommes pas sûrs du lendemain ? Huit cents familles sont ici désespérées. Dites-nous comment faire, **et où aller, pour ne pas mourir.** »

fils a été assassiné à son tour, et devant l'agent qui l'avait tué : « Aujourd'hui en Bulgarie les enfants eux-mêmes savent que mon fils a été tué par le gouvernement Tsankov et non par le malheureux qui est devant vous et qui ne fut qu'un instrument. »

Non, il n'est pas vrai de dire que les pouvoirs publics ne soient plus maîtres de leurs auxiliaires de toute espèce, et qu'ils soient obligés de suivre, bon gré mal gré, des complices dont ils auraient déchaîné les appétits. Le gouvernement de la Roumanie, celui de la Bulgarie, comme celui de la Yougoslavie et de la Hongrie, sont bien effectivement les auteurs responsables de l'interminable tragédie sur laquelle nous ouvrons, au hasard et comme à tâtons, quelques perspectives.

M. Tsankov a répondu par des menaces et par une violente et catégorique justification des assassinats, à des questions parlementaires ou bien à des pétitions, comme celle qui a été signée par vingt députés paysans pour protester contre l'assassinat de quinze députés. L'homme qui a donné le branle à une série de catastrophes sociales peut-être sans exemple, a le front de se poser en homme d'ordre et de paix... Il se peut, que par suite des oscillations de la politique, le personnage dont les représentants des autres nations serrent aujourd'hui dans les cérémonies, les pattes sanglantes, disparaisse momentanément de la scène. Mais tout le système qu'il

symbolise et qu'il anime, la méthode établie du meurtre collectif, changera-t-elle par suite d'un changement du personnel dirigeant ? On disait à Sofia, lorsque je m'y trouvais, que M. Liaptchev et le général Volkov formeront incessamment en Bulgarie un nouveau gouvernement de concentration bourgeoise. Il est également possible qu'une crise ministérielle ait lieu ce printemps en Roumanie surtout si les agrariens et les populistes arrivent à s'entendre. Naturellement rien ne serait pire que Tsankov et Bratianu. Mais si un renversement des dirigeants se produit, ne nous laissons pas aller à des espoirs trop hâtifs. Puisse notre béate opinion publique, encline par indolence et par amour de ses aises, à d'interminables accès d'optimisme, ne pas se laisser prendre sans mûre réflexion à des procédures parlementaires qui laisseraient intacts l'organisation et le fonctionnement d'un système enraciné, et qui ne feraient disparaître que d'apparence les vices fondamentaux d'un régime.

VI

LE PRÉTEXTE : L'ANTIBOLCHEVISME

Nous avons tous constaté qu'un des rares, peut-être même qu'un des seuls indices du progrès moral à notre époque, est que certaines choses ne peuvent plus être proclamées ouvertement et qu'il faut servir à l'opinion publique des prétextes. Le prétexte qu'agite, sous toutes ses formes, la réaction régnante dans les pays balkaniques est : la lutte contre le Bolchévisme. Les ministres et les généraux m'ont tout d'abord parlé de cette grande raison d'État qui assurait, d'après eux, à leur pays un rôle de défense sociale et même de préservation du reste de l'Europe. Les ministres autocrates de Roumanie et de Bulgarie présentent les nations qu'ils tiennent entre leurs mains rouges, comme les remparts contre la barbarie russe et contre la propagande de la III^e Internationale.

Je n'ai pas à entrer ici dans un débat social et politique et à considérer en soi le principe révolutionnaire et le principe contre-révolutionnaire. Évidemment partout existe, à l'époque où nous sommes, une agitation libératrice des masses humaines. L'Internationale Communiste a, par la force des choses, des prolongements parmi tous les opprimés du monde et on ne peut effacer dans les yeux de tant de sacrifiés le rayonnement fatal qu'exerce à travers les déformations intéressées, la république des paysans et des ouvriers.

Mais ce n'est pas là l'objet de notre enquête. Si les campagnes sanglantes qu'une poignée de despotes entreprennent contre la chair de leur propre pays se justifiaient réellement par l'imminence du péril communiste, la question s'élargirait en effet à la hauteur du grand débat organique qui divise en ce moment universellement, les foules et les classes. Mais cette invocation du péril bolchévique n'est dans la plupart des cas qu'un prétexte démagogique et qu'un mensonge de la terreur blanche.

LA FALSIFICATION

Insistons minutieusement sur tous ces points capitaux. On assiste, ai-je dit, dans les Balkans

à l'élimination pratique et féroce de tous les hommes qui ont joué un rôle dans les partis agrarien et communiste avant que ces derniers ne fussent hors la loi, et aussi des « suspects » et des sympathisants de toutes nuances, aux idées prolétariennes, et enfin de ceux qui s'attachent à organiser la solidarité ouvrière corporative. Mais les maîtres de l'heure ont agi de la sorte par esprit politique, par calcul, et non, comme ils ont l'audace de le prétendre, par représailles directes. Leur colère est un jeu. Ils se sont mis dans la tête de submerger une vaste idée — celle de la libération des multitudes — dans le sang, et ils ont successivement inventé les prétendus complots et attentats, et mis en œuvre toutes les insidieuses provocations leur permettant de poursuivre leur longue et meurtrière Saint-Barthélemy.

Et puis, ils ont utilisé la légende qu'ils machinaient et l'atmosphère qu'ils créaient, pour envelopper dans leur vengeance tous leurs adversaires quels qu'ils fussent. Le député radical Kostourkov, anti-communiste de principe, mais citoyen dont la droiture est reconnue de tous, a osé le proclamer dans le Sobranié : « Le gouvernement est privé du concours des honnêtes gens. Les répressions dépassent les associations illégales et s'abattent sur celles qui sont légales. », c'est-à-dire sur tous ceux qui ne sont pas partisans de la réaction absolue. M. Kostourkov a déclaré aussi : « Nous voulons que tous

les partis puissent vivre légalement et lutter entre eux, idée contre idée. Voilà la vérité démocratique, qui n'est pas celle de l'Entente Démocratique. ». Aucun homme de bon sens et de bonne foi ne peut, même après une étude superficielle de la vie publique en Bulgarie, — et dans tous les Balkans — parler autrement que Kostourkov (en regrettant que ce même Kostourkov ait montré d'autre part tant de complaisance pour le cabinet Tsankov).

Les gouvernements blancs aux mains rouges, de Roumanie, de Serbie, de Bulgarie et de Hongrie, assimilent volontairement les communistes ou les agrariens ou les syndicalistes, à des terroristes ou à des bandits. M. Tatarescu confondait sans cesse sciemment les uns et les autres lorsqu'il me parlait de l'œuvre de bourreau du gouvernement roumain, champion avancé de l'ordre établi (depuis le Moyen Age), dans la vieille Europe (1).

« J'ai vu personnellement Tsankov et d'autres dirigeants, a écrit M^e Plisnier, du barreau de Bruxelles. Ils m'ont parlé à cœur ouvert, ils m'ont dit : « Évidemment il y a eu des excès, mais pendant que nos soldats fauchaient les communistes, ils vous évitaient à vous-mêmes

(1) M. Pangalos qui en Grèce applique les mêmes méthodes avec une impudeur de maniaque, a supprimé le journal *Démokratia*, organe attitré du parti démocrate, et fait arrêter son directeur, M. Pournaras, qui s'est ouvertement rallié à ce parti, comme « communiste ». Le même Pangalos a décidé que les « vulgaristes » (partisans de la réforme linguistique), sont des communistes.

un grand danger. En rétablissant l'ordre, ils donnaient aux capitalistes européens la possibilité d'envoyer leurs capitaux en toute sûreté dans nos pays. Voilà pourquoi les diplomates défenseurs des intérêts impérialistes et capitalistes, applaudiront à l'énergie des dictateurs bulgares. »

Il est faux d'oser déclarer comme on l'a fait, que le ministère Stamboliisky avait partie liée avec les communistes. Cette assertion sur laquelle les autorités bulgares se sont appuyées pour exterminer les agrariens, puis les communistes, ne tient pas devant les déclarations formulées dans les capitales de l'Europe en 1920, par M. Stamboliisky lui-même, ni devant ses projets de lois contre les communistes, ni devant sa répression violente de la grève des cheminots. En mai 1921, un des députés agrariens les plus marquants, M. Georgui Damianov, jeta une bombe dans un meeting communiste, et ne fut pas inquiété, et ce simple fait n'est-il pas symptomatique ? Il est, de plus, avéré que le Parti Communiste qui était alors bien organisé et très puissant, a refusé de venir en aide à Stamboliisky et à intervenir lors de sa chute. Autant que cette abstention, le fait qu'il n'ait alors tenté aucune agitation, réduit à néant les accusations de cette espèce, et ôte aussi à Tsankov le droit de dire que la politique qu'il a inaugurée était une réponse à des provocations et à des manœuvres.

Sans doute dans les élections que le gouvernement a fait faire après le coup d'État du 9 juin, les agrariens et les communistes ont été élus sur des listes communes. Mais cela tient à ce que ces deux partis étaient en réalité les seuls partis d'opposition, les autres partis soi-disant d'opposition ayant, par leur servilité et leur platitude en ces circonstances, perdu tout droit à ce titre.

Il est faux que les organisations ouvrières dont on a sacrifié les chefs et supprimé les conquêtes professionnelles si longuement et si chèrement achetées, étaient communistes (même lorsqu'il y avait, ce qui est normal, des communistes parmi elles).

La même conclusion s'impose pour les troubles sanglants qui ont suivi le coup d'État de Tsankov.

Les représailles épouvantables de septembre 1923 qui ont abouti à tant de milliers d'arrestations et tant de milliers d'assassinats dans les campagnes bulgares, ont été déclanchées à la suite de la prétendue découverte d'un document émanant de la III^e Internationale — et que nul n'a jamais été, et pour cause, admis à discuter et à voir.

Au procès qui eut lieu en juin 1925, aucun document n'a été produit témoignant de l'origine communiste des soulèvements de septembre. Kolarov a formellement nié et déclaré falsifié un prétendu appel portant son nom et daté de septembre 1923.

Une preuve positive que les mouvements en question n'avaient pas été prémédités et organisés par les communistes, c'est que ceux-ci n'ont pas, dès l'abord, essayé de profiter des troubles, ce qui est pour le moins incompréhensible s'ils en étaient les agents.

M. Vandervelde s'est fait un peu légèrement l'écho dans un journal belge, de la légende officielle, en disant que le *putsch* éclata en septembre 1923 sur des ordres formels venus de Moscou. Mais ce qu'il ajoute détruit cette accusation, que ni Vandervelde, ni personne ne peut baser sur des preuves acceptables. Il dit en effet : « Il ne paraît pas douteux cependant que si les chefs de l'insurrection furent des communistes, ce furent les paysans agrariens exaspérés de la mort de Stamboliisky qui formèrent le gros de leurs troupes. A Sofia, où les bolchévistes étaient en force, nul ne bougea. Dans les régions, au contraire, où Stamboliisky avait des fidèles agrariens, il y eut de très durs combats. ». Que peut-on conclure raisonnablement de ces faits ? Que les communistes ont pu par places, réagir en présence de provocations et de massacres, mais qu'ils ne portent pas la responsabilité des événements. La vérité est simple : Le succès électoral des agrariens et des communistes était assuré. On exhibe un document annonçant une action révolutionnaire pour le 17 septembre. Cette « révélation » donne au gouvernement le prétexte cherché pour arrêter

en masse les agrariens et les communistes. Ces arrestations provoquent des résistances et des soulèvements dans les campagnes où le parti agrarien est implanté. Nouveau prétexte opportun de représailles et de massacres.

Une autre preuve que les soulèvements de septembre étaient des soulèvements spontanés et non le fait d'une organisation politique préméditée, c'est qu'ils n'eurent pas lieu simultanément dans tout le pays, mais par réactions successives contre les mesures répressives : « Ce n'est qu'après la saignée de la Bulgarie du Sud que les troubles ont éclaté dans la Bulgarie du Nord. Si réellement un plan de révolte avait existé, les révolutionnaires n'auraient pas commis la faute de se laisser massacrer à tour de rôle. » (Lettre d'un groupe d'intellectuels bulgares à la Ligue des Droits de l'Homme).

Deux autres événements capitaux auraient été, d'après les dires officiels, la conséquence de l'ingérence des Russes et de la III^e Internationale. Ils ont permis d'agiter à la face du monde le spectre de l'homme au couteau entre les dents. C'est la révolte paysanne de Tatar-Bunar (Roumanie) de septembre 1924, dont je parle plus loin longuement, et l'explosion de la cathédrale (église Sainte-Nedelia), à Sofia, le 16 avril 1925.

L'examen approfondi de ces événements permet d'établir, sans crainte d'aucun démenti, que là encore le grand argument qui sert aux

despotismes balkaniques à justifier tous leurs actes, s'écroule.

L'attentat de l'église Sainte-Nedelia à Sofia, attentat qui a causé la mort de 170 personnes environ et un très grand nombre de blessés, est un acte qui en principe est en opposition avec la propagande communiste, laquelle a toujours réprouvé l'action individuelle et préconisé exclusivement l'organisation collective et l'action des masses. L'explosion d'une bombe dans une foule ne pouvait que renforcer terriblement la réaction gouvernementale ; il ne peut pas y avoir deux avis à ce sujet chez des hommes raisonnables. Il est insensé *a priori* de supposer qu'un parti pouvait envisager cette monstrueuse maladresse, ce suicide politique.

Il tombe sous le sens qu'à la suite d'un long cycle d'horreurs et de meurtres, de tortures et d'attentats contre les personnes, en pleine rue, cet acte de folie que tout le monde réproouve, a été une réaction directe contre la terreur tsankiste et volkoviste (1).

(1) On nous a rapporté les résultats d'une enquête qui avait été menée dans quelques écoles secondaires deux mois après l'attentat du 16 avril 1925. 70 o/o des élèves condamnèrent l'attentat, 20 o/o le déclarèrent « une réponse méritée aux spéculateurs, aux usuriers, aux exploités et aux bourreaux du peuple ». 10 o/o déclarèrent : « L'attentat fut une atrocité mais ses auteurs ont agi pour de nobles motifs. »

L'attentat de la cathédrale, il convient de le remarquer, n'a pas suivi, comme on l'a insinué, une période d'accalmie et de pacification sociale. Voici en effet le bilan du mois précédent (mars 1925) :

Le 12 mars furent arrêtées 40 personnes à Berkovitza, et 20

En ce qui concerne les faits précis de participation de communistes et leurs preuves, j'ai posé la question à M. Kissimov, ministre plénipotentiaire, secrétaire général du ministère des Affaires Étrangères de Bulgarie, qui m'avait reçu en lieu et place du ministre absent lorsque je me suis présenté au ministère. Il n'est pas douteux, étant donné le bruit qu'avait occasionné notre enquête à Sofia comme à Bucarest, que ce haut fonctionnaire — tout comme M. Tatarescu — m'aurait fait connaître les preuves péremptoires, s'il les avait possédées. Or, les déclarations de M. Kissimov ont été plus que vagues et le seul « argument » qu'il ait pu me fournir est celui-ci : « Il y a eu des personnes qui à un moment donné n'avaient pas d'argent et qui quelque temps après, ont fait des dépenses : il devenait évident que ces personnes étaient subventionnées par Moscou... ». J'affirme que le sous-ministre des Affaires Étrangères de Sofia ne m'a rien dit d'autre sur la culpabilité

dont 12 femmes, à Ferdinand. Le 16, tentative d'assassinat du macédonien fédéraliste Athanasov. Le 18, fut assassiné à Berkovitza le lycéen Tchernev. Le 20 mars, la police arrêtait 300 personnes à Chumen, 150 à Stara-Zagora, 60 à Roussé, 50 à Sevliovo, 40 à Philippopoli, 12 jeunes étudiants à Sliven, 30 personnes à Sofia, 60 à Samakov, 40 à Varna, etc... Le 22, fut assassiné un communiste à Elina. Le 23, furent assassinés à Samakov, Khrastoy, et à Sofia l'instituteur J. Dorosiev. Le 25, fut assassiné par la police à Sofia, l'étudiant A. Simionov. Le 28, tombèrent sous les balles de policiers, à Roussé, Gallchanov et Piscova. Le 29, arrestations en masse à Sofia ; deux communistes tués. Le 30, arrestations en masse dans toute la Bulgarie.

du parti communiste dans cette circonstance.

Si la participation du bedeau Zadgorski à l'organisation de l'attentat paraît pouvoir être admise à la rigueur, les deux autres condamnés principaux, Koev et Friedmann, apparaissent, l'un très probablement, l'autre très certainement, innocents. Rien n'a fait peser sur Marco Friedmann la moindre présomption sérieuse de complicité. Il n'a cessé de proclamer hautement et clairement son innocence jusqu'au moment où il a aidé de lui-même le bourreau tzigane à faire son office, sous les yeux de cinquante mille spectateurs et sous l'objectif des photographes et des cinématographistes.

Mais ce que l'on sait, c'est que l'attentat du 16 avril fut suivi, ainsi que je l'ai dit, d'une boucherie policière comme il y en a peu d'exemples même dans ces régions damnées. Le jour même de l'attentat, des arrestations en masse entassèrent dans les prisons des gens dont les noms étaient portés sur des listes manifestement préparées d'avance : Deux heures après l'explosion de la bombe, dans le local central de la Direction de la Police, les détenus entendaient les cris des suppliciés à travers les cloisons, et sentaient l'odeur des corps brûlés vifs se dégager des bouches du calorifère. J'en ai vu personnellement, qui m'ont rapporté des détails qu'on n'invente pas.

Les prisons étant devenues insuffisantes après le 16 avril, on transforma en prisons des ca-

sernes, des écoles et même des logements privés (1).

Le gouvernement avait annoncé un complot communiste pour le 15 avril, et produisit cette fois un document. Cette « circulaire confidentielle » est manifestement un faux (2).

(1) Dernièrement, M. St. Kostourkov que j'ai connu à Sofia et dont j'ai eu à plusieurs reprises l'occasion de parler — M. Kostourkov, dont personne n'ose contester la loyauté — a rappelé dans un discours qu'il a prononcé au congrès radical bulgare, l'appui que le parti radical avait apporté à l'État lors des « malheureux et effroyables événements » que le pays vécut après le 16 avril, et a ajouté : « Ces événements troublent atrocement ma conscience. Un grand nombre de personnes périrent sans jugement. Où sont donc les milliers de citoyens bulgares qu'on arrêta, et qui, depuis lors, disparurent mystérieusement ? Pourtant, ils étaient aux mains des autorités... Pour notre honte, la barbarie a acquis le droit de cité dans notre pays, et a couvert d'ignominie le nom de notre race. Ces événements demeureront inoubliables dans l'histoire de la Bulgarie. Et l'humanité éclairée ne pourra pardonner facilement les crimes commis, non par le peuple bulgare, mais par ses gouvernants. »

(2) Il y aurait tout un chapitre à écrire sur l'industrie des faux politiques — le banditisme du papier — qui s'est abondamment développée, au cours de ces dernières années dans les grands centres européens et même en Asie, principalement dans le but de combattre la Russie. Un grand nombre de ces aventuriers qui foisonnent dans les milieux spéciaux de la police et de l'espionnage, se sont consacrés à l'élaboration des « documents-massues » qu'ils vendent à prix d'or à des gouvernements en quête d'arguments. M. Chamberlain lui-même reconnut dans un discours à la Chambre des Communes en décembre 1924, qu'il y a de nombreux fabricants de faux diplomatiques de par le monde. Ces personnages ont presque toujours une ignorance générale qui transparait par quelques bévues dans leurs productions, et tous les faux en question ont été finalement, percés à jour. Ils n'en ont pas moins eu dans certaines circonstances des conséquences extrêmement importantes : l'effet immédiat produit dans le public, qui n'y regarde pas de si près, est presque toujours considérable et suffit à provoquer le mouvement d'opinion dont on a besoin en haut

Quant à l'attentat contre le roi Boris, absolument inexplicable de la part des communistes, il semble qu'il faille devoir l'attribuer aux ultras-tankistes — ou tout simplement aux tsankistes.

Ne manquons pas de remarquer que les communistes se sont tenus cois après la catastrophe de l'église. Non seulement ils ne firent rien pour profiter du désarroi, mais en restant inactifs ils se livraient eux-mêmes à la répression.

Qu'il me soit permis de m'appesantir sur ce point. Je ne cherche pas ici, pour les besoins

lieu. La réfutation arrive trop tard. Et puis, selon la vue profonde de Basile, il reste toujours quelque chose de la calomnie, et de plus, les gouvernants ne reconnaissent pas, bien entendu, qu'ils ont été plus ou moins volontairement trompés par les faussaires, et ils ont les moyens d'avoir raison.

N'oublions pas la grosse affaire de faux documents parus en septembre 1918 dans les journaux américains et représentant Lénine et Trotsky comme vendus à l'Allemagne. Ces documents, reconnus comme faux par le colonel Robins, président de la Croix-Rouge, auquel ils avaient été proposés moyennant finance, tombèrent finalement entre les mains d'un nommé Edgard Sisson qui, moins scrupuleux, s'en saisit avec empressement et les publia. Personne ne défend plus aujourd'hui leur authenticité. Mais le coup a été porté. N'oublions pas non plus la fausse lettre de Zinoviev, dont la divulgation a profondément influé sur les dernières élections anglaises et provoqué la rupture des relations diplomatiques de la Grande-Bretagne et de la Russie.

Il a été avéré et publiquement démontré que la prétendue lettre de C. Rakowsky, publiée en Roumanie pour déconsidérer le parti agrarien, et déconsidérer Rakowsky lui-même, a été fabriquée par le fameux espion international Rotchesko-Bizon, qui après une carrière mouvementée et pittoresque, s'était spécialisé, avec tout un personnel, dans la confection d'articles de cette espèce. La police berlinoise a saisi, chez le non moins célèbre faussaire Droujelovsky tout un attirail de faux en-tête, timbres et cachets destinés à assurer l'origine soviétique à une innombrable « littérature » ayant circulé en Angleterre, en Pologne, en Bulgarie. Similaires à l'officine perfectionnée de

d'une cause, à esquiver une mise en demeure, et je voudrais expliquer loyalement, sans ombre et sans tache, la thèse que je soutiens. Certes, je le reconnais une fois de plus, la propagande communiste s'étend dans le monde entier. Elle consiste à inculquer aux travailleurs des villes et des champs le plan d'une rénovation sociale profonde basée sur l'égalité de tous, la souveraineté exclusive du travail producteur, et sur l'élargissement des frontières de la collectivité humaine aux horizons du globe. Cette propagande s'accomplit par l'interpénétration et

Droujelovsky à Berlin, on a découvert celle de Jakoubovitch à Vienne, le service de Singleton à Londres, de Kedrolivansky en Chine.

Le document dont je parle plus haut, qui fut lu par Tsankov au Sobranié, et qui lui servit à justifier les atrocités de la répression et à obtenir des Alliés l'augmentation de l'armée bulgare pour la guerre intérieure, expose le projet d'une action concertée des communistes roumains, polonais, tchécoslovaques et balkaniques. Il est l'œuvre de Droujelovsky, le dessin fantaisiste des timbres et emblèmes saisis chez celui-ci en fait foi. Ce document fourmille, de plus, d'erreurs patentes : Utilisation erronée des emblèmes et des timbres, impropriété manifeste des termes techniques ; certains personnages cités sont fictifs, d'autres n'avaient pas, ou n'avaient plus, la fonction officielle qui leur était attribuée sur ce papier, d'autres se trouvaient indéniablement éloignés du pays où on prétendait qu'ils travaillaient à l'agitation. Le faux est grossier. Mais lorsque la falsification fut prouvée, il était trop tard : le gouvernement avait atteint son but. M. Kissimov ne m'a pas soufflé mot de ce document.

C'est exactement le même crédit que mérite celui qu'a publié en *fac-simile*, la *Bulgarie*, journal de langue française de Sofia, et le *Journal*, de Paris. Il en est de même du prétendu document qui serait tombé entre les mains de la Sûreté roumaine, si on en croit le journal gouvernemental *Viitorul*, et d'après lequel l'agitation antisémite en Roumanie serait un des buts de la III^e Internationale !

l'organisation des masses opprimées. Cette idée et cette cause n'ont pas — encore une fois — à être discutées ici en elles-mêmes. Mais ce qu'on peut en dire, c'est qu'elles constituent un « programme » de parti, comparable, en principe, à tous les autres programmes politiques et sociaux. Elles ne sont pas, théoriquement, plus subversives que celles des autres partis, lesquels ont chacun pour objectif d'imposer leurs conceptions à l'encontre des autres et à l'encontre du statut établi. La révolution n'est qu'un moyen de réaliser un état de choses qui correspond à une doctrine, mais cette doctrine, en soi, n'invoque nullement la violence : bien au contraire. Elle apparaît à ses partisans plus logique que d'autres, plus poussée, plus adéquate aux besoins criants et aux forces composantes des ensembles. Mais ce germe d'illégalité consiste à vouloir changer les lois existantes, il lui est commun dans quelque mesure avec tous les autres partis — et l'emploi des moyens de réalisation n'est pas une question de principe, mais une question de fait. Il est étrange de voir des gouvernements qui ne se sont établis que par la guerre civile et des irruptions de policiers et de soldats dans les ministères et qui font précéder la révolution éventuelle d'une contre-révolution bestiale, — dénoncer la théorie communiste comme illégale et subversive, et accuser le Parti Communiste de constituer une sorte de conspiration permanente. En tout état de cause, et pour en revenir

à ce qui nous préoccupe plus directement, il est particulièrement odieux de constater que des organismes effectifs et agissants d'oppression, fabriquent des légendes de complots et de crimes pour déconsidérer et abattre le groupement le plus inflexible de leurs adversaires politiques.

On a donc organisé de grandioses moissons de têtes, on a multiplié de fantastiques martyrologes, on a atteint la classe ouvrière et paysanne dans tous ses défenseurs, en se servant de mensonges et de faux.

On a abouti à des hécatombes, mais aussi au renforcement de l'idée, et de la colère. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la persécution sème la graine des prosélytes. Ceux qui ne sont pas révolutionnaires le deviennent. On m'a cité des cas d'hommes jusque-là indifférents à la politique, qui emprisonnés sans motifs, étaient en sortant de prison, convertis au communisme. En jouant avec le prétexte bolchévique, l'autorité a augmenté la réalité bolchévique, et cela est dans l'ordre des choses.

Je me souviens de la ferveur avec laquelle m'a parlé un réfugié bulgare à Constantinople. « Ils ne peuvent pas nous tuer tous jusqu'au dernier. Alors ils sont perdus. Il en restera toujours quelques-uns qui en lanceront d'autres. » La foi de ces survivants créée et forgée par la souffrance, est plus dure que les coups. Ils espèrent terriblement.

VII

LES MINORITÉS BALKANIQUES

La péninsule balkanique est rongée par les dissensions organiques que provoque la question des minorités ethniques. Les traités qui ont suivi la guerre de 1914 et qui ont rectifié les frontières de tous ces pays divers, ont recoupé au profit des uns et au détriment des autres, des régions entières qui se trouvent ainsi l'objet de revendications antagonistes et de « dénationalisations » violentes. Or, plusieurs de ces régions tronçonnées forment des tous géographiques et aussi des ensembles homogènes au point de vue des traditions et de la culture. En dehors des rivalités entre pays, il en résulte une situation intérieure instable, des efforts d'affranchissement chroniques, et de perpétuels conflits, que les gouvernements des pays régents des Balkans, c'est-à-dire des pays vainqueurs bénéficiaires des proies territoriales, traitent par la matraque et le sabre

et tentent de réduire par une législation d'étouffement. De pareils régimes n'apparaissent pas comme durables.

La fortune de la guerre, après la défaite de l'Autriche, de la Bulgarie et de la Turquie, a changé la petite Serbie, qui n'avait pas trois millions d'habitants, en la Yougoslavie qui en compte 14 millions. On lui a incorporé, outre la moitié de la Macédoine, la Croatie, la Slavonie, la Bosnie, le Monténégro.

De toutes ces nouvelles provinces, la Croatie était la plus riche et la plus développée. « De l'avis général, rapporte M. Nemanov dans un article qu'il publia en 1923 à la suite d'un voyage d'études dans ces régions, l'administration autrichienne qui y avait jusque-là fonctionné, était relativement honnête, correcte, accessible à la population, et agissait plutôt légalement. »

Au lieu de procéder avec égard et prudence, les Serbes traitèrent toutes ces provinces en pays conquis, sans aucun ménagement, heurtant de front leurs traditions les plus chères (les Slovènes sont catholiques, les Bosniaques musulmans). La constitution serbe, dite Constitution de Vidovden, imposa une centralisation immédiate et sommaire dont tous les rouages et tous les agents émanaient de la Vieille Serbie et de Belgrade. L'annexion mit en œuvre les « méthodes balkaniques », répandit sur les nouveaux territoires des tyranneaux arrogants, grossiers et souvent vénaux, et le résultat en fut de blesser des popula-

tions pacifiques, plus affinées que leurs vainqueurs.

M. Stéphan Raditch, le chef du bloc croato-sloveno-bosniaque, déclarait à cette époque : « Nous sommes républicains et fédéralistes, les Serbes sont monarchistes et centralistes. Nous avons une psychologie différente, une histoire différente et des coutumes différentes... Nous avons toujours été le prolongement de l'Europe vers l'Orient, l'avant-garde de la culture européenne, et maintenant on veut faire de nous le prolongement de l'Orient vers l'Occident, l'arrière-garde de la sauvagerie balkanique. »

Les élections qui eurent lieu sur la « plateforme de la lutte contre le centralisme serbe » représenté par M. Pachitch, donnèrent à celui-ci 108 mandats sur 310. Dans toutes les provinces nouvellement rattachées, les fédéralistes triomphèrent d'une façon éclatante, et M. Raditch se trouva disposer de 114 mandats.

La base des revendications personnifiées par M. Raditch était la reconstitution de la Yougoslavie sur des principes fédératifs assurant à chacune des parties constituantes, y compris la Vieille Serbie, une situation égale dans l'ensemble : « Nous voulons que l'État yougoslave soit notre maison à tous et non pas une prison. ». Mais depuis, nous l'avons vu, M. Raditch s'est allié avec M. Pachitch et est entré dans le gouvernement central, et cela au prix de concessions qui équivalent à un abandon de principes.

La Roumanie a doublé de superficie et de population à la suite de la guerre mondiale. Un immense cercle de provinces nouvelles entoure le noyau de la « Vieille Roumanie » : la Dobroudja, la Bessarabie, la Bukovine, la Transylvanie, le Banat. La population de Roumanie compte actuellement plus d'un tiers d'éléments non roumains. Cette nation se trouve ainsi en lutte latente principalement avec la Hongrie et la Russie. C'est par l'occupation militaire, la déportation des habitants, l'extirpation rigoureuse des mouvements et tendances traditionnalistes, et la mainmise sur les écoles, qu'elle s'efforce de rendre définitives les annexions plus ou moins artificielles dont l'issue de la guerre l'a fait profiter. Un projet de loi interdit aux non-roumains l'enseignement dans les écoles de leur langue maternelle.

En Bukovine, 160.000 enfants sont ainsi empêchés de faire leurs études. Même des étudiants connaissant le roumain n'ont pas été admis à l'université de Czernovitz. Quatre écoles professionnelles furent supprimées parce que fondées par les Ukrainiens. Les chemins de fer, les tribunaux, les administrations n'emploient par ordre que le roumain, langue ignorée de 68 0/0 de la population (1).

Les libertés municipales sont révoquées. Des

(1) Un ordre de Bucarest, datant de 1926 enjoint de n'employer que le roumain dans les réunions publiques ce qui équivaut à les prohiber en fait dans les campagnes annexées.

administrateurs nommés par le gouvernement central remplacent les magistrats élus par la population. Le régime de la corvée est rétabli, ainsi que les réquisitions et les contributions arbitraires. Dans les régions frontières, le prétexte de la contrebande permet aux gendarmes de dévaliser les commerçants et les paysans. L'état de siège n'a pas été levé depuis l'occupation. Les salaires des ouvriers représentent 40 0/0 de ceux d'avant-guerre. Dans les villages perdus des Carpathes il arrive encore que l'on fouette les paysans sur la place. De paisibles citoyens sont devenus bandits — pour se venger.

En cette même Bukovine, la réforme agraire est devenue une entreprise de colonisation et d'émigration forcée de l'élément indigène. Après une annexion purement politique, en opposition tranchée avec la volonté solennellement exprimée par la Bukovine en 1919, l'occupation roumaine s'est mise en devoir, non seulement d'extirper de toute la région, la langue et l'âme « nationales », mais encore de la vider de sa population autochtone par la persécution, et de remplacer cette population par des agents bénéficiaires des terres.

Dans la Dobroudja (qui faisait naguère partie de la Bulgarie), 35.000 habitants ont dû s'expatrier. Le gouvernement central semble apporter, dans cette province, une entrave volontaire au développement économique et cultural. Les bâtiments scolaires ont été expropriés, les écoles bul-

gares des villages fermées ; la langue locale a été éliminée partout. A ces procédés sommaires d'assimilation, s'ajoutent le pillage de la population par les fonctionnaires roumains, des sévices et corvées qui se multiplient, dirait-on, dans un but de provocation et pour justifier de grandes représailles et un régime militaire.

Au sujet de la Dobroudja, une conférence s'est tenue dernièrement à Bucarest sous la présidence de M. Tatarescu, le véritable ministre de l'Intérieur roumain. Les décisions officielles de cette conférence sont : renforcer les troupes de frontières et la gendarmerie ; *faire retomber la responsabilité collective sur les villages en cas d'attaques des tchéta* (bandes) ; de plus, des mesures sévères ont été décidées contre tous les complices des comitadjis (séparatistes armés).

A cette conférence, d'autres décisions secrètes furent prises, qui transparaissent dans un ordre — publié immédiatement après — par le préfet de Silistra, Tachkou Poutcherea, l'auteur du massacre des cinq paysans d'Asfatkeuï en 1924. Dans cet ordre il est dit : « Toute personne qui tuera un bandit ou un comitadji recevra une récompense de 10.000 lei par tête de bandit ou de comitadji. » Le journal modéré *Adeverul*, qui donne ces renseignements, dénonce fort justement cette prime à l'assassinat : « C'est donner le droit à n'importe qui de pourchasser un homme, de le qualifier de bandit, et de l'exécuter contre une récompense, sans aucune autre for-

malité : la conception personnelle de celui qui a le goût de devenir chasseur d'hommes, suffit. »

Ajoutons qu'ainsi que l'ont reconnu maintes fois les observateurs sensés, les comitadjis ont « bon dos », et qu'on en multiplie à plaisir le nombre dans les communiqués, pour légitimer les procédés d'assimilation par les coups, dans ces régions où la colonisation roumaine est obtenue par l'expulsion — ou le meurtre — de la population indigène, et où ce qu'il en reste est obligé de travailler gratuitement au profit des colons armés (1).

LA TRANSYLVANIE

Le 1^{er} décembre 1925, il y a eu sept ans qu'à Alba Julia les Roumains de Transylvanie — province hongroise — décidèrent leur annexion au royaume de Roumanie, et il y eut à l'occasion de cet anniversaire, de grandes fêtes pleines de discours. Regardons les réalités à travers les paroles.

(1) Le 22 janvier 1926, le procès de soixante-dix-huit paysans s'est ouvert à Constantza. Ils sont accusés d'avoir fomenté un complot de comitadjis bulgares irrédentistes — bien que parmi eux il y ait des Turcs. Ils ont fait onze mois de prison préventive, ont dû payer l'impression d'un acte d'accusation volumineux et il y en eut parmi eux qui furent tellement frappés que des lambeaux de vêtements sont entrés dans leurs chairs.

Il y avait en décembre 1918, en Transylvanie, un mouvement populaire révolutionnaire pour l'indépendance, — mouvement qui s'étendait également en Hongrie. Les chefs de la classe moyenne roumaine avaient alors le choix : ou de faire la révolution avec les Hongrois vaincus, ou de se soumettre à l'armée roumaine qui déjà débouchait de l'est, formidablement appuyée par l'armée balkanique de l'Entente, sous les ordres du général Franchet d'Espèray. Ils préférèrent l'annexion à la Roumanie. Les Roumains de Transylvanie avaient, selon l'usage, subordonné leur rattachement à un certain nombre de conditions « démocratiques », mais, également selon l'usage, ces clauses furent de moins en moins observées et finalement tout à fait mises de côté par la Roumanie, forte de son armée d'occupation, et les « frères roumains délivrés » furent dépouillés de toutes leurs libertés. L'union fut, selon l'expression de Voivod, ancien président du Conseil roumain, « accomplie à la fourche », et les nationalistes transylvains en sont réduits aujourd'hui « à manger le pain amer de l'opposition ». Des déclarations proférées au grand jour du Parlement par ces représentants de la Transylvanie, il ressort que la mortalité augmente dans les campagnes ; que l'émigration en masse s'y poursuit ; qu'en ce qui concerne la « réforme agraire », sur 530.000 paysans, 45.000 seulement obtinrent des terres ; que l'industrie qui est fortement développée en Transylvanie, et le com-

merce, diminuent : les banques transylvaines sont réduites à la portion congrue (1/10^e de leurs besoins), tandis que les banques roumaines sont largement subventionnées, ce qui permet aux capitalistes de Bucarest de mettre la main sur les entreprises. Partout, chômage, stagnation du travail. Les usines géantes de Reschitz, qui occupaient près de 8.000 ouvriers, n'en ont plus que 1.200. Dans le bâtiment, le nombre des sans-travail a atteint 100 0/0. Dans la métallurgie, le pourcentage s'éleva de 40 à 50 et à 60 0/0. 15.000 ouvriers du bois, sur 40.000, chôment. La journée de huit heures n'est plus appliquée. Les gendarmes ont obligé les ouvriers du bois à travailler douze heures. Le fonds de secours des ouvriers malades a été emporté à Bucarest. Dans les régions minières, des milliers de salaires restent impayés. L'alcoolisme prospère en même temps que la famine. En Transylvanie et dans le Banat — comme en Bessarabie — le nombre des débits de boissons a prodigieusement augmenté (200 0/0 en 7 ans). 40 à 50 0/0 des écoles ont été supprimées, et leurs locaux, ainsi que ceux de nombreuses Maisons du Peuple, confisqués, et affectés à des destinations militaires. L'état de siège sévit : arrestations, razzias et terrorisme électoral.

Le paysan indigène roumain ne souffre pas moins que les minorités transylvaines de la colonisation qui met les colons à la merci des usuriers. On cite des cas, notamment dans le Comitat

de Satumare où, entassés en des baraques malsaines, les colons succombèrent en grande partie aux épidémies — le reste s'enfuit.

En Hongrie, il y a 150.000 réfugiés de Transylvanie, qui ont préféré la dictature militaire et la crise économique hongroise au terrorisme roumain. Des fonctionnaires, des instituteurs, des employés, des juges ont « opté » pour la Hongrie et y logent dans des wagons.

LA BESSARABIE SOUS LE JOUG

La Bessarabie, qui faisait partie de la Russie, a été donnée à la Roumanie par l'Entente. Cette annexion d'une province russe, sans l'assentiment de la Russie qui n'était pas état ennemi, et alors qu'aucun pacte bilatéral n'a sanctionné cette attribution, est un acte d'arbitraire qui est peut être unique dans l'histoire contemporaine. Des hommes politiques roumains patriotes, comme le D^r Lupu, tout en prétendant que la population bessarabienne est fondamentalement moldavo-roumaine, estiment pourtant que dans cette circonstance, les alliés ont outrepassé leurs droits, et qu'il est absolument nécessaire d'obtenir l'assentiment de la Russie pour régulariser une pareille situation. Quoi qu'il en soit, la « dérussification » de la Bessarabie se poursuit

par tous les moyens. Elle est traitée comme une colonie rebelle. On lui défend de parler russe. Des agents provocateurs y créent de soi-disant comités russes. On y massacre en grand. M. Tatarescu a avoué à M. Costa Foru qu'il y avait eu beaucoup de sang versé en Bessarabie, mais « qu'il le fallait ».

D'après le *Tsaranul*, organe paysan, les troupes d'occupation roumaines ont, de 1918 à 1925, tué en Bessarabie, 18.833 personnes (notamment en 1918, 3.000 ; en 1919, 11.000 — soulèvement de Khotine — ; en 1924, 2000 — Tatar-Bunar).

La roumanisation de la Bessarabie a entraîné une indicible misère. Toutes ces grandes plaines qui furent prospères et animées semblent des déserts, incultes depuis le commencement du monde, et les derniers rapports recueillis de la part des voyageurs qui ont parcouru les plaines bessarabiennes, sont désespérants. Soit par impuissance ou incapacité, soit pour toute autre raison (on l'a accusé d'entretenir volontairement les causes de mécontentement afin de prolonger et d'aggraver l'occupation militaire), le gouvernement central a fait très peu de chose pour remédier à la misère de la Bessarabie. On trouvera ci-après une étude particulière sur la situation de la Bessarabie.



LE PROBLÈME DE LA MACÉDOINE

C'est une véritable plaie au cœur des Balkans. Cette grande région macédonienne qui présente des caractères si pittoresques et si intenses d'unité de race et d'âme, a été au cours de bien des époques historiques, morcelée selon les victoires et les défaites des peuples qui l'entourent. Dans la période contemporaine, en juillet 1913, pour consolider la domination hellénique dans la Macédoine du sud où les Grecs ne formaient qu'une minorité (environ un dixième de la population), le roi Constantin livra aux flammes 161 villages bulgares comptant 16.000 maisons et 70.000 habitants qui ne purent sauver leur vie qu'en s'enfuyant en Bulgarie. Après la paix, toutes les églises bulgares (378) ainsi que 340 écoles, fréquentées par 19.000 élèves, furent accaparées par les autorités grecques et 300 prêtres et 750 instituteurs chassés de leur patrie. Le même sort fut du reste réservé aux églises et écoles roumaines.

Héroïque fut la lutte soutenue de 1897 à 1912 par l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne, pour délivrer la Macédoine du joug turc. Mais à la suite de la première guerre balkanique, la Bulgarie, la Serbie, la Grèce, commirent la

faute de se partager la Macédoine. A la suite de la seconde guerre balkanique, la Bulgarie, vaincue, fut à peu près éliminée du partage. Après la guerre mondiale à laquelle elle prit part dans l'espoir d'enlever la Dobroudja à la Roumanie et la Macédoine à la Serbie, la Bulgarie dut abandonner définitivement toutes ses ambitions au profit de la Serbie et de la Grèce. Rappelons que le traité de Neuilly coupa la Macédoine en trois parties inégales : une moitié fut attribuée à la Yougoslavie, une part presque égale à la Grèce, et le reste — Petritch et ses alentours, — à la Bulgarie.

A qui revient, en droit, la Macédoine ? Gardons-nous de prendre parti dans le problème lorsqu'on le pose en ces termes. Il est inextricable. Il a donné lieu à une fabuleuse quantité de plaidoyers contradictoires. En vérité, la Macédoine, dont la langue est la langue bulgare, est macédonienne, et ce qu'elle veut par-dessus tout maintenir vivante : c'est son unité.

L'assimilation par le tronçonnement, par la dictature militaire et la répression, a fait renaître logiquement l'O. R. I. M. comme au temps des Turcs. Terreur contre terreur, tel fut le résultat du système de centralisation chirurgicale.

La loi serbe pour la sûreté de l'État fut exercée contre les Macédoniens. Par milliers, les rebelles ou les suspects peuplèrent les prisons. Les villages durent subvenir aux frais de cantonnement des troupes d'occupation. On préleva partout des

otages. On déporta la population de villages entiers, comme celle de Stroumnya en 1924. Parfois, la moitié des habitants des villages furent exterminés et l'épouvante fit fuir les autres de leurs foyers. Tous les journaux qui ont relaté ces faits, ont été suspendus pour attentat à la sûreté de l'État. Là aussi la dénationalisation se fit par élimination violente de la langue et par la répression brutale. Ayant émis un décret autorisant l'ouverture des écoles des minorités sous certaines conditions draconiennes, les Grecs ont créé un abécédaire ridicule, qu'on m'a mis là-bas entre les mains, et qui est un mélange de grec et de bulgare écrit en caractères latins et que les maîtres d'école ont été chargés de faire entrer de force dans la tête des écoliers (1).

Il est établi que dans bien des cas, la déportation des populations macédoniennes n'avait été provoquée par aucune émeute ni acte de rébellion, mais qu'elle était simplement la réalisation d'un système méthodique et continu pour faire place à des réfugiés grecs (notamment ceux de l'Asie Mineure). C'est par multitudes que les Macédoniens, mis dans l'impossibilité de vivre dans leurs campagnes, émigrèrent et se réfugièrent en Bulgarie. La Bulgarie appauvrie par six ans de guerre et trois défaites, mutilée terri-

(1) Un écolier de douze ans, nommé Popov, s'étant laissé aller, dans le feu de la récréation, à prononcer quelques mots en bulgare, fut saisi par l'instituteur de Konomladi qui lui taillada la tête à coups de rasoir. L'enfant succomba à ses blessures. (*La Macédoine Libre*, 15 avril 26.)

torialement par les traités, réduite à cinq millions d'habitants, compte actuellement un nombre de réfugiés macédoniens et thraces considérable : environ 400.000 m'a dit M. Kostourkov ; 500.000, m'a assuré le président du Comité Macédonien de secours. La perturbation économique qui résulte de cet afflux en masse de gens réduits au dénuement porte une grave atteinte au développement et à l'équilibre nationaux. 320.000 réfugiés, nous apprennent les journaux, ont besoin de secours, et parmi eux 70.000 personnes, dont 20.000 enfants, sont dans le dénuement le plus absolu. L'hiver balkanique avec ses 18 ou 20 degrés de froid s'abat à travers les minces baraques de planches de la quarantaine de Svilengrad, première étape du calvaire des expulsés.

Ailleurs, sur les bords de la mer Noire, 40.000 familles exilées n'ont pas de quoi acheter des instruments de travail : 15.000 vivent dans de petites huttes, 25.000 sont sans abri.

M. Vandervelde a qualifié avec raison l'émigration en masse des Macédoniens, de « scandale européen ». C'est l'expression que reprend à son compte M. Lucien Cramer, membre du Comité de la Croix-Rouge, qui a parcouru la Macédoine en mission de la Croix-Rouge.

... Dans les territoires bulgares annexés de Tsaribrod, de Bossilègrad, et autres, la situation est aussi tragique que dans la Macédoine serbe. Le capitaine serbe Stankovitch a déclaré « qu'il

barricaderait les frontières avec des cadavres bulgares. ̄

LA THRACE DÉSOLÉE

Ce qui se passe en Macédoine se passe également en Thrace. La Thrace, qui est, elle aussi, un tout géographique, a été divisée arbitrairement par les vainqueurs de la grande guerre, en trois tronçons : l'occident fut dévolu à la Grèce, l'orient à la Turquie et une petite partie seulement à la Bulgarie. Comme en Macédoine, l'élément bulgare abonde en Thrace et l'œuvre de dénationalisation aboutit là aussi à transformer le pays en désert. La Thrace méridionale où, de temps immémoriaux, descendaient les bergers bulgares, et les ports thraces de la mer Égée sont à l'état de vie ralentie. S'appuyant sur un pacte maladroitement conçu, appelé la Convention d'Émigration volontaire, les autorités grecques sont parvenues à éliminer presque entièrement les Bulgares de Thrace. En 1922 ils ont déporté 2.000 familles dans les îles, où 3.000 personnes ont succombé. Lorsqu'une enquête interalliée, qui pouvait par conséquent, dans la circonstance, présenter des garanties d'impartialité, a été menée sur les actes de l'autorité grecque en Thrace, on a constaté que de paisibles

paysans avaient été massacrés sans qu'aucun acte de banditisme ou de rébellion ait motivé ces meurtres collectifs. Dans le département de Bourgas, 69.000 réfugiés de Thrace ont reflué, dont 21.000 sont morts de privations.

LE MONTÉNÉGRO RAYÉ DES NATIONS.

Avant la grande guerre, le Monténégro était une nation, une personne en droit international. Il n'est plus maintenant qu'un département de l'État S. C. S. (Serbe-Croate-Slovène : la Yougoslavie). Pourquoi ? Ce qu'il y a d'étrange dans cette annexion, c'est que le Monténégro s'est rangé au début de la guerre à côté des Alliés (l'armée monténégrine a couvert, au prix des plus grands sacrifices, la retraite serbe pendant les sombres jours de 1916 ; et M. Poincaré, si j'ai bonne mémoire, désignait le Monténégro comme : « Le plus petit et le plus courageux de nos alliés. »). A la Conférence de la Paix en 1919, il était inscrit sur la liste des États qui devaient prendre part aux négociations. Mais il en a été empêché, et après de honteux et lamentables marchandages, procédés courants de la grandiose « cuisine » internationale, et dont la France en premier lieu, puis l'Italie et l'Angleterre, portent la responsabilité, le Monténégro

a été livré à la Serbie. Cette violation flagrante, une des plus sensationnelles de toutes celles qui se sont multipliées à l'époque contemporaine, du Droit des Gens dont on parle tant, ne se justifie par rien. Elle a pu se perpétrer grâce au discrédit où était tombée la dynastie régnante dont on a confondu non sans perfidie la cause avec celle de ce pays à l'âme si ardemment indépendante. Elle s'appuie aussi, selon le scénario coutumier, sur le vote d'une assemblée qui n'avait pas qualité pour représenter et pour engager la nation, assemblée que la Serbie avait fait élire de force, et qui a pris cette décision en pleine occupation militaire serbe, sous la pression des baïonnettes (les troupes serbes d'occupation étaient commandées par le général français Venel). A la suite de cette opération d'annexion, un sursaut de révolte a secoué les montagnards monténégrins. La rébellion a été atrocement réprimée. 95 0/0 des propriétés monténégrines ont été pillées et saccagées. 5.000 maisons, souvent pleines d'êtres humains, furent brûlées. On a supplicié les hommes, les femmes, avec des raffinements inimaginables (femmes sur lesquelles on lâchait des chats enragés, épines enfoncées sous les ongles, officiers « suspects » emprisonnés et torturés de telle sorte que l'autopsie révéla qu'ils avaient de nombreuses côtes brisées et les reins détachés, femmes enceintes éventrées, etc...). On a fait circuler à profusion des cartes postales représentant les tableaux de

chasse : des files de martyrs de l'indépendance nationale étendus devant les bataillons serbes. La Société des Nations a fait la sourde oreille aux revendications du Monténégro, en donnant sérieusement comme raison à cette attitude (rapport de M. Paul Mantoux), que « personne n'avait été reconnu comme qualifié pour représenter ce pays » et qu'il était « impossible d'apprécier la sincérité des opinions émises par les Monténégrins ».

M. Stephan Raditch et les 70 députés croates du parlement de Belgrade, ont lancé il y a deux ans — le 1^{er} mai 1924 — une adresse aux Monténégrins, contenant ces passages :

« Nous, Croates, nous avons dans les plus belles pages de notre littérature, appelé le Monténégro : un autel majestueux de la liberté dans le plus merveilleux temple de la création divine. Nous vous avons proclamés, Monténégrins, comme représentant non seulement l'idéal de l'héroïsme, mais aussi comme l'exemple inaccessible de la droiture et de l'honnêteté. Nous, Croates, nous combattons le centralisme belgradien et la corruption de Pachitch, surtout parce que, avec leurs mains impures, ils détruisent le temple de la liberté monténégrine et qu'ils vous persécutent sauvagement et vous martyrisent diaboliquement. Même, si ce centralisme belgradien n'avait fait d'autre mal que de fouler aux pieds, honteusement et sauvagement, l'orgueil, l'honneur et la liberté du Monténégro, et transformer

la Tzerna Gora en lieu terrifiant, nous, les Croates, nous ne pourrions jamais nous réconcilier avec de si abominables criminels ! »

Aucune grande puissance victorieuse, sauf les États-Unis — momentanément, pendant le passage du président Wilson — n'a jamais pris la défense du Monténégro. Au reste, seule la Russie des soviets a protesté officiellement contre l'asservissement de la Montagne Noire, dans les conférences internationales auxquelles elle a participé. L'opinion publique s'est émue partiellement du sort inique de ce petit pays, au Canada, en Norvège, en Hollande ; et même dans la presse d'Angleterre et d'Italie, la note protestataire s'est fait entendre parfois. En France, rien. L'indifférence de la France va particulièrement aux cœurs des Monténégrins patriotes, qui s'étaient habitués à considérer notre pays comme toujours prêt à défendre la cause de la liberté suppliciée. Et on lit dans le journal *Crnogorac*, de Podgoritza, d'amères réflexions, à propos de l'anniversaire de la prise de la Bastille célébré en feux d'artifice et en proclamations par le peuple français, lequel, en fait, domestiqué et ébloui par sa ploutocratie et ses grands hommes d'affaires, rejette délibérément « ses grands symboles d'antan », et se détourne des opprimés.

Je mentionne enfin pour mémoire que se pose aussi le grave problème de l'Albanie — indépendante en principe — que l'Italie tente de

coloniser officieusement en s'y créant des « droits », et que convoite la Yougoslavie.

Il y a dans tout cela, une violation flagrante et accomplie par la force bestiale, d'un des droits les plus sacrés des hommes : celui de vivre leur vie, de naître et de durer comme ont fait leurs ancêtres, dans le milieu qui leur convient et qui les a formés. C'est toujours un acte grave, et susceptible d'entraîner bien des injustices et bien des malheurs, que d'attenter à la personnalité ethnique d'une agglomération humaine. Les caractères pittoresques, moraux et spirituels d'un ensemble fondé par le temps, le milieu, les circonstances, ne portent pas par eux-mêmes atteinte aux principes supérieurs des arrangements collectifs. Si la grande société des vivants était bien faite, ces caractères seraient préservés et non étouffés et pourraient s'épanouir librement dans le cadre des convenances collectives. Il va sans dire que l'unification politique des populations éparses est une grande idée, conforme à leurs intérêts et par conséquent au progrès humain, et qu'on ne saurait songer sérieusement à préconiser dans l'immense mêlée de la vie contemporaine un cloisonnement régional hermétique. Mais le tout est que cette unification et cette centralisation nécessaires — et fatales — s'accomplissent entièrement en vue du bien-être des populations et non, artificiellement, dans l'exclusif intérêt d'une seule nation hypertrophiée parmi

les autres. C'est à bon droit que dans les temps anciens ce haut principe d'équilibre et d'équité, a dressé toute l'Italie contre l'hégémonie privilégiée de Rome, dans cette Guerre Sociale, qu'écrasèrent Marius et Scylla. Jaurès a eu raison de proclamer que « la nationalité est la trésorerie du genre humain et du progrès » — mais malgré de vieux sophismes, la « nationalité » ne prend son véritable caractère et ne peut se développer intégralement que si elle est désarmée et intégrée librement dans un ensemble.

Le signe le plus intense de la personnalité ethnique est la langue. Les hommes sont séparés par de nombreux obstacles factices qu'une organisation rationnelle de la communauté peut éliminer — et par un seul obstacle réel, profond : la différence des langues. Il n'y a au monde, d'étrangers, que les langages. Mais pas plus que le légitime besoin de liberté, cet obstacle ne s'oppose à une organisation politique qui serait dessinée réellement dans l'intérêt général. Une société basée sur ces principes de profit commun, qui jusqu'ici n'ont guère été mis en œuvre, c'est-à-dire une société qui n'aurait de raison d'être que le bien de ses composants et non, comme cela est, l'appétit des plus forts, tendrait sans doute, avec une bonne volonté spontanée, « naturelle », à l'unification des langues, désirable pour les facilités de la vie publique. Peut-être l'avenir apportera la solution du problème dans toute son ampleur logique, avec une humanité qui culti-

verait simultanément une langue locale dans chacun de ses grands centres, et une langue universelle, suprême et admirable clef de l'internationalisme.

Par ailleurs et sans franchir les limites du temps présent, nous voyons que la diversité si tranchée des deux langues qui se juxtaposent géographiquement en Suisse ne compromet pas l'unité nationale et la solidarité politique des Cantons.

Mais ce n'est pas, nous le savons bien, dans cet esprit que s'effectue dans les Balkans l'assimilation des nouvelles provinces. Elle n'est qu'une absorption hâtive et brutale de territoires et de populations par de jeunes États dévorateurs. Selon cet esprit de lutte, on supprime violemment la langue maternelle et de la sorte, on déracine l'habitant sur place. Cette opération de guerre est conduite sur le mode brusqué, de peur que le butin territorial et animé ne s'échappe. Elle est donc fragile, toujours provisoire, et porte, momentanément étouffé par la force, son germe de destruction. Elle est condamnée.

LA PERSÉCUTION DES JUIFS

J'ai déjà signalé les progrès accomplis en Roumanie par les organisations anti-juives. Les États-

dians Antisémites ont perpétré, il n'y a pas longtemps, une expédition dans le cimetière israélite de Piatra Neamtz, où ils ont renversé les monuments, arraché les grilles et couvert d'ordure les tombes, au chant de l'hymne mussolinien. La loi Angelescu qui est déposée sur le bureau du Parlement roumain menace de priver d'enseignement plus d'un million d'enfants de religion israélite. On vient de fermer le Foyer d'Éducation Populaire Juif de Bucarest, et on a mené en prison, pêle-mêle, tout le Comité de la Fédération de l'Enseignement, et aussi le poète Manger venu pour faire une conférence, et les lecteurs qui étaient dans la bibliothèque au moment de l'irruption des agents. Les persécutions dont est victime la minorité israélite éparses dans les pays balkaniques, ont pris en Bulgarie une extension redoutable. Les Juifs sont rançonnés sous peine de mort par le Comité macédonien. Des « inconnus » massacrent dans les rues des villes, les Juifs et leurs enfants (par exemple, Azkenazy et son fils âgé de 13 ans) lorsqu'ils refusent de payer l'impôt spécial au profit de l'organisation macédonienne. A Sofia, la Rodna Saschtita (défense de la patrie), sous les ordres du général Schkojnov, a pour programme de donner des formes efficaces à la haine contre les étrangers. Après l'attentat du 16 avril elle avait obtenu le licenciement, dans toutes les entreprises, des ouvriers et employés étrangers suspects d'opinions avancées. La Rodna Saschtita et

Le journal *Kubrat* s'acharnent journellement contre les Juifs et provoquent des pogroms. Le ministre de la guerre Volkov et le ministre de la police Russev ont fait, dans la presse, des déclarations favorables à ces provocations suivies d'attentats et d'exécutions (1).

La misère et la persécution font fuir les populations, comme nous l'avons vu, dans les pays voisins. Mais il y a pire encore : le dépeuplement systématique vidant certaines régions par le moyen de l'émigration lointaine, principalement en Amérique du Sud. On voit des industriels spéciaux, des « agents d'émigration », racleurs de l'exil, poussés comme des champignons en Bessarabie, en Dobroudja, en Transylvanie, faire des profits scandaleux en organisant de la sorte le vide dans les campagnes qui manquent de bras, avec la connivence des gouvernements, lesquels voient d'un bon œil cette dénationalisation. Les paysans, vendus en masse aux Compagnies de transports et aux planteurs exotiques, signent des contrats désastreux, d'esclavage. Dans le courant de l'année 1925, 2.961 personnes émigrèrent aux

(1) L'Union des Juifs Roumains, reconnue par le gouvernement, a adressé au public, le 17 janvier 1926, un appel dont voici un passage :

« Depuis quatre ans, dans les universités, les écoles supérieures, secondaires et primaires ; dans les locaux publics, les théâtres, concerts, restaurants, véhicules de transports en commun, dans la rue, ou dans leurs maisons privées, les citoyens juifs sont insultés, brutalisés et voient détruire leurs biens. Depuis quatre ans, dans de nombreuses villes on a pro-

États-Unis ; 1.909 au Canada ; 537 en Argentine ; 14.661 au Brésil ; 1.825 en Palestine.

fané des synagogues et des cimetières, on a dévasté des centaines de maisons, on a causé des dommages pour plusieurs millions, et jamais les agresseurs n'ont été condamnés, ni même poursuivis. »

VIII

LE RÔLE DES GRANDES PUISSANCES... ET LE NÔTRE

Voici le moment de demander : Et les grandes puissances ? Que font les grandes puissances ?

Elles sont complices du sanglant désordre balkanique, pour ne pas dire plus. Elles exercent sur les peuples des Balkans une hégémonie de déchirement qui s'y est substituée à la vieille rivalité de l'empire de Russie et de l'empire d'Autriche, et qui n'est pas moins néfaste pour ces peuples.

En France, en Angleterre — et en Amérique — l'opinion publique moyenne a de grandes prétentions au libéralisme et à la clairvoyance. Ces prétentions sont peut-être excessives en ce qui concerne le libéralisme. Elles sont injustifiées en ce qui concerne la clairvoyance. Il faut voir les choses non comme on voudrait qu'elles fussent, mais comme elles sont, et, au surplus, puisque

l'on a à juger ici le rôle de l'Europe, ce que j'ai dit pour les pays du sud oriental vaut pour les nôtres : il ne faut pas confondre une nation ni avec les personnages, ni même avec les régimes qui règlent en fait sa politique intérieure et extérieure.

La lourde, écrasante, et incessante ingérence des grandes puissances dans la presque île balkanique, qu'elles ont tant de fois retaillée à leur guise, se poursuit en vue de fins politiques particulières à ces puissances, et non selon l'intérêt des peuples qu'elles manipulent — et encore moins en vue de la paix générale.

Les mobiles qui poussent l'Angleterre, la France, l'Italie, à intervenir comme elles le font dans cette partie du vieux continent, sont des mobiles de colonisation. Colonisation économique et politique. Il s'agit pour chaque pays, de « défendre les intérêts de ses nationaux » ; lions : y prendre pied, y créer et y diriger des entreprises, exploiter pays et peuples au maximum, y former des sphères d'influence et d'expansion. Ajoutons : nouer des combinaisons d'alliances militaires et de propagande sociale. L'Évangile officiel moderne du « Droit et de la Civilisation » est la plus grande imposture des temps.

Il est bien manifeste que les antagonismes qui divisent ces petits pays, morcelés et domestiqués, n'auraient pas les conséquences européennes qu'ils ont, si les grandes puissances ne s'étaient

pas engagées si étroitement dans les affaires de ces pays, et ne s'y étaient pas liées par leurs convoitises et leurs intrigues ; si les pays balkaniques n'étaient pas des lots et des enjeux dont Londres, Paris et Rome viennent jouer sur le vaste échiquier triangulaire — selon la loi du plus fort, et l'absolu mépris du droit des populations à disposer d'elles-mêmes.

On sait que pour maintenir à tout prix le *statu quo* des nouveaux états balkaniques et danubiens créés par les traités de Versailles, de Trianon et de Neuilly, les gouvernements des trois états tchécoslovaque, yougoslave et roumain furent obligés par l'Entente de contracter un accord que l'on a appelé la Petite Entente. Mais l'impuissance de cette alliance en tutelle s'est clairement manifestée. Les trois pays alliés ont noué d'autres alliances séparées : l'une le fut entre la Yougoslavie et l'Italie, l'autre entre la Tchécoslovaquie et la France ; il y eut de plus l'accord tchécoslovaquo-italien, les arrangements roumano-polonais et bulgare-turc. De nouvelles combinaisons apparaissent à l'horizon, apportées par l'occident à l'orient : Création d'une triple alliance entre la Yougoslavie, la Grèce et la Roumanie. Élargissement de la Petite Entente par l'entrée de la Pologne. Formation d'une Fédération des États Danubiens. Chacune de ces combinaisons a, répétons-le, ses inspirateurs dans les grands pays européens. La première alliance repose sur des séries de calculs politiques extrême-

ment complexes et de combinaisons d'affaires, qui lui ôteraient toute chance de stabilité. L'entrée de la Pologne dans la Petite Entente ne saurait ajouter à celle-ci l'autorité qui lui manque. Quant à la Fédération Danubienne, c'est un projet qui émane de l'Angleterre, laquelle se trouve, à l'heure actuelle, la vraie maîtresse des Balkans, par suite de la crise financière de la France, à peu près incapable de subventionner désormais de nouveaux armements. La Grande-Bretagne aurait avantage à favoriser, par le moyen de ce consortium, le développement économique austro-hongrois. Et nous ne parlons pas de l'idée de l'Entente Méditerranéenne, caressée par l'Italie à son seul profit (1). Toute cette poli-

(1) Après les pactes de Locarno, la France se trouve coupée, selon l'expression de G. Péri, de ses vassaux de l'Europe centrale et orientale, et sa suzeraineté est compromise. Il y a une place à prendre et un remaniement de la Petite Entente à tenter. L'Angleterre, et surtout l'Italie, dont les appétits annexionnistes viennent de se révéler à grand orchestre, s'y emploient activement.

L'Italie a signé avec M. Nintchitch, ministre de Yougoslavie, une convention qui aspire à entraîner dans son orbe, d'abord la Roumanie, puis les autres pays balkaniques.

La nouvelle d'un pacte entre M. Mussolini et M. Pangalos, pour alliance militaire et fournitures de guerre, a couru, sans être officiellement confirmée à l'heure qu'il est, et a fort ému la presse britannique.

Quant aux tractations italo-albanaises à la suite desquelles fut fondée la banque Nationale d'Albanie, à la majorité d'actions italiennes, et signée une convention pour un emprunt de 50 millions, elles acculeront l'Albanie en peu d'années à la faillite en raison des conditions qui lui sont imposées : elle a souscrit 13 o/o d'intérêts pour ces 50 millions, intérêts payables à partir du jour de la signature, garantis par ses revenus douaniers. Les 50 millions ne seront versés que lorsque une société ita-

tique a un caractère factice appuyé sur des intérêts particuliers, des opportunismes immédiats, des moyens de fortune, et ne peut qu'aggraver les causes permanentes d'affaiblissement dont souffrent les états vassaux de la péninsule.

Le continent balkanique est un carrefour d'importantes voies mondiales de communication. Et les grands pays entendent s'y gêner le plus possible l'un l'autre. C'est là-bas un secteur géographique de la concurrence et de la lutte impérialistes universelles, et malgré les belles proclamations et les cérémonies solennelles, le drame des Balkans est alimenté et envenimé par cette mainmise. Si la question d'Orient existe à l'état aigu depuis si longtemps, c'est que les grandes puissances l'inventent et la fabriquent à mesure. Ces grandes puissances n'ont que trop de raisons, à leur point de vue expansionniste, d'entretenir les haines de races, comme elles l'ont fait d'une façon si manifeste à la fin de la guerre de 1914, en récompensant des services particuliers par des attributions territoriales arbitraires et irritantes et par des crédits

lienne aura la concession de la construction des routes et des ports : sous peu l'Italie pourra exercer un contrôle absolu sur Vallona et autres ports. Ce pacte, si manifestement contraire aux intérêts du pays, fut signé grâce à un énorme pot-de-vin que toucha le ministre des finances albanaises, Mufid bey Libohova. Il y eut, de ce fait, protestations et scandale aux deux chambres albanaises, et on proposa une enquête. Mais Mufid bey ayant avoué cyniquement et publiquement qu'il avait partagé la « commission » avec le dictateur Ahmed Zogou lui-même, l'enquête fut remise *sine'die* par les Chambres.

militaires ; en dotant certains États de droits factices ; en dressant, l'une contre l'autre, la Hongrie, la Roumanie, la Russie, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Grèce, la Turquie. Ces pays se trouvent en état endémique de guerre et il suffit du moindre incident pour provoquer une mêlée. Au cours de l'année écoulée, on s'est trouvé à la veille d'hostilités gréco-turques, puis ce fut la menace d'une guerre entre la Bulgarie et la Yougoslavie. Il n'y a pas longtemps, les relations entre la Grèce et la Yougoslavie furent extrêmement tendues à cause de la question de Salonique. Ces temps derniers, c'était le conflit gréco-bulgare.

LA GRANDE POLITIQUE RÉACTIONNAIRE

Au-dessus des buts d'exploitation poursuivis dans les Balkans par chaque puissance, se dessine un double but plus ample qu'elles se trouvent toutes d'accord pour envisager, parfois non ouvertement, mais toujours effectivement : la lutte contre la Russie et l'organisation d'une répression contre-révolutionnaire et, pour appeler les choses par leur nom, d'un fascisme international. De par le monde, les Brigands qui trônent ont leurs petits intérêts différents, mais leurs grands intérêts sont communs.

Il faut être aveugle ou désirer l'être pour ne

pas voir que le capitalisme et le fascisme ont partie liée dans le monde entier. Le fascisme est un instrument officieux de coercition qui défend et maintient la réaction universelle sous ses deux formes : la forme politique (les gouvernements de dictature conservatrice), la forme sociale (les puissances d'argent). Il a deux buts de guerre qui sont, comme l'a écrit M. Émile Kahn : l'acaparement de l'État et l'exploitation du travail. Cette gendarmerie de classe recrutée surtout dans les classes moyennes mécontentes et apeurées est partout en développement, soit sur le devant de la scène, soit dans la coulisse, au sein des pays de terreur blanche de là-bas, ou des pays de « terreur rose » comme le nôtre. On n'a pas le droit de dire que le fascisme ne se confond pas partout avec l'impérialisme et la réaction capitalistes. Et on n'a pas le droit de dire que ce n'est pas partout le même, malgré ses masques multiformes. Et partout il jouit soit de la complicité, soit de la complaisance des pouvoirs constitués.

Ne nous étonnons donc pas du prestige grandissant dont brille, dans l'est méditerranéen, M. Mussolini, maître momentanément de la belle Italie, et préfet de police de l'Europe Blanche. Mais ne nous étonnons pas non plus si quelque jour toute l'accumulation des convoitises, des préparatifs, des combinaisons et des coups de clairon nous amène la guerre, et ne faisons pas, ce jour-là, retomber hypocritement sur un seul la responsabilité de tous. La haine est le prin-

cipe du capitalisme, la guerre est sa raison d'être — à l'extérieur et à l'intérieur. La guerre est contre-révolutionnaire, étant en même temps la détourneuse et la dévoreuse des peuples.

Et peut-on n'être pas frappé par la complaisance avec laquelle les gouvernements des pays occidentaux contemplent les faits et gestes de gouvernements d'assassins ! Quel écho une série de crimes qui ne sont ni niables, ni défendables, trouve-t-elle dans nos sphères officielles ? Les panégyriques les plus complets du gouvernement Bratianu ou du gouvernement Tsankov-Volkov, je les ai entendus dans les Légations de France. M. Japy, Chargé d'Affaires de la République Française à Bucarest, se montrait sur place plus royaliste que le roi, et ce parfait gentleman trouvait tout naturel, notamment, qu'en Roumanie « où on a l'habitude de battre les soldats », on battît les prisonniers.

M. Gérardy, vice-consul de France à Sofia, estimait exagéré le bruit qu'on prétendait faire autour des massacres gouvernementaux. Il ajoutait que l'intervention des représentants de la France en faveur de condamnés ou de prisonniers avait toujours été suivie d'effet. « Les autorités françaises peuvent sauver des existences. ». Voilà une parole qu'on peut estimer infiniment grave en présence des abominations qui se sont perpétrées et qui se perpétuent chaque jour dans la capitale où brille la Légation de France.

Le Bulletin de la presse roumaine, publié par

notre ministère des Affaires Étrangères, est, avec des allures jésuitiques d'éclectisme, un plaidoyer d'une partialité impeccable en faveur du gouvernement roumain.

Dans leurs déclarations publiques à grand orchestre, nos gouvernants ne parlent que de paix et d'ordre.

M. Tsankov et M. Volkov aussi, en parlent, dans les mêmes termes. M. Tsankov, le professeur aux bras de boucher, ne veut même pas admettre que son gouvernement soit considéré comme réactionnaire. C'est, dit-il, un bruit que font courir l'*Humanité* et autres journaux communistes. En réalité, assure-t-il, son gouvernement est ce qu'on a fait de plus libéral.

L'hypocrisie est plus haïssable que le cynisme. En réalité, Tsankov et son alter ego Volkov ont été des suppôts de la conservation sociale et de la réaction. Ce sont des agents déchaînés de la contre-révolution. On est prêt à les désavouer, mais on ne fait rien pour les gêner, et cette apparente indifférence de gens qui sont exactement informés, nous la dénonçons — et nous la flétrissons — comme une attitude politique, une ligne de conduite.

On ne saurait trop rappeler ici qu'un des organes de l'Entente, la Commission Interalliée des Réparations, est intervenu pour annuler un certain nombre de lois et de mesures au caractère hardiment démocratique, édictées par Stamboliisky. Celui-ci était l'auteur d'une loi d'organi-

sation de consortiums par l'État ayant pour but d'éliminer les intermédiaires et spéculateurs entre la production et la consommation ; d'une autre loi sur les responsabilités de la guerre mondiale, c'est-à-dire contre tous les fauteurs de la participation de la Bulgarie à la guerre et en même temps contre les scandaleux profiteurs de la guerre ; d'une autre loi établissant une distinction entre le capital productif et le capital spéculatif — le premier employé pour le développement de l'agriculture et de l'industrie, le second manié par les banques commerciales d'escompte et de change, ce dernier étant imposé durement. La Commission des Réparations — représentant les grandes démocraties européennes — est intervenue et a supprimé purement et simplement ces trois lois trop populaires (1).

Depuis, l'Entente a accordé au gouvernement bulgare les 10.000 soldats supplémentaires nécessaires pour mater sur son sol les derniers sur-

(1) Que les nuances infinitésimales des partis qui se prétendent chez nous républicains ne nous donnent pas le change. Pour ne pas parler de la politique intérieure — la politique extérieure du ministère du Bloc des Gauches a été tout aussi réactionnaire que celle du Bloc National. En voici un seul exemple, dont j'ai particulièrement le droit de faire état, en ma qualité de Secrétaire Général du Comité Pro-Hindou : Comme tout autre gouvernement conservateur l'aurait fait, le ministère du Cartel a expulsé de France le militant hindou Roy et un certain nombre d'autres nationalistes hindous. Après les dirigeants de la Suisse et de l'Allemagne, il a obéi aux injonctions de l'Angleterre, qui parvient à faire chasser successivement de tous les pays de la terre et à transformer en éternels fuyards, des hommes dont l'idéal est de délivrer leur patrie d'un joug abominable.

sauts d'indépendance et de dignité humaines (1).

Personne n'ignore aujourd'hui que le gouvernement bulgare a de son côté, fait des avances à la presse européenne et obtenu, par tous les moyens (y compris les subventions), la bienveillante neutralité ou même la sympathie de nombreux organes de la presse. De la grande presse, qui mobilise l'opinion européenne, M. Charles Maus, journaliste américain, sans opinions politiques (ou tout au moins non communiste), a pu écrire : « La grande presse étrangère, surtout la *Nouvelle Presse Libre* de Vienne, le *Times* de Londres, et le *Temps* de Paris, soutiennent de la façon la plus scandaleuse la politique du général Volkov. »

Un journal parisien qui se dit démocratique et antifasciste prend à son compte les informations qu'il reçoit du « Bureau de la Presse bulgare » au point d'intituler un article : « Il n'y a pas de

(1) D'après le traité de Trianon, la Hongrie n'a le droit d'entretenir qu'une armée de 35.000 hommes. Mais « L'armée noire » hongroise, placée sous la direction de l'organisation *Levente* compte en fait 400.000 hommes de troupe armée et organisée secrètement, sous les apparences d'associations sportives. M. Mussolini livre à l'amiral Horthy du matériel de guerre en grande quantité : dernièrement les cheminots autrichiens découvraient en gare de Gratz plusieurs wagons contenant des mitrailleuses et des munitions à destination de Budapest. Jusqu'ici, l'armée noire n'avait pas encore d'uniformes. En mars 1926 il est arrivé à Budapest, venant d'Italie, 600.000 uniformes gris-noir — le marché a été conclu à Rome par le député Jean Bogya au nom du gouvernement hongrois. Le baron Perenyi, celui-là même auquel le comte Bethlen adressa une lettre prouvant sa culpabilité dans l'affaire des faux billets français, a conclu un marché semblable à Londres.

fascisme en Bulgarie. ». Quel jugement peut-on porter sur une presse qui à propos d'événements qui ne sont plus secrets, accepte aussi docilement les mots d'ordre des Mussolinis balkaniques ?

Il y a eu quelques protestations véhémentes, mais en dehors de l'*Humanité*, du *Populaire*, du *Quotidien*, de l'*Ère Nouvelle*, du *Peuple de Bruxelles*, de l'*Abend* et de l'*Arbeiter Zeitung* de Vienne, la liste ne serait pas longue des autres grands journaux qui ont osé élever la voix. Et je dirai sans doute quelque jour les fins de non recevoir auxquelles on se heurte lorsqu'on s'adresse sur les questions balkaniques à tels journaux importants de France et d'ailleurs.

QUE FAIRE ?

L'exposé des faits ne doit plus nous suffire. À un état de choses quel qu'il soit, il y a toujours un remède. Dans cette question balkanique qui nous occupe et qui nous étreint, le premier devoir de l'honnête homme c'est de libérer son jugement. Dégager la vérité des mensonges qui l'enterrent. Il doit aussi, non moins impérieusement, chercher ce qu'on peut faire pour sauver l'avenir.

Nous ne devons pas compter sur les puissances officielles quelles qu'elles soient. Le salut ne peut

pas venir de là. Ce ne sont pas des supplications et des placets à nos dirigeants qui modifieront en quoi que ce soit les rouages de la grande machine politique qui conduit les choses. Et ce ne sont pas les autorités constituées qui se feront, pas plus cette fois-ci que toutes les autres, les porte-paroles de la conscience des hommes.

La Société des Nations ?

En principe, la Société des Nations est une institution qui émane directement des organismes dirigeants des Puissances victorieuses. Elle ne peut pas ne pas faire la politique impérialiste de concurrence et de division, des États qui l'ont créée, la lancent et la subventionnent. C'est par un véritable jeu de mots qu'on la présente comme une ligue des peuples. Elle n'est qu'une ligue des chancelleries, qu'un ministère international des gouvernants du vieux monde, qui travaille à l'exécution des traités de paix lesquels ont la même origine qu'elle, — c'est-à-dire tout le contraire d'une ligue des peuples.

En fait, elle n'a abouti qu'à collectionner des échecs successifs en ce qui concerne le règlement des nouveaux conflits — échecs qu'elle dissimule par une retentissante publicité périodique ; en fait, elle n'a jamais pu et ne pourra jamais être qu'une façade décorative sur quoi est inscrite la formule prestigieuse : Arbitrage, Sécurité, Désarmement, chère aux Robespierres de l'ordre établi, et derrière laquelle elle est chargée de diverses besognes tendant toutes à consolider

l'œuvre des impérialismes d'Occident et à cimenter internationalement la conservation sociale. Lorsqu'on a fait campagne pour la création de la Société des Nations, les Anglo-Saxons, gens pratiques et nets, l'ont préconisée comme un « antidote » contre l'organisation des masses exploitées. La Société des Nations est un instrument des rois contre les peuples — et tout ce qu'on peut en dire d'autre ne sont que paroles qu'emporte le vent.

Il est permis de sourire quand on entend des rêveurs prétendre que la Paix descendra des nuages sur la terre à travers le régime actuel, sans en rien changer, en vertu de quelque coup de baguette magique — on peut sourire, parce qu'un paradoxe n'est presque plus un mensonge. Mais on ne peut entendre sans irritation les fauteurs de la Société des Nations annoncer qu'ils apportent le début d'une ère nouvelle et d'un esprit nouveau, parce qu'en s'exprimant ainsi avec leur lourd prestige de potentats, ils mystifient beaucoup de braves gens. Adapter la justice et l'égalité à la société telle qu'elle est présentement constituée, c'est, dans le plan social et politique, un problème identique à celui de la quadrature du cercle — et nos politiciens n'ont pour but que d'embrouiller les problèmes insolubles.

D'ailleurs, il suffit de constater dans l'espèce, sans être obligé d'argumenter plus avant, que la Société des Nations n'accueille pas les réclama-

tions ou les pétitions des organisations illégales. Or, la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie, la Grèce et la Hongrie, ont décrété illégales toutes les organisations susceptibles de faire entendre une protestation.

La Ligue des Droits de l'Homme ? A-t-elle osé accomplir, dans cette voie comme dans d'autres, tout ce qu'elle aurait dû ou ce qu'elle aurait pu faire (1) ?

L'organisation qui a le plus agi pour projeter la lumière sur les agissements des Royaumes de la Police et sur les sacrifices humains légaux des Balkans, c'est le Secours Rouge International. Cette noble institution, qui a droit à la gratitude de tous les hommes de cœur, est uniquement basée, à l'écart de la politique, sur la solidarité des prolétariats, et se tient hautainement en marge de la machine officielle.

L'opinion publique doit donc se manifester directement et ne pas confier ces vastes règlements de justice à de grands acteurs qui ont leur rôle à jouer. Moins que jamais, devant le cri d'agonie qui sort du continent balkanique, devant la tragédie réaliste d'un partage de butin, d'une chasse aux concessions et aux influences économiques et politiques, elle doit se laisser prendre aux sonores rhétoriques gouvernemen-

(1) La Croix-Rouge n'a pas observé aux Balkans une attitude nette. Le général Burnham est fondé à l'accuser en ce qui concerne l'enquête qu'elle a menée au Monténégro, d'être « un instrument de la politique des Alliés. »

tales, aux comédies verbales et aux vieilles chansons hypocrites de Genève et de Locarno. Elle doit agir pour son compte et faire entendre librement et hautement sa voix, à elle.

Il n'est pas possible que cette fois, elle ne le fasse pas avec opiniâtreté. On ne peut pas accepter, dès qu'on les connaît, les attentats révoltants qui tachent notre « civilisation » tout entière et déconsidéreront aux yeux de l'histoire tous ceux qui, ayant pu parler haut, ne l'ont pas fait.

Au reste, un grand appel des honnêtes gens, des consciences droites et claires qui sont encore nombreuses partout, peut avoir une influence décisive. N'oublions pas que c'est à la suite d'une intervention énergique d'un certain nombre de personnalités européennes qu'à Budapest, Rakosi a échappé à une mort certaine : Sous la pression de cet appel direct, la terrible cour martiale hongroise appelée le Statarium, et dont l'arrêt ne pouvait qu'être une condamnation à mort exécutée deux heures après, s'est déclarée incompétente. J'ai par moi-même constaté la portée capitale qu'avait, dans tous les pays que j'ai traversés, l'expression du sentiment public occidental.

LES COMITÉS DE DÉFENSE

L'opposition politique ne peut rien faire dans les Balkans par les moyens légaux puisque est

défini illégal tout ce qui est d'opposition. Mais les gouvernements ne pourraient rien faire non plus — pas même se maintenir un seul jour — s'ils étaient réduits aux seuls moyens légaux. Il est hors de doute que dans chacun de ces pays, des élections vraiment libres balayeraient le fascisme d'État. L'opposition grandit pourtant de jour en jour (1). Elle a surtout besoin, pour grandir encore, de lumière. « Qu'on sache là-bas ce qui se passe ici », tel est le vœu des martyrs du sud oriental.

Un d'eux, m'a communiqué la lettre qu'avait réussi à lui envoyer un emprisonné de Belgrade : « Dis aux camarades français que nous ne demandons qu'une chose : qu'ils écrivent au sujet des souffrances que nous endurons et protestent contre les actes de barbarie du gouvernement fasciste yougoslave. Nous savons souffrir la faim, nous sommes habitués à n'être assistés d'aucune défense judiciaire, nous pouvons rester sans argent étant donné que nous n'en avons jamais,

(1) Les dernières élections municipales roumaines et bulgares (1926) en font foi : En Roumanie le gouvernement « libéral » a perdu, malgré le terrorisme électoral et les faux dénombrements, la majorité absolue dans les villes. En Bulgarie, les élections municipales ont montré la formation d'un mouvement protestataire considérable, de droite et de gauche (nationaux libéraux, agrariens, démocrates) ; les candidats officiels ont réuni à Sofia un tiers des voix, et dans les provinces, les deux cinquièmes, et cela malgré la pression des autorités locales : menaces ouvertement exprimées, bastonnades, sévices, interdictions de réunions et meurtres. (A Chumen un citoyen chargé de remettre une pétition au sujet de la dispersion d'une réunion par la force armée, a disparu.)

mais donnez-nous la voix de la presse qui seule peut nous consoler ! ».

Pour permettre à cette opinion des honnêtes gens de se faire entendre, en dehors de toute présomption d'ordre politique et uniquement selon les principes imprescriptibles de l'équité et de la solidarité humaines, nous avons constitué à Paris, à Londres et à Vienne, des Comités de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans. Ces Comités ont pour but de publier, de faire vivre et, j'ose l'assurer, de faire agir, la protestation des consciences.

Leur tâche consistera d'abord à divulguer les réalités cachées au monde par des communiqués perfides, et à présenter à l'aide d'informations contrôlées, un tableau exact des faits et un exposé objectif de leurs causes. Il n'y a pas de protestation plus prenante que celle qui émane d'un récit impartial, sans « littérature » — et même, sans commentaires — et dont l'authenticité est visible.

Les Comités de Défense entreprendront des campagnes plus précises sur : l'amnistie pleine et entière pour tous les prisonniers et exilés politiques. On a joué de l'amnistie dans les Balkans, mais ce n'a jamais été qu'une parodie d'amnistie, qui a surtout profité aux bourreaux et aux assassins. Les Comités de défense reviendront pleinement et largement sur cet épisode de la comédie des gouvernements et de la tragédie des peuples, et sur les seules mesures susceptibles de

balayer ce qui reste du passé et d'assainir le présent.

En second lieu — et il s'agit ici plus spécialement de la Bulgarie — nous poursuivrons l'obtention de ce droit urgent : pouvoir porter secours aux survivants, et aux familles des victimes. J'ai déjà dit que cette assistance était formellement interdite en Bulgarie où les enfants et les mères de ceux qui furent tués sont considérés comme des complices, et comme des complices aussi ceux qui prétendent les empêcher de mourir de faim.

Nous fonderons de nouveaux comités et nous établirons un lien international entre ces comités, de façon à mener une action plus cohérente et plus pressante. Nous publierons un bulletin qui donnera des informations sûres et mettra au point les déformations intéressées d'une presse réactionnaire ou vendue.

Enfin, conséquents avec notre projet d'apporter des solutions logiques au sanguinaire désarroi des États balkaniques, nous lutterons pour faire connaître, et propager la grande idée féconde de la Fédération Balkanique.

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Si les différents pays et régions des Balkans, qui sont actuellement pauvres, affaiblis et en

conflits perpétuels, formaient un ensemble harmonique où le caractère et l'autonomie intellectuelle de chaque région étaient scrupuleusement sauvegardés, ce serait là un bloc solide, inspirant le respect en droit et en fait, et le maximum de paix et de prospérité y serait logiquement installé. C'est la seule solution pratique que l'on puisse imaginer à la question des minorités ethniques, et cette large réalisation de la démocratie marquerait sans contredit le début d'une renaissance économique pour chacun de ces pays et pour l'ensemble formé librement par eux.

Un simple coup d'œil sur la carte prouve que les pays balkaniques, enclavés l'un dans l'autre et comprimés, se trouvent dans des conditions vitales réduites s'ils veulent vivre chacun selon la règle féroce de « chacun pour soi ». Ils sont notamment sous une étroite dépendance réciproque en ce qui concerne les débouchés sur la mer. Ce problème des portes maritimes travaille la Yougoslavie — question dalmate et question albanaise, et surtout question de Salonique. La Bulgarie qui ne possède plus qu'une portion du rivage de la mer Noire, fermée par le Bosphore, a réellement besoin d'une ouverture sur la mer Egée. Mais on ne saurait, sous le signe du nationalisme et de l'impérialisme, donner satisfaction à ces aspirations légitimes en soi, qu'en spoliant la Grèce. Ces questions sont donc littéralement insolubles et les deux « points névralgiques » de l'organisme balkanique, comme les

Dénomme Jean Zyromski, — Salonique et Dédéaghatçh — incurables, dans l'état actuel des choses. Toute la vie économique des Balkans souffre, dans son développement, d'anomalies similaires.

La conception d'une Fédération Balkanique n'a sa raison d'être et sa signification que s'il s'agit d'une Fédération de tous les États et régions des Balkans, sans exception aucune. Toute réalisation fractionnée serait contraire au but, puisqu'elle renforcerait un impérialisme au détriment des autres. Prenons le premier exemple qui se présente : une union serbo-bulgare (il ne s'agit pas ici, bien entendu, d'un pacte de bonnes relations et d'alliance, toujours souhaitable, mais d'une union organique), loin d'être un stade de la Fédération Balkanique, en serait la négation. Ce ne serait qu'une combinaison destinée à donner plus de poids aux revendications des deux pays aux dépens de la Grèce (Salonique à la Yougoslavie, Cavalla ou Dédéaghatçh à la Bulgarie) et, en fin de compte, ne servirait que les appétits yougoslaves. Il faut se méfier comme d'un piège de cette formule d'expansionisme mal déguisée, dont l'Organisation Fédérative Macédonienne se fait la propagandiste dans son journal *Makedonsko Soznanié*, sous le prétexte qu'elle constitue une étape (1). M. Kosta

(1) En ce qui concerne le titre de : Fédéralistes Macédoniens, il ne faudrait pas perdre de vue que ce fut l'Aile gauche de l'O. R. I. M. qui, en 1908, après la révolution jeune-turque et

Todoroff, grand partisan d'un État bulgare-yougoslave, invoque des analogies spécieuses comme celles-ci : « Pourquoi la Yougoslavie ne serait-elle pas le Piémont des Balkans ! » On voit clairement se dessiner dans cette phrase l'idée de la domination yougoslave sur la péninsule, mais on aperçoit beaucoup moins clairement que cette suprématie puisse jamais aboutir à une fédération égalitaire. La Macédoine, crucifiée ou plus exactement, selon l'expression de Daniel Renoult, écartelée, par les Alliés, ne serait pas délivrée par un pacte de cette espèce, qui ne ferait de ces malheureux territoires qu'un champ de bataille d'une forme nouvelle. La même appréciation s'impose pour les Autonomistes qui résolvent la question macédonienne par celle de la plus grande Bulgarie. La lutte des minorités balkaniques pour l'indépendance ne peut se concevoir pratiquement que comme une large alliance de toutes les minorités opprimées, alliance appuyée sur les classes laborieuses, opprimées de la même façon et par les mêmes bourreaux, et constituant un « front unique » contre les impé-

la proclamation de la Constitution en Turquie, se constitua en Parti Fédératif Populaire. Les fondateurs de ce parti légal ont été Sandansky, Kantardjiev, Panitza, Vlakhov, Yankov, Tchernopéev et Dobri Daskalov. Mais les Fédéralistes groupés autour du journal *Makedonsko Soznanié* ne sont que des agents du gouvernement de Pachitch. Ils n'ont rien de commun avec l'ancien Parti Fédératif Populaire. Leurs chefs Terziev et H. Rindov exécutent les ordres du gouvernement serbe pour dénationaliser et assimiler le peuple macédonien et servir les intérêts d'expansion vers le sud de l'impérialisme serbe.

rialismes et réactions, balkaniques et internationales (1).

J'ai agité là où j'ai passé l'idée de la Fédération Balkanique, dont la réalisation impliquerait donc comme première condition la suppression des tyrannies dirigeantes actuelles et l'instauration de régimes réellement démocratiques. J'ai trouvé qu'elle avait partout, là-bas, de nombreux partisans convaincus, tant elle répond manifestement à toutes les aspirations diverses des populations exploitées par l'étranger et arrêtées dans leur évolution par les exigences de la grande politique européenne, et que leurs incessantes rivalités usent et appauvrissent encore, et livrent à des coteries déréglées. Mais tous les enthousiastes de cet idéal rationnel ajoutaient : « Les grandes puissances ne le permettront pas. Il est contraire à leurs desseins que les Balkans forment une sorte de grande nation amie à plusieurs têtes, politiquement pacifiée, économiquement unifiée. »

(1) A la Conférence constitutive du mouvement révolutionnaire macédonien unifié qui a eu lieu au mois d'octobre 1925 étaient représentés : la gauche de l'O. R. I. M. et les comités et groupes organisés dans la Macédoine-sous-dominations-serbe et grecque, sur la base du Manifeste du 6 mai 1924, les groupes d'anciens révolutionnaires de Serrès (champ d'action de Sandansky, Panitza, Kantardjiev), les émigrés macédoniens communistes, l'Union de l'émigration macédonienne et l'Organisation de Sainte-Elie des anciens révolutionnaires en Bulgarie.

L'O. R. I. M. unifiée poursuit clairement ce but : l'indépendance de la Macédoine comme membre de la Fédération Balkanique, et se dresse contre l'impérialisme des états actuels des Balkans et contre l'impérialisme des états occidentaux.

Sans doute il ne faut pas se dissimuler les difficultés que rencontrera de la part de ceux qui se posent en arbitres des destinées des autres, la formation des « États-Unis des Balkans ». Les grandes puissances se cramponnent puissamment au maintien du statut incohérent et mortel édicté par les traités de paix et que bouleverserait ce remaniement rationnel des populations. C'est une raison pour que ces populations doublement esclaves à l'intérieur et à l'extérieur, s'acharnent à un progrès qui les débarrasserait de l'ennemi intérieur et de l'ennemi extérieur, et qui, de plus assurerait la paix européenne plus définitivement que tout autre moyen. Pour donner corps à une idée, il faut commencer par l'exprimer et la répandre. Quand elle est là, elle se plante d'elle-même. D'un grand débat, à cette lumière, sur la lugubre et interminable question d'Orient qui a provoqué jusqu'ici tant de cataclysmes humains, sortiront tôt ou tard les voies raisonnables qu'il convient de suivre. Les raisons factices et inavouables s'effondreront vite devant les évidences (1).

J'adresse un appel ardent à tous ceux qui s'intéressent au sort présent des hommes et à l'avenir de l'humanité pour leur demander d'aider de leur adhésion et de leurs efforts la tâche loyale et saine entreprise par les Comités. Cha-

(1) Une grande enquête entreprise par le journal si solidement documenté : la *Fédération Balkanique* a déjà dégagé avec beaucoup de relief, les éléments de ce problème.

cun selon ses ressources peut et doit nous apporter son appui. Une intervention vigoureuse pour clore un cycle d'attentats monstrueux, une ère de barbarie ouverte au sein de l'époque contemporaine, n'a que trop tardé, et nous avons tous à nous faire pardonner notre inertie et notre paresse (1).

★
★★

Cette étude était écrite lorsque nous est arrivée la nouvelle de la démission de M. Tsankov. Rien ne peut nous inciter à penser que les méthodes de banditisme gouvernemental appliquées par Tsankov, qu'un simple incident parlementaire qui a mis aux prises deux fractions de l'Entente Démocratique fait

(1) Voici quelle est la composition du Comité de Défense français pour les Victimes de la Terreur Blanche en Bulgarie et dans les Balkans (mars 1926) :

Romain Rolland, Séverine, M^{me} de Saint Prix, Frédéric Brunet (vice-président de la Chambre), Cazals, Ernest Lafont, Ferdinand Faure, Compère-Morel, Fontanier, Eugène Frot, André Berthon, Helies, Marius Moutet, Vaillant-Couturier, Chastanet, Jules Uhry, Evrard, Charles Baron, Reynaud, Albert Fournier (députés), Alexandre Luquet, Jean Garchery, André Gayot, Robert Bos, Louis Sellier (conseillers généraux de la Seine), Jean Longuet, Bracke (anciens députés), Henry Torrès, Marcel Willard (avocats), Léon Jouhaux (secrétaire de la C. G. T.), Langevin, Prenant, Victor Basch, Albert Mathiez (professeurs), Mathias Morhardt, Georges Duhamel, Panait Istrati, Victor Margueritte, Léon Bazalgette, Marcel Martinet, Georges Chennevières, Léon Werth, Jean-Richard Bloch, Charles Vildrac, Henri Marx, Georges Pioch, André Gybal, Paul Louis, Bernard Le-cache, André Salmon, Francis Jourdain, Zyromski-Henri Barbusse, président ; Daniel Renouet, secrétaire.

Un second Comité français s'est constitué spontanément à Nancy.

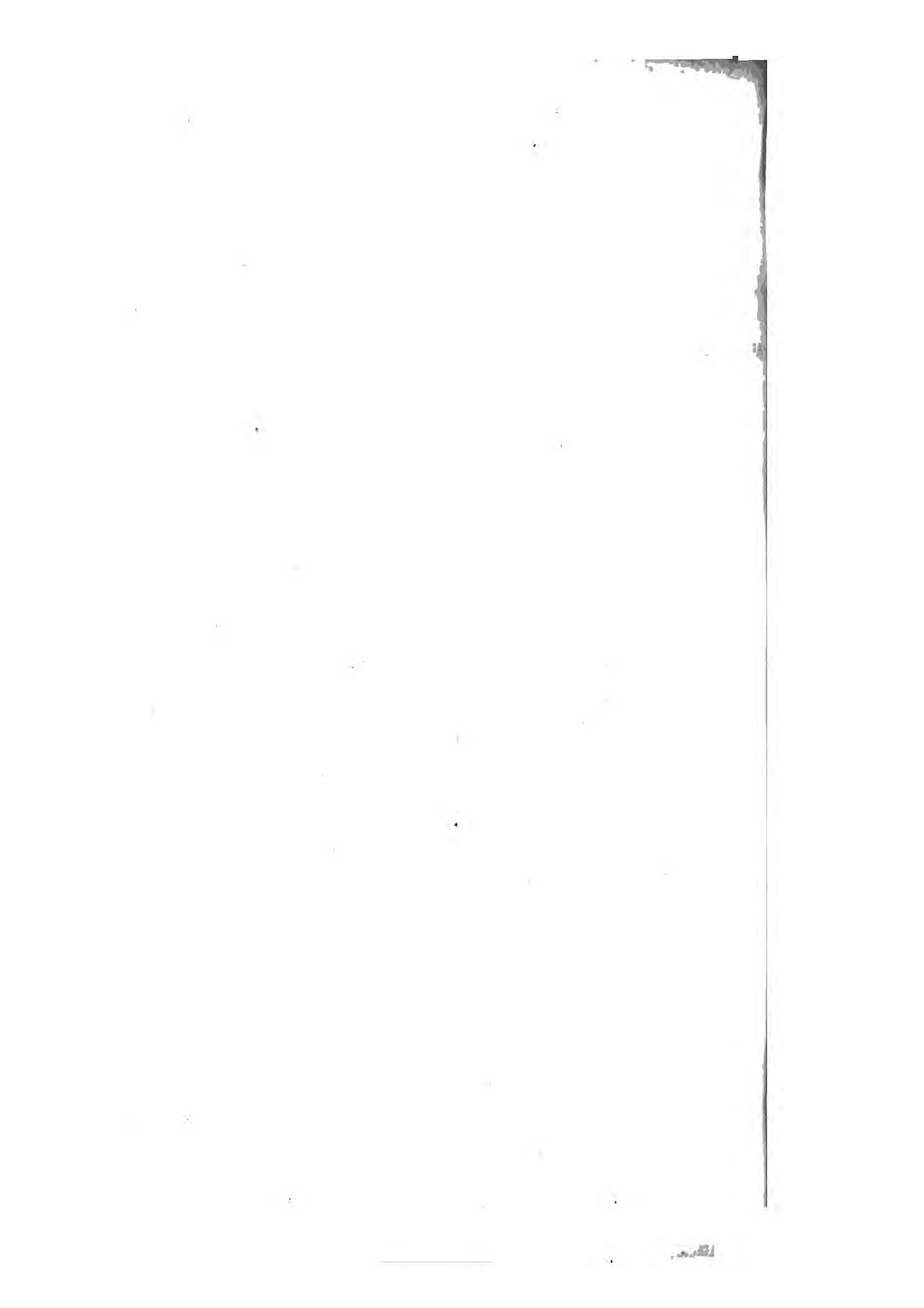
Le Comité de Vienne a pour président l'avocat Rosenberg. Celui de Londres, le colonel Wedgwood, membre du Parlement.

Le Comité de Genève a pour président le professeur Duvilleard, Directeur des Archives scolaires.

renter momentanément dans la coulisse (au fauteuil de la présidence de la Chambre), soient désormais répudiées par un ministère où son âme damnée, le général Volkov, conserve le portefeuille de la guerre, où entrent un des fondateurs et chefs de la Ligue Militaire M. Slaveiko Vassilov, ainsi qu'un autre bourreau militaire des populations, M. Kimon Gueorguiev, et où M. Koulev, ex-président du Sobranié, formellement accusé d'avoir falsifié un vote pour sauver M. Tsankov, devient ministre de la Justice. Quelles mesures M. Liaptchev prendra-t-il contre la Ligue Militaire, contre les « Autonomistes » Macédoniens, les Wrangéliens et les fascistes ? Quelle position adoptera-t-il vis-à-vis de la loi monstrueuse de la Sûreté de l'Etat et de la question d'une amnistie sincère ? Nous ne tarderons pas, hélas, à être fixés sur ces points...

L'opinion publique — je veux le répéter en guise de conclusion — aime à s'entourer d'un brouillard d'optimisme, et les riches journaux, ses directeurs de conscience perfectionnés, cultivent aisément son aveuglement. Il a fallu le meurtre de Matéoti — ce ne fut pourtant qu'un épisode entre mille — pour qu'elle se décidât à voir face à face le vrai Mussolini. Il a fallu la complicité officielle dans une vulgaire affaire de faux-monnayeurs pour qu'elle se rende compte de l'authentique physionomie du régent Horthy et de son entourage. En vérité, les quelques journaux indépendants d'avant-garde crient dans le désert. Et cette Opinion, lorsqu'elle a été dérangée par quelque révélation sensationnelle, retombe volontiers, sous le moindre prétexte, à sa douce folie, car elle désire avant tout qu'on lui laisse la paix. Il suffit de quelque rafistolage au sommet de la machine dirigeante, et de la réclame creuse que constituent les déclarations d'un nouveau titulaire de portefeuille, pour la tranquilliser. Il est à craindre que cela ne se passe pour la Bulgarie et éventuellement pour la Roumanie ou la Hongrie. Et le jour où quelque grand événement scandaleux établira définitivement comme cela est fatal, la faillite de la Société des Nations et de son programme de guérisseuse impérialiste de la guerre, il suffira que cette institution change de nom pour qu'elle récupère à nouveau la confiance générale, et que la collectivité contemporaine reprenne en toute tranquillité sa marche à l'abîme.

**LE PLUS GRAND PROCÈS
POLITIQUE DU MONDE**



BOUT DE L'EUROPE

Sur cette ville passe un grand souffle de froid. Il y a dans les rues des corbeaux et des troïkas. Les corbeaux picorent par bandes et par grappes, comme on voit, dans d'autres localités, les moineaux ou les poules, sur la chaussée neigeuse et gelée qui forme la grande rue. Cette rue, c'est d'abord une large avenue qui débouche de la gare. Et les troïkas avec leur cheval surmonté d'un arceau sonnante, sont d'antiques voitures très délabrées et élimées qui semblent devoir se disloquer à chaque tour de roue, et sur le devant desquelles est accroupi un homme sombre, vêtu d'une vieille pelisse, ou bien de lainages déteints, et terminé par un bonnet de laine ou de fourrure.

Sur les quelques baraquements qu'on discerne de temps en temps, à droite ou à gauche de cette sorte de terrain vague marqué d'ornières qu'est le commencement de la grande rue, il y a des inscriptions en russe, parfois demi effacées et recouvertes d'autres inscriptions. En ce décor blanc et net comme du papier où est dessiné ce grand paysage au fusain rehaussé de bistre, au

milieu de ce froid, de cet attirail, de ces personnages, on se croit en Russie.

Mais on est à Chisinau, que nous appelons Kichinev, capitale de la Bessarabie.

La grande Russie n'est pas loin : on en aperçoit les vallonnements dans la distance, lorsque l'on monte sur les hauteurs qui couronnent la ville, à l'endroit où le général Rudeanu, commandant le III^e Corps d'occupation roumaine, a fait élever, en hommage de la Roumanie à Rome, la statue historique de la Louve.

Nous occupons à nous quatre deux voitures, car il n'y a pas moyen de tenir à plus de deux dans les pittoresques fiacres à grelots de Kichinev. A côté de moi est un homme au bonnet d'astrakan, à la moustache grise, au teint jeune, à l'œil clair et amical. C'est M. Costa Foru, secrétaire de la Ligue des Droits de l'Homme roumaine, qui accompagne et assiste la « mission » venue d'occident, sous les espèces de M^{lle} Paule Lamy, de Léon Vernochet, et de moi.

Nous suivons l'Avenue de la Gare qui peu à peu se change en rue sans rien perdre de son immense largeur. Des maisons de plus en plus hautes et de plus en plus pressées ; et un grand bâtiment qui est une banque ; et un palais qui est quelque Cercle Militaire. Voilà je ne sais combien de temps que nous roulons sur le verglas grisâtre et il y a toujours des maisons qui recommencent à droite et à gauche. Kichinev n'a presque que cette rue, mais cette rue est in-

ferminable. Nous la quittons enfin sur notre droite pour prendre les faubourgs. Nous roulons sur des pistes de terre qui ne sont pavées que par les durcissements du gel, et où les ornières sont dures comme des rails, nous débouchons dans une campagne triste, dépouillée, pleine de grands vides. Il fait un froid terrible qui peint les figures en rose vif et poigne les yeux. Puis un monument se masse devant nos regards et bouche la vue. C'est un énorme château féodal, majestueux et compact, autour duquel vivent quelques habitations neuves ; et nous nous arrêtons devant la poterne moyenâgeuse de ce château-fort. Il y a là des officiers et des soldats, uniforme kaki, casquette, et courte baïonnette large au bout du fusil. La porte s'entre-bâille, puis s'ouvre, et nous pénétrons dans la prison de Kichinev.

Entre le haut mur d'enceinte et le corps ramassé du château-fort, tourne une cour. On croise des groupes d'hommes gardés par des soldats qui ont la baïonnette au canon. Ces hommes ont des faces chétives et sont vêtus de costumes rayés semblables à de lugubres pyjamas. Lorsque nous passons, les gardes nous prennent sans doute pour des autorités, car ils rassemblent à la hâte leurs troupeaux humains qui se mettent au garde à vous et nous saluent d'un étrange vivat sonore.

Nous sommes devant un bâtiment en planches, étroit et très long, qui obstrue le pas-

sage. Nous pénétrons dans ce baraquement qui est plein de monde. Au fond, visible comme l'autel pendant la messe, est une table devant laquelle sont assis cinq officiers, sanglés, immobiles, sages, les deux mains posées devant eux sur la table. En face de celui du milieu un petit crucifix est debout.

Les cinq officiers du Conseil de Guerre ne remuent pas beaucoup plus que le crucifix. Un photographe n'aurait pas besoin de leur dire : Ne bougez plus. Leur grande capote est couleur moutarde, barrée d'un baudrier, avec de larges revers, et quelques taches rouges. L'un, à un bout, présente une grosse figure ; l'autre, à l'autre bout, une figure mince. Aucun ne semble avoir dépassé la quarantaine.

Devant les cinq juges, il y a un poêle, et aussi un amoncellement de vieux fusils et de vieux sabres, un bric à brac guerrier calé par deux petites mitrailleuses sur le devant. Des fusils sont également rangés tout le long du mur du fond comme dans une caserne. A droite de la table des juges est une autre table, placée perpendiculairement, et où siègent deux officiers, qui sont les commissaires royaux. A la gauche, une autre table, parallèle à celle du ministère public, est occupée par six ou huit civils, qui sont les avocats.

A quelques pas du tribunal, des rangées de chaises marquent la place du public. Au premier rang, on a placé trois fauteuils qui sont

destinés à mes compagnons et à moi. Il y a quelques jeunes gens sur les chaises affectées au public. Dans toute l'autre moitié de la salle sont tassés plusieurs centaines d'hommes, la plupart debout, quelques-uns assis ; un, étendu sur une civière. Cette foule silencieuse des inculpés est gardée par des soldats en armes.

C'est dans cette enceinte que se déroule un procès monstre, « le plus grand procès politique du monde », m'a dit en propres termes et non sans fierté, un des juges du Conseil de Guerre. Il y a eu environ cinq cents inculpés. Une centaine a disparu : mort ou fuite. L'accusation est maintenue contre 283 prisonniers.

Nous sommes venus de Paris à l'extrême limite de la Roumanie, dans ce fin fond du sud oriental européen, en grande partie pour assister à ce procès et pour l'étudier.

Tout le monde nous en a parlé à Bucarest, et principalement les ministres qui nous ont promis de nous donner toutes facilités pour approfondir cette affaire.

Et c'est pourquoi nous sommes en ce lieu, après avoir traversé les campagnes désolées de la Bessarabie sur lesquelles semble avoir passé un vent de calamité, et qu'après M^e Fournier et M^e Torrès, nous assistons à ce grand drame judiciaire et politique, record du monde (jusqu'ici).

Le matin nous nous étions présentés au III^e Corps d'Armée et nous avons vu le chef de



ce corps, le général Rudeanu, qui s'était mis lui aussi à notre disposition et nous avait assurés, en termes ardents et pathétiques, de son patriotisme. C'est par cette chaleureuse profession de foi qu'il avait répondu à quelques interrogations inquiètes et poignantes de ce grand honnête homme qu'est M. Costa Foru, sur le traitement infligé aux paysans bessarabiens. Je n'oublierai jamais cette scène : Je vois encore le geste oratoire du chef militaire qui tendait en avant ses deux mains en disant que le Romain Mucius Scaevola s'était autrefois brûlé la main en sacrifice à la patrie, et que lui, il ferait volontiers cela avec ses deux mains. M. Costa Foru, calme, sans geste, le regardait, et évoquait d'une voix un peu frémissante le droit des foules à la vie, et le respect de leur sang.

★
★★

Pendant que l'avocat Kallognome, à la figure blême et assez inquiétante, développait une thèse dont un de mes voisins me traduisait les points essentiels, mon autre voisin avait le temps de me faire remarquer que notre venue dans la salle d'audience du Conseil de Guerre avait provoqué quelques transformations matérielles : d'abord les fauteuils sur lesquels nous étions assis y avaient été placés le jour même, spécialement pour nous ; la salle avait été soigneusement balayée et nettoyée en prévision de notre

visite. De plus, les sièges destinés au public et qui paraît-il n'étaient jamais occupés en temps ordinaire, quoique l'entrée fût libre en principe, (nul ne se souciant de pénétrer dans la lugubre prison gardée par tant de baïonnettes, ni de se signaler par sa curiosité), étaient garnis de jeunes gens : des élèves du lycée, réquisitionnés, m'a-t-on dit, pour la circonstance. Enfin, détail beaucoup plus important, c'était ce jour-là la première fois que l'on avait exhibé dans son intégralité, le lot des pièces à conviction : les armes entassées devant le tribunal : jusqu'ici on n'avait fait qu'entrevoir dans des réduits ou dans des caisses, des parties de cet arsenal : les armes « n'étaient pas encore toutes arrivées. »

COMMENT ON ANNEXE UN PAYS

Dans ce compte-rendu où je me garde comme d'un sacrilège d'apporter des artifices littéraires, il me faut dire pourtant, comme un romancier vieux jeu : Remontons à présent un peu en arrière...

Pour bien saisir les circonstances de l'action judiciaire relative à la révolte paysanne de Tatar-Bunar, action qui durait depuis des mois et dont les dernières scènes se déroulaient sous nos yeux, il convient de résumer dans ses grandes lignes l'histoire de la Bessarabie, depuis

la Révolution Russe et l'annexion roumaine.

La Bessarabie est une vaste région située entre le Pruth et le Dniester, qui la sépare de l'Ukraine. Avant la guerre, elle faisait partie depuis plus d'un siècle, de l'empire russe. C'est une terre essentiellement agricole : la récolte bessarabienne entrait jadis pour un dixième dans la récolte de l'empire russe. Sa superficie est supérieure à celle de la Suisse et elle comptait en 1915, 2.686.000 habitants, la moitié Moldaves, 19 0/0 Ukrainiens, 11 0/0 Juifs, 8 0/0 Grands Russiens et le reste composé d'un grand nombre de races diverses : Bulgares, Allemands, Polonais, etc... La Bessarabie subit sous le joug des tsars un traitement assez dur, bien qu'il n'entravât pas sa prospérité agricole. Les vexations et les abus de la domination tsariste provoquèrent un mouvement national moldave en 1917, lorsque le trône des tsars chancela et tomba. Après la révolution russe, il y eut une forte propagande roumaine en faveur du rattachement de la Bessarabie à la Roumanie. Celle-ci convoitait en effet cette province et faisait valoir des droits historiques et des raisons ethnographiques.

UN COUP D'OEIL DANS LES ARCHIVES SECRÈTES

Sur l'activité de cette agitation pro-roumaine

et anti-russe, menée par des agents secrets, nous avons des données très précises par suite de la divulgation faite par le gouvernement soviétique, des archives secrètes des ministères, divulgation qui a jeté tant de lumière révélatrice sur les dessous de l'histoire contemporaine. Christian Rakowsky, actuellement ambassadeur de Russie à Paris, qui est d'origine balkanique et qui est particulièrement au courant de toutes les questions se rattachant à la politique intérieure et extérieure des Balkans, a eu entre les mains une documentation abondante et sans réplique sur ce qui s'est passé pendant cette période. Je cite un passage de ses révélations circonstanciées :

« Après la Révolution Russe, alors que la Roumanie pouvait déjà croire à la victoire des puissances centrales, elle recommença à préparer pratiquement l'annexion de la Bessarabie.

« Par ses services de renseignements, le Gouvernement Provisoire russe a été informé des tentatives faites par les Roumains en vue de s'allier aux Allemands.

« Dans ce but, après la retraite de Bucarest et avec l'assentiment de M. Bratianu, tous les chefs du parti germanophile restèrent en Roumanie ; des agents spéciaux furent envoyés de Roumanie en Bessarabie pour y faire la propagande roumaine.

« Déjà, en juin 1917, le ministre de l'Intérieur du Gouvernement Provisoire, M. Terecht-

chenko, demanda à l'ambassadeur russe à Yassy des renseignements précis sur certaines personnes parties de Roumanie en vue de créer en Bessarabie une agitation anti-russe.

« De l'histoire de ces intrigues surgit notamment un aventurier : Catareou, organisateur de l'agitation roumaine en Bessarabie, qui réussit même par la suite à devenir commandant de la garnison de Kichinev.

« Cet individu aurait été fusillé par les autorités roumaines pour anéantir la trace de ses menées en Bessarabie. Mais, dans les archives de M. Bratianu, nous trouvons tout un dossier très intéressant se rapportant à ce Catareou.

« On y apprend, entre autres, que Catareou, déserteur russe, était un agent de la Sûreté générale roumaine, qu'il avait été déjà employé en 1913 par le gouvernement roumain pour organiser des attentats anarchistes en Hongrie, et que, parmi ses nombreuses victimes, on comptait l'évêque de Debreczin.

Les photographies de ces documents ont été reproduites dans *le Livre Rouge* ukrainien paru en français et intitulé *L'Ukraine Soviétiste*.

« Nous y trouvons également une lettre envoyée de Paris par M. Lahovary qui y représentait alors la Roumanie. Dans cette lettre, M. Lahovary fait à M. Bratianu un exposé détaillé d'une consultation juridique obtenue de juristes français, et destinée à tirer d'embarras M. Bratianu au cas où Catareou serait arrêté par

les agents hongrois sur le territoire roumain. (M. Bratianu avait promis à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Bucarest, M. Czernin, de ne pas empêcher l'arrestation de Catareou par les agents de la Sûreté hongroise.) »

J'ai tenu à citer ce passage, sans prétendre prendre position en ce qui concerne les droits de la Russie ou de la Roumanie sur la Bessarabie, ce débat n'ayant pas à intervenir directement ici. Mais il faut poser tous les éléments du procès sur tous les plans où ils se présentent — et de plus, il est bon de troubler dans leur béatitude ces masses trop nombreuses de personnes qui croient d'une façon superstitieuse aux déclarations officielles et ne se rendent pas compte des moyens qu'osent employer des gouvernements d'apparence respectable : ceux-là mêmes qui dans les cérémonies publiques ne parlent que de la liberté des peuples, de la justice et du droit.

UNE ASSEMBLÉE ET DES GÉNÉRAUX

Au moment où l'occupation allemande de l'Ukraine séparait la Russie de la Bessarabie, celle-ci acquit une autonomie de fait. Elle fut administrée par une sorte de conseil national : le Sfatul Tseri. Cette assemblée, travaillée par

diverses influences, a eu une attitude que l'historien impartial et objectif jugera assez étrange, et sans doute dira-t-il qu'elle a trahi la cause de la Bessarabie. D'abord, elle proclama l'autonomie de la « République Moldave » conçue sous forme de république soviétique. Puis, le même Sfatul Tseri vota le rattachement de la dite République Moldave à la Roumanie sous certaines conditions et garanties d'autonomie. Puis, brusquement, dans une séance de nuit, il vota le rattachement sans conditions de la Bessarabie à la Roumanie, sous la pression militaire roumaine, et fut ensuite immédiatement dissous.

L'armée roumaine était en effet venue. Pourquoi ? « Pour garder les chemins de fer », et les généraux assuraient la population dans des proclamations qui sont, il faut le reconnaître, des monuments d'hypocrisie, que les soldats roumains ne venaient pas attenter à l'indépendance du pays. « C'est un simple devoir chrétien de protection qui nous amène, disait le général Skina dans les villes et les campagnes, et il constatait « avec douleur » que de nombreuses personnes ne croyaient pas à cette pure « mission pacificatrice, ayant pour objet la liberté, l'égalité et la fraternité. »

Le même général Skina ne craint pas d'invoquer la révolution russe : « Au nom de notre sainte religion orthodoxe, au nom de la liberté, au nom de la révolution qui a chassé l'autocratie, votre cruel oppresseur séculaire, je vous

conjure de ne plus écouter les criminels qui vous conduisent à la ruine. »

La déclaration suivante fut affichée sur tous les murs par les soins de l'autorité militaire :

« Nous sommes venus ici dans le seul but de protéger nos dépôts de vivres et nos magasins, et de garder les chemins de fer. Nous ne désirons nullement intervenir dans les affaires intérieures de votre pays. » On ajoutait que le départ immédiat des troupes après leur mission tutélaire, était garanti par la France.

Ces paroles et ces écrits dont il existe toute une collection officielle et ineffaçable, sont en contradiction cynique avec ce qui s'est passé immédiatement après l'arrivée des troupes. Celles-ci occupaient le local du Sfatul Tseri et des avions survolaient Kichinev, lorsque à 5 heures du matin, le 25 novembre 1918, devant 46 députés sur 200, le président Halippa lut le décret d'annexion, le déclara voté à l'unanimité avant qu'aucune protestation ne pût se produire, refusa la parole à ceux qui la demandaient, — et lorsque le général Voytoyanev, prévenu par téléphone, arriva et au nom du roi, lut un décret en vertu duquel le Sfatul Tseri était déclaré dissous.

Ces faits ne peuvent être contestés. Ils ont été consignés dans le rapport de protestation que rédigea une grande partie des membres du Sfatul Tseri lorsqu'ils se ressaisirent et comprirent ce qui était advenu.

Au reste, à l'occasion du cinquième anniversaire de l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie, M. Marghiloman, qui était président du Conseil en 1918, déclara formellement « qu'il avait été obligé de recourir aux menaces et aux violences pour obliger les chefs du Sfatul Tseri à accepter l'annexion de la Bessarabie ».

Pour en finir avec l'histoire de cette annexion, ajoutons que le Sfatul Tseri n'avait pas qualité pour la voter, n'ayant pas été nommé par le suffrage universel, et n'étant qu'une assemblée provisoire chargée de défendre l'existence de la République Moldave en attendant une Constituante et une constitution. Il a lui-même solennellement déclaré qu'il n'était pas dans ses attributions de décider du sort de la République, et spécifié que cette décision ne pouvait émaner que d'un referendum. C'est là en effet la seule procédure admissible dans ces circonstances. Il n'y aura pas de consultation de la population — d'aucuns ont été emprisonnés et tués pour l'avoir demandé, — et nonobstant les assertions des nationalistes roumains sur le rôle du Sfatul Tseri, il n'y a jamais rien eu en Bessarabie qu'on puisse assimiler à une consultation populaire.

L'armée roumaine occupa la province russe. L'annexion fut consacrée par l'Entente qui disposa de cette province russe en faveur de la Roumanie. Les conditions de cette annexion qui est contraire au droit des gens, puisque les alliés n'étaient pas en ce moment en guerre contre la

Russie, et qu'aucun pacte ni traité n'a enregistré le consentement de celle-ci, ont été homologuées en 1920, après bien des difficultés, par l'Angleterre et la France. Mais jusqu'ici, l'Italie et le Japon se sont refusés à ratifier la signature de leurs représentants au bas de cet acte de confiscation. Ainsi que je l'ai dit plus haut, beaucoup d'hommes politiques roumains, même parmi ceux qui sont partisans du rattachement et qui estiment que la Bessarabie fait ethnographiquement partie de la Roumanie, considèrent qu'il y a là une anomalie qu'en tout état de cause il convient de solutionner en obtenant l'assentiment de la Russie. La question est pendante au point de vue du droit international.

UNE OCCUPATION-INVASION

Quoi qu'il en soit de ce point de droit, l'occupation roumaine a été en fait pour la Bessarabie le commencement d'une ère de souffrance et de misère.

D'abord, les exécutions. Le 21 janvier, le Congrès paysan panbessarabien se réunit à Kichinev. Dès la première séance il protesta contre l'occupation roumaine ; le général Brochtianu fit arrêter et fusiller immédiatement le président du Congrès paysan, Roudiev. Le lendemain

furent arrêtés et fusillés, Tchoumatchenko, sous-secrétaire d'État à l'Agriculture de la République bessarabienne, Prakhnitsky, sous-secrétaire d'État à la Guerre, Pantzir et Kataros, également membres du gouvernement. Ils étaient tous membres du presidium du Congrès Paysan.

Le journal du gouvernement roumain *Viitorul*, relatant ces faits, dit que les fusillés, ayant protesté contre l'arrivée des troupes roumaines, n'avaient eu que ce qu'ils méritaient.

Les autorités militaires roumaines firent immédiatement prêter par l'armée de la « libre et indépendante République Moldave », un serment de fidélité au roi de Roumanie. Dix-sept soldats moldaves qui s'y refusèrent furent passés sur-le-champ par les armes.

Depuis cette époque, l'agrandissement territorial de la Roumanie a signifié l'agrandissement de la ploutocratie et du militarisme roumain. Le pays annexé a été traité en pays conquis dont il fallait tirer des profits immédiats. Les populations se sont trouvées, par suite de l'appauvrissement et du désordre résultant de l'occupation militaire, par suite de la suppression de leur débouché commercial et séculaire vers Odessa et la Russie, par suite de sécheresses successives qui auraient réclamé des secours immédiats, et d'un certain nombre d'autres circonstances sur lesquelles nous reviendrons, acculées au dénûment et à la famine. Le député bessarabien Jakobescu a prononcé au Parlement roumain un discours

sensationnel dans lequel il relata toute une série de cas de morts d'inanition, notamment parmi les paysans du district d'Ismaïlov (près de Tatar-Bunar).

Il est trop facile de constater aujourd'hui l'état lamentable dans lequel se trouve cette province naguère si prospère. 80 0/0 des terres ensemencées autrefois ne le sont plus aujourd'hui. Lorsque l'on parcourt ces régions, on se trouve en présence de véritables déserts, semés de loin en loin de quelques ruines. L'occupation militaire roumaine a produit les résultats d'une invasion. La dénationalisation, pour employer un terme barbare que les jeux de la grande politique mondiale rendent malheureusement nécessaire dans notre vocabulaire, a été menée là comme toujours, par la violence et la terreur. Comme toujours, on s'est efforcé de ramener cette province dans le giron de la « mère-patrie », en en extirpant brutalement les traditions et le caractère. On a détruit l'enseignement « national » de cette minorité, l'école nationale étant aux dires du journal officieux *Viitorul* « un foyer d'irrédentisme et de bolchevisme ».

Le gouvernement central, qui s'est aliéné même les Tartars de la Dobroudja dont la docilité pacifique est proverbiale, est arrivé à soulever contre lui jusqu'au clergé moldave de Bessarabie, dont l'aide aurait pu lui être si utile pour roumaniser les campagnes. Il y a peu de temps on a découvert et dissous un congrès du clergé mol-

dave, congrès qui avait dû se tenir clandestinement. De nombreux procès sont intentés à des prêtres.

Le paysan, paralysé par la taxe d'exportation, et annihilé par la baisse de la main-d'œuvre, a été, de plus, écrasé d'impôts et dépouillé de plusieurs centaines de millions lors de l'échange de la devise russe pour la devise roumaine. D'innombrables notables des campagnes bessarabiennes, jadis aisés, ont dû vendre leurs icônes, leurs tapis et leurs terres, à des prix dérisoires. Le paysan vend son bétail et ses outils. Les dernières nouvelles que j'ai reçues de Kichinev ne parlent que de chômages et de faillites (plusieurs suivies de suicides).

LES EXCENTRICITÉS DE L'ARMÉE ET DE LA POLICE

La police et la gendarmerie ont été installées en masse dans le pays qu'il s'agissait de rattacher définitivement à la Roumanie. On a pu dire qu'en Bessarabie « un habitant sur trois est agent de la sûreté ». Les abus, les violences, les brigandages des gendarmes et des policiers roumains, se sont abattus sur une population qui se trouvait déjà en proie à de tragiques et incessantes privations. Un groupe de gendarmes s'est implanté dans chaque village. Ces gens sont peu payés, et

cela aiguise leur avidité et leur férocité. Ils se sont partout payés sur l'habitant, et les cas sont nombreux où les paysans qui réclamaient le prix des denrées volées par les gendarmes, ont été tués pour solde de tout compte.

Les sévices accomplis par l'autorité militaire dès les premiers mois de l'occupation, et alors qu'il ne s'agissait pas de répression mais simplement de l'annexion pacifique, sont sans précédents et il existe de si volumineux dossiers des atrocités de toute espèce, qu'il faut renoncer à en donner une idée complète et qu'on ne peut que citer quelques exemples :

« Nous n'avons personne à qui nous plaindre, écrit, dans un appel éperdu, un groupe d'habitants. Nous n'avons personne à qui nous plaindre, et d'ailleurs ce serait inutile. La fustigation est devenue quotidienne et normale ; elle se fait sur place, sans aucune forme de procès et, selon le « crime », va de cinq à cent coups. On inflige vingt-cinq coups à ceux qui n'ont pas salué un officier roumain. A Soroki, la « commandature » roumaine contraignait la population à se promener tous les jours de 17 à 19 heures, dans la principale rue de la ville. Ceux qui n'obéissaient pas étaient arrêtés et punis. Les femmes et les jeunes filles n'étaient pas à l'abri des plus cruels châtements, mais elles risquaient plus encore. Un jour, au cours de cette promenade officielle, un Don Juan roumain remarqua une jeune Juive qui lui plut. Pour son malheur, elle répondit à

l'insolent par un refus net. Ordre immédiat de l'arrêter et de la fouetter... Un vieux Juif respectable, dont le fils avait été arrêté, s'étant rendu chez le commandant pour solliciter la libération de son fils, arriva pendant une orgie d'officiers. Le commandant le fit déshabiller et, à coups de fouet, le força à danser tout nu. »

Christian Rakowsky a eu en mains un document officiel revêtu de la signature du préfet du district d'Ismail, Dumbrau, et daté du 16 juin 1918. Sur trois pages, ce préfet exceptionnel se plaint au directeur bessarabien des Affaires Intérieures, du pillage systématique et public auquel sont en butte les paysans apportant leurs denrées au marché d'Ismail. Les officiers et les soldats s'emparent des denrées sans payer. Le paysan qui se hasarde à protester est assommé sur place. Ce rapport se termine par cette déclaration caractéristique : « J'ajoute que si j'étais contre l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie, je ne pourrais que me réjouir de voir les autorités militaires détruire radicalement l'idée d'assimilation. »

C'est dans cette même année 1918 que certains personnages galonnés se sont rendus fameux par une série d'extravagances sanglantes qui ont été depuis relatées par la presse. Retenons les noms de Dimitriu et d'Izvoranu.

On a cité à différentes reprises les proclamations arrogantes et insensées de Dimitriu, alors qu'il était commandant de la place d'Edintze,

dans la Bessarabie septentrionale. Il faut encore une fois transcrire un de ces documents de mégalomanie militariste :

« Les officiers roumains doivent être salués par la population d'Edintze de la manière suivante :

« 1° Chacun doit s'arrêter, se tourner vers le supérieur et promptement, avec un franc sourire, ôter son couvre-chef et faire un profond salut, jusqu'à terre.

« 2° Pour apprendre à la population à exécuter strictement le présent ordre, on promènera par la ville, aux différentes heures de la journée, ma casquette de commandant, et tous seront tenus de la saluer conformément à l'article premier du présent ordre.

« *Le commandant de la place d'Edintze :
CAPITAINE DIMITRIU ; Le Chef de la
police . ELEVTERESCU ; pour le prési-
dent de l'Administration : VULPIA ;
Pour le secrétaire : (Illisible). »*

JEUX DE CHEFS

Le capitaine Dimitriou ne s'est pas contenté d'édicter des proclamations de cette sorte. Lui aussi, il a tué. Il décréta et appliqua un code spécial où la peine de mort alternait, selon les fantaisies de son imagination, avec celle des

verges : vingt-cinq, cinquante ou soixante coups, ou bien « jusqu'à un certain nombre d'évanouissements ».

Quant à Izvoranu, ce monstre galonné a fait fusiller et jeter dans le Dniester environ cinq cents habitants de Bender et de Kichinev, et le scandale étant, par malheur pour lui, devenu trop public, on a dû le révoquer.

Ce fut peut-être pour lui donner une bonne compensation ou même de l'avancement, car il n'y a pas d'apparence qu'on ait jamais sévi en haut lieu contre les atrocités militaires de l'occupation : Un Conseil de Guerre roumain a purement et simplement acquitté le colonel Stere, qui en décembre 1918 assassina M. Rochal, et qui, un an avant, avait tué trois marchands d'Odessa, ainsi qu'un petit enfant (ce dernier meurtre dans le but de faire disparaître les traces des trois autres). Sûr désormais de l'impunité, le même colonel Stere a assassiné tout récemment dans les environs de Yassy, en rentrant de la chasse, un paysan qui ne s'était pas garé assez vite pour laisser passer son automobile.

Personne n'a le droit de dire qu'il s'agit là de faits exceptionnels. Des actes similaires se sont multipliés — les relations en fourmillent —, et ils sont connus de tous là où ils se sont passés. Si on ne les cite pas tous c'est qu'il faudrait trop de papier pour cela.

Les gendarmes, dont j'ai déjà parlé, ne se sont guère distingués de leurs complices les officiers.

Le député nationaliste Jorga — qui a si peur des « enquêtes » des étrangers — a dit à la tribune que la gendarmerie sert en Bessarabie à faire les élections de force en violentant les candidats non officiels (M. Halippa, ex-président du Sfatul Tseri, a été giflé par l'officier de gendarmerie Popescu au cours de la dernière période électorale) ; à empêcher les réunions publiques de ces candidats, et à aider les autorités à falsifier outrageusement les listes électorales et les scrutins. En récompense aucune sanction n'est jamais prise contre les gendarmes lorsqu'ils traitent les paysans comme des bestiaux qu'ils maltraitent et qu'ils abattent.

Le prétexte invoqué pour justifier les atrocités, pour légaliser ce système néfaste et sauvage d'une soldatesque lâchée sans contrôle dans une population dans le but d'y imposer par tous les moyens l'assimilation roumaine — c'est la défense contre le bolchévisme. Avec cette formule on peut tout faire et on fait tout. Le mot d'ordre a été lancé par le journal *Ardealul* le lendemain de l'annexion. Le député Stere m'a cité quelques cas révoltants entre mille : un professeur de Kichinev fut arrêté et fusillé, et le ministre, interpellé, justifia ce meurtre par ces simples mots : « C'était un bolchévik » ; des jeunes gens de Valedivoda accusés de bolchévisme, furent reconnus innocents, libérés, et fusillés tout de même ; une patrouille militaire tua deux gendarmes parce qu'elle les prenait pour des bolché-

viks, légère erreur qui n'eut pas de suite, à cause de l'intention.

Cette accusation magique de bolchévisme est couramment utilisée pour assouvir des vengeances particulières : on dénonce son ennemi ou son créancier comme bolchévik. Cela suffit pour le faire emprisonner ou pour le faire disparaître. Voici un cas de cette façon de procéder : Bazalenu, président d'une coopérative du district d'Akerman, se débarrassa de sept paysans qui lui réclamaient 35.000 lei appartenant au fonds coopératif, et qu'il avait volés. Il a simplement dit : ce sont des bolchéviks. Ils furent incontinent arrêtés, emmenés et fusillés sur une route. L'un d'eux, Filatov, simula la mort, parvint à s'échapper et put aller à Bucarest où il fit son rapport au Comité du Parti Paysan. Cette histoire fut dévoilée par la presse, mais le gouvernement roumain qui montra dans la circonstance un remarquable sang-froid, déclara que ce Filatov était un instigateur de révoltes, et le fit arrêter sur-le-champ. Bien qu'il fût gravement blessé, Filatov fut reconduit en Bessarabie, et on n'a plus jamais entendu parler de lui.

Quant aux fonctionnaires roumains, ils s'entendent fort bien avec officiers, gendarmes et agents de la Siguranza et ils ont largement abusé des facilités que leur donnaient l'état de siège et l'omnipotence de l'armée et de la police, pour commettre toutes sortes d'exactions. La corruption et la vénalité des fonctionnaires roumains

sont reconnues même des hommes aux opinions les plus modérées, et même de ceux qui soutiennent le gouvernement actuel. Elles sont passées en proverbe. Il est arrivé journellement que les percepteurs, accompagnés d'agents de la sûreté, réclamaient plusieurs fois des impôts aux paysans bessarabiens en déclarant non avenues les quittances qu'on leur présentait. Le fonctionnaire se paye comme il peut et comme il l'entend : On voit passer dans les campagnes la charrette du percepteur chargée de meubles, de samovars, d'ustensiles de ménage — tout ce qu'il a pu raffer dans de nombreuses maisons.

Sous l'occupation tsariste, il n'y avait pas cette interposition constante et diabolique des fonctionnaires entre le pouvoir et l'habitant ; chaque village jouissait de l'autonomie municipale, et le maire, nommé par les villageois, levait l'impôt. L'occupation roumaine changea cela : grâce à elle, les organismes municipaux ont, au lendemain de l'annexion, dépendu directement des ministres ; ils étaient nommés par eux, venaient et partaient avec eux. M. Stere, député important de Bessarabie, et dont j'ai utilisé déjà le témoignage, m'avait dit, quelques jours en ça : « En Bessarabie, la formule, c'est que le gouvernement ou ses représentants peuvent tout faire et ne sont pas responsables. Par exemple, l'état de siège, qui doit être décidé par une loi, un simple préfet l'établit ; il lui suffit pour cela d'invoquer la sûreté nationale. Un ukase ministériel peut

changer du jour au lendemain la vie économique du pays. Ni l'honneur ni la vie des citoyens ne sont à l'abri. On dit : Il faut réprimer l'agitation. Il y a là un tragique cercle vicieux : les désordres suscités par les autorités constituées excitent l'agitation, qui renforce le désordre. »

Quels recours reste-t-il à l'habitant ? Les élections, comme nous l'avons vu, donnent lieu non seulement à une pression officielle éhontée, mais aussi à des tripotages de bulletins et à des falsifications des listes des électeurs et des résultats. M. Gresham, rédacteur du *Times* de Londres, n'a pas pu s'empêcher malgré ses attaches et ses tendances, d'écrire cette phrase lapidaire : « En Roumanie, les députés sont nommés par le gouvernement. »

M. Lahovary, naguère ministre de Roumanie à Paris, a cru pouvoir prendre à témoin la grande presse européenne que la paix et la prospérité règnent en Bessarabie. La grande presse a généralement accepté de propager cette contrefaçon du panorama de la vie publique roumaine. Hélas, les allégations des grands journaux, qui sont surtout de gigantesques instruments de trafic et d'argent, n'ont plus guère de valeur de nos jours, quant à la véracité des faits qu'ils relatent et à la justice des causes qu'ils défendent. Il y eut pourtant, dans la circonstance, une ou deux notes discordantes. Ce même M. Gresham, dont j'ai parlé plus haut, correspondant du *Times*, peu suspect d'être un esprit subversif, a visité et

étudié la Bessarabie. Il y avait été envoyé par son journal pour faire un panégyrique de la Roumanie officielle et apporter une voix de plus au concert d'éloges. Mais sa conscience d'homme s'est révoltée. Et il décrit ce qu'il a vu, c'est-à-dire : « un mécontentement général dans tous les milieux populaires et une grande effervescence parmi la population roumaine elle-même. » D'après les constatations recueillies sur place, il conclut « que lorsque la Bessarabie faisait partie de la Russie, la vie y était beaucoup plus facile qu'aujourd'hui ; que le gouvernement roumain est incapable de régir cette province ; que son administration y est brutale et corrompue ; que la vie économique est en pleine désorganisation et que la Roumanie n'a même pas été capable de reconstruire les ponts détruits pendant la guerre. »

NE PARODIE THÉÂTRALE DE RÉFORME

La fameuse réforme agraire autour de laquelle on a fait si grand bruit, loin d'avoir porté remède à la situation déplorable des paysans bessarabiens, a au contraire aggravé celle-ci tout en permettant de jouer une comédie démocratique. En fait de réforme agraire, le gouvernement a commencé par faire restituer aux grands

propriétaires les terres reprises par les paysans pendant la période révolutionnaire, en indemnisant les propriétaires, pour des dommages dont ils fixaient eux-mêmes le montant, au moyen d'impôts extraordinaires que supportait le paysan. Et on a fait reconstruire les bâtiments détruits des grandes exploitations, par des corvées de paysans que les gendarmes rassemblaient à coups de fouet.

Lorsque la réforme agraire fut promulguée, les grandes propriétés devaient être réquisitionnées par l'État pour être distribuées aux paysans ne possédant pas de terre. Mais cette répartition a été faite uniquement dans un esprit politique. La majorité des personnes ayant reçu des terres est formée par des officiers, des gendarmes, des fonctionnaires, des percepteurs de contributions. D'énormes injustices ont par cette voie avivé la souffrance de ceux qui ont droit à la terre parce qu'ils la travaillent. Un député de Bessarabie, M. Jakobescu, a dénoncé dans un discours au Parlement, le 26 mai 1925, quelques cas significatifs comme celui-ci : Rien que dans un des cantons de l'arrondissement d'Akerman, 52 officiers roumains reçurent de la terre.

Les paysans qui participèrent à la distribution durent payer la terre quatre fois le prix d'avant guerre. Les paysans bessarabiens réclament 2.000 lei par hectare pour le fermage à l'État et l'État ne paye que 150 lei. Des paiements qui devaient s'échelonner sur quarante ans, ont été

réclamés en quelques mois. Les forêts ont été réquisitionnées par l'État. La permission de couper du bois est accordée moyennant paiement. Cette disposition est une source de passe-droits et de pots de vin.

Une catégorie d'exploitants de la Bessarabie est privilégiée : les colons allemands. Le gouvernement roumain voulant être agréable au général Mackensen ne leur a pas appliqué la loi agraire d'expropriation, et ils ont gardé leurs terres. Aussi se sont-ils montrés les auxiliaires zélés du pouvoir central et ont-ils marché allègrement contre le paysan bessarabien lors des répressions. En définitive la grande propriété se reconstitue en Bessarabie comme en Transylvanie. Le Parti Paysan a dû remettre purement et simplement cette réforme agraire non avenue, à son programme.

*
* *

Que cet état de choses ait amené des effervescences et des soulèvements partiels, il n'y a rien là que de logique. Il est surprenant qu'il n'y ait pas eu davantage d'émeutes comme me le disait M. Stere, qui me décrivait la rancune farouche et inextinguible qui naissait dans le cœur de ces *resech*, ces notables paysans « toujours libres » que l'on frappait à coups de courroie, qui voyaient autour d'eux des bastonnades et des pendaisons, et qui étaient réduits à la misère : « Je serai chef de bande ! » lui disaient-ils. En

janvier 1919, deux mois après l'occupation de Khotine, alors que s'était abattu dans cette région un dénuement affreux que le gouvernement central ne fit rien pour soulager, eut lieu une insurrection dans l'arrondissement. Cette insurrection fut réprimée d'une façon sanglante. Sur les 600 maisons du village de Nedoboutzi, il n'en resta pas plus de 50. Trois cents maisons furent brûlées à Rouchkine. Les trois quarts du village d'Attaki furent brûlés. A Khotine le commandant de la ville réunit la population comme pour une assemblée et tous les assistants, au nombre de 500 personnes, furent encerclés par un bataillon de soldats qui les extermina avec un feu de mitrailleuses. Dans le village de Cheoroutzi situé dans la forêt, 60 femmes et enfants s'étaient cachés dans la bicoque du forestier. Après que les officiers eurent violé les femmes, la maison fut incendiée. Les villages suivants : Bokchino, Nedoboutzi, Santchina, Noliniany, Kaplevka et beaucoup d'autres furent complètement ou partiellement détruits. Le communiqué officiel sur les événements de l'arrondissement de Khotine disait : « Le mouvement de l'arrondissement est écrasé. Sept villages sont complètement détruits. Il y a 500 tués. » Ce communiqué se termine par la déclaration suivante : « La vengeance de nos troupes continue. » Le nombre des paysans massacrés à la suite du soulèvement de Khotine dépasse 11.000.

Nous possédons un document qui a été déjà

publié et souvent cité, et qui consigne avec une autorité indiscutable les principaux faits de la révolte de Khotine. C'est le rapport d'un membre de la mission militaire anglaise, le lieutenant de vaisseau Mac Laren.

Le rapport de Mac Laren ne concerne que quelques villages et en premier lieu celui de Nedoboutzi, où un détachement militaire roumain refoulé par l'insurrection de Khotine, arriva le 10 janvier 1919.

Pour commencer, les soldats roumains incendièrent huit maisons, en différents points du village. Défense fut faite aux habitants de porter secours aux sinistrés.

En même temps, les soldats se livrèrent au pillage, raflant argent, vêtements, tout ce qui était à prendre. Ils fusillèrent sur place 53 paysans, dont la liste est au procès-verbal. Dans le nombre, trois femmes et un garçon de douze ans. En outre, plusieurs paysans et deux femmes furent blessés. Les soudards se servaient d'armes à feu et d'armes blanches. D'autres assassinats en masse et d'autres incendies ont été commis dans les villages de Stavtchani, Noliniany, Cheoroutzi, etc.

Le procès-verbal enregistre également quelques cas isolés d'atrocités commises dans le village de Nedoboutzi. Ainsi, dans la famille Batamaniouk, la mère, une jeune fille de 20 ans et un garçon de 12 furent tués, une fille de 15 ans blessée. Un garçon nommé Nicolas Batamaniouk

fut traîné dans la cour et fusillé. Ilia Batamaniouk, ayant réussi à se sauver en donnant cinquante roubles aux soldats, fut, le lendemain, traîné dans la cour et sabré de telle sorte qu'il fallut ramasser dans un sac ses membres tronçonnés afin de pouvoir les enterrer. Terentin Startchouk, 54 ans, fut blessé d'une balle dans le ventre au moment où il ouvrait sa porte aux soldats qui, de la cour, tiraient sur la chaumière. Vasili Solfroniak, 56 ans, fut tué d'un coup de fusil, à bout portant, dans la poitrine, après avoir donné aux soldats qui lui réclamaient son argent, 40 roubles. Nikita Zankovsky fut traîné dans la rue et là, sous un arbre, égorgé à coups de baïonnette, en présence de sa femme, malgré les supplications de celle-ci et les pleurs de ses enfants.

SURENCHÈRES

Des étudiants bessarabiens de Vienne ont dressé un mémorandum au sujet des événements connexes à la révolte du district de Khotine. Voici quelques passages de ce mémorandum :

« Le 25 janvier 1919 la troisième compagnie du 8^e régiment d'infanterie roumaine organisa dans la petite ville de Britchany une soirée dansante. Le commandant de la place, le major

Constantinescu, ayant appris que la population refusait de participer à ce bal, ordonna aux patrouilles d'y amener de force les femmes et les jeunes filles de la ville ; là, il les obligea à danser avec des soldats et des agents de police sous la menace du knout et du revolver. Les parents des jeunes filles, étant accourus, suppliaient, les larmes aux yeux, qu'on relâchât leurs enfants ; mais les jeunes filles furent conduites aux appartements du capitaine Dimitrescu, rue Stefan-Tchelmar, et là elles furent violées par des sous-officiers ivres. Une fillette de quatorze ans, Reizen, mourut le lendemain à l'hôpital, d'une hémorragie interne ; une jeune fille, Anna Kiri-liouk, dix-huit ans, ayant contracté une maladie vénérienne, se suicida huit jours après. Trois habitants de Britchany étant allés en délégation se plaindre au commandant roumain de Khotine, furent arrêtés, traduits en justice pour infraction à la loi sur la sûreté de l'État, et condamnés à trois et cinq ans de prison.

« Le 28 janvier, les habitants de Khotine ayant été rassemblés au son du tambour dans le parc municipal assistèrent à un horrible spectacle : un ouvrier cordonnier, Vassili Filko, était attaché à un arbre, le corps couvert de sang, les vêtements en lambeaux. Il était entouré des généraux et officiers parmi lesquels le commandant en chef des troupes d'occupation, le général Brochtianu (celui-là même qui s'est vanté d'avoir fait noyer dans le Dniester, au début de l'occupation de la

Bessarabie, huit mille « bolchévistes » du district de Soroki) et le commandant de la IV^e division, le général Popescu. Ce dernier, aidé des officiers, s'acharnait sur le malheureux ouvrier qui poussait des cris terribles. On expliqua à la population, indignée de cette sauvagerie, que Filko était condamné à mort pour bolchévisme et devait être exécuté sous les yeux des habitants.

« En réalité, le crime de Filko était tout autre : deux heures auparavant, le malheureux avait osé dire aux soldats qu'ils n'avaient pas le droit de s'approprier des marchandises sans les payer. Quand les officiers s'aperçurent que Filko expirait sous leurs coups, ils organisèrent un tir sur cette cible vivante. Chaque coup de feu réussi était accompagné des rires et des plaisanteries des officiers. Le malheureux ne fut achevé qu'à la cinquième balle qui l'atteignit au front. Sa femme et ses enfants assistaient à ce supplice horrible. Le corps de Filko resta attaché à l'arbre pendant trois jours pour servir d'exemple. »

LE SOULÈVEMENT DE TATAR-BUNAR

Puis ce fut l'affaire de Tatar-Bunar dont l'épilogue judiciaire a lieu aujourd'hui dans ce baraquement de planches.

Le 15 et le 16 septembre 1924, les paysans des cantons d'Akerman et d'Ismaïlov se soulevèrent. Le soulèvement se prolongea à Tatar-Bunar. Les paysans sont sortis avec des drapeaux rouges. Un poste de gendarmes a été désarmé et massacré, ainsi que le doyen rural. Les habitants de Tatar-Bunar avec les paysans des villages de Echatchino et de Nerouschanï se sont emparés d'une automobile et d'un camion appartenant à un fabricant du pays. Les autorités affirment qu'ils auraient pris deux mitrailleuses. L'insurrection s'étendit sur les villages de Nicolaïevka, Troubaïebka, Vounkanino, Chekfni. Le soulèvement a duré trois jours. Nulle part il ne tint devant les troupes roumaines. La répression commença ensuite et fut terrible. A Tatar-Bunar, 69 maisons furent brûlées, 89 paysans tués dans la cour de l'église, 200 fusillés dans les rues. Dans le district, 2.000 paysans ont été massacrés, 1.000 ont été arrêtés, des dizaines de villages ont été complètement rasés. Le journal *Lupta* écrivait le 23 octobre 1924 : « En vingt-quatre heures, le village de Tatar-Bunar fut détruit. Il fallait donner un exemple, on le fit. »

La façon dont on procéda à des exécutions sommaires nous a été révélée notamment par une interpellation du député paysan de Bessarabie Sotokla, sur les crimes de la Siguranza et de la police de Bessarabie. On arrêtait et on torturait des bandes de paysans qu'on fusillait ensuite, comme le fit notamment dans le village

de Nesslerantcha un ex-officier de Wrangel, Goutzuliak. D'innombrables cadavres furent précipités dans le Dniester qui souvent les rejetait sur ses rivages où on les laissait pourrir, en vue, « pour l'exemple ».

Un député bessarabien, le pope Dumbrava, a parlé à la Chambre roumaine, en décembre 1925, de la répression qui a suivi la révolte de Tatar-Bunar. Ses révélations ont été en partie reproduites dans certains journaux tels que *Aurora* et *Lupta*. Il expose notamment l'exécution en masse, sans jugement, « pour des raisons personnelles » de 20 paysans de Cismeaua Rusa. Il donne les noms du maire, du percepteur et du chef de poste de gendarmerie qui perpétrèrent ce crime, après que l'ordre avait été rétabli. Il énumère les amendes formidables, payables en vingt-quatre heures, imposées aux populations.

Un des accusés du procès de Tatar-Bunar avait fait partie d'une bande de vingt condamnés à mort. Nous avons pu le voir à l'audience parce que seul il avait échappé à la mort, en raison de ce fait quasi miraculeux que le gendarme exécuteur en avait assez de tuer ce jour-là.

Un autre accusé, Gvoziev, de Tatar-Bunar, a raconté que lors de l'insurrection, il est monté sur une charrette avec d'autres paysans, et qu'ils ont fui dans la campagne. A Valcov, ils se sont rendus au commandant des soldats qu'ils ont rencontrés, et qui leur a promis de ne leur faire aucun mal. On a mis ces hommes, qui n'étaient

point armés, avec d'autres, sur un radeau, et les soldats ont tiré dans le tas. Ils étaient plus de cent entassés sur ce radeau. Quelques-uns sont tombés dans l'eau, beaucoup ont été tués par les balles, d'autres à coups de crosse sur la tête. 49 seulement ont survécu. De ces 49, on en a pris encore 27 et on les a tués.

GLORIFICATION D'UN MONSTRE

Le tout récent procès du lieutenant Morarescu a jeté lui aussi un jour lugubre sur la répression dont la Bessarabie fut le théâtre à la suite des pauvres rébellions paysannes. Cet homme dont j'ai déjà parlé, était poursuivi pour le meurtre qualifié de 33 personnes. Mais ce chiffre est dérisoire auprès du nombre total des victimes de Morarescu, qui s'est contenté pour sa défense, de dire : « J'ai agi par ordre », et qui fut acquitté avec félicitations.

On entrevoit, par ces quelques données, ce qu'a pu être la répression de ce soulèvement qui s'est restreint à un cercle d'environ soixante kilomètres carrés et qui n'avait occasionné la mort que d'une dizaine de soldats roumains — c'est le chiffre que m'a donné le général Rudeanu lui-même. Le général exagérait-il ? L'acte d'accu-

sation ne mentionne aucune mort de soldats.

Depuis, les procès se sont succédés sans interruption. A Kichinev, qui demeure en état de siège, trois ou quatre Conseils de Guerre siègent quotidiennement.

Quant à l'état où de pareils événements ont mis toute une population, le journal *Lupta* de Bucarest nous en a donné quelque idée dans une correspondance datée du 28 décembre 1924 et intitulée : *La dépression morale des paysans bessarabiens. — Pitoyable aspect des villages. — Épanouissement de la débauche et de l'alcoolisme* : « Nous recevons de la campagne, à déclaré au correspondant de *Lupta* une personnalité bessarabienne en vue, des nouvelles de plus en plus alarmantes. Nos villages sont en pleine débâcle et démoralisés au plus haut degré. Jamais nos paisibles Moldaves n'ont consommé autant d'alcool. Tout le monde boit : les vieux et les jeunes, les femmes, les jeunes filles, et jusqu'aux adolescents et enfants, qui les imitent. Il y a des villages entiers où, les jours de fête, il serait impossible de trouver une seule personne non ivre. Il en résulte que la masse paysanne s'appauvrit et gaspille son patrimoine dans les tripots à vil prix. Il se crée ainsi une sorte de prolétariat agricole, sans terres et sans ressources. Cela signifie qu'il se forme une classe qui sera une source de nouveaux soucis et de grandes difficultés pour n'importe quel gouvernement. Dangereuse pour la vie publique du pays, cette classe

augmente le mécontentement général. La terre passe, peu à peu, aux mains des accapareurs qui deviennent, par leurs richesses, les véritables détenteurs du pouvoir à la campagne. »

Après ce tableau de la décadence par l'esclavage, ce journal décrit, à la même époque « Les horreurs de la prison de Kichinev » :

« Les révélations faites il y a quelques jours par notre correspondant de Kichinev sur les horreurs ayant eu et ayant toujours lieu dans la prison militaire de cette ville, provoquent l'indignation en même temps que l'inquiétude. L'indignation, car la conscience humaine du xx^e siècle ne peut se résigner à de semblables bestialités ; l'inquiétude — parce que la tyrannie fait naître la tyrannie ; les malheureux, si atrocement torturés aujourd'hui, deviendront demain les ennemis les plus mortels d'une société qui a pu tolérer de telles horreurs.

« Deux officiers, un lieutenant et un capitaine, sont devenus fous à la suite des tortures qui leur ont été infligées. Un autre détenu, ayant entrepris la grève de la faim, fut battu jusqu'au sang. Une femme avorta en prison, victime des plus révoltants outrages. »

Et voici que la famine recommence de plus belle sur cette population maudite. Le « déficit agricole » en Bessarabie, pour l'exercice 1925, dépasse la somme de 1 milliard 250 millions de lei. Le gouvernement a accordé un secours de 100 millions, et encore, cette somme a été remise

aux agents roumains qui la répartissent à leur gré — selon leur habitude (1).

La famine actuelle n'est pas seulement imputable à la sécheresse puisque des régions comme celles de Soroki, Khotine, Argeico, furent atteintes par la famine bien que n'ayant pas eu à souffrir de la sécheresse.

Quoi qu'il en soit des causes, les résultats sont effroyables. Le grand rabbin de Kichinev, lance un émouvant appel aux Juifs : « La famine terrible et son inséparable compagne, l'épidémie, ravage toute la Bessarabie... Souvenez-vous que des centaines d'yeux à demi éteints, de squelettes vivants; vous regardent et vous attendent ! »

Nous lisons dans *Aurora* des détails émouvants sur le « commerce d'enfants » pour l'émigration dans l'Amérique du Sud, auquel la misère pousse les familles nombreuses de cette Bessarabie, « qui se dépeuple par désespoir ». A Culificia, notamment, on a vendu un garçon et une fille pour 1.000 francs chacun.

(1) *Adeverul* écrit, en février 1926 : « Le gouvernement s'est alarmé, mais néanmoins jusqu'à présent il n'a pas fait beaucoup pour améliorer la situation... Le gouvernement est trop occupé de combattre l'opposition pour étudier la question de la famine en Bessarabie. D'ailleurs il ne serait pas mécontent de transmettre à son successeur une situation embrouillée... Dans toute autre région du Vieux Royaume, si une calamité égale à celle de la Bessarabie s'était abattue, nous sommes sûrs qu'elle serait combattue par tous les moyens, tous les sacrifices. »

QUELQUES ENTORSES AU DROIT

Le procès de Kichinev est donc destiné à liquider la révolte qui date de plus d'une année.

Ce n'est pas en tant que juristes que nous l'avons étudié et que nous sommes venus dans l'enceinte où cinq officiers jugent 283 hommes d'un seul coup. Toutefois, il nous faut signaler certains points de procédure qui ont été mis en lumière et sur lesquels les avocats de la défense, notamment MM. Cruceanu, Paraschivescu, Joanitu, Dimitrescu, nous ont fourni des données les plus précises. D'abord la question de la compétence du Conseil de guerre.

Lorsque l'avocat Kallognome eut terminé son intervention, le président suspendit la séance. Pendant cette suspension d'audience, le président du Conseil de Guerre, le colonel Maxim, se présenta à moi et me parla du procès. C'est un homme d'une quarantaine d'années, s'exprimant sobrement, un peu replet, avec une figure ronde à petite moustache noire, qui respire la santé et la tranquillité. La première chose qu'il me dit porta justement sur cette question de la compétence : « On a voulu, m'a-t-il dit, retirer au Conseil de Guerre le droit de juger cette affaire, mais nous avons tenu bon et nous nous sommes

déclarés compétents. » Je n'avais à ce moment qu'à enregistrer cette déclaration, mais il n'est pas douteux que le Conseil de Guerre avait, en se déclarant compétent, outrepassé ses droits, et violé un principe juridique fondamental.

En effet, parmi les accusés — presque tous civils — (un professeur, quelques instituteurs, le reste : paysans petits-bourgeois, « élite » des villages), un certain nombre habitent des territoires qui n'étaient pas soumis à l'état de siège en septembre 1924, c'est-à-dire au moment de l'insurrection. Ces accusés n'étaient donc pas justiciables du Conseil de Guerre, mais devaient être déférés devant les tribunaux de droit commun. De plus, les accointances et les liens qui au dire de l'accusation unissaient tous les accusés dans l'action incriminée et obligeaient à les juger solidairement, obligeaient également par cela même à les déférer tous ensemble aux tribunaux ordinaires. Le Droit général et le droit roumain dont le code pénal et le code d'instruction criminelle sont à peu près identiques aux nôtres, sont en effet formels sur ce point : lorsque plusieurs accusés se trouvent pour des faits connexes, impliqués dans un même procès, et que certains d'entre eux sont justiciables des tribunaux de droit commun, et d'autres, des tribunaux d'exception, c'est le droit commun qui l'emporte, c'est la règle qui prévaut sur l'exception. Nos compatriotes Willard et Torrès ont remis sur ce principe de droit, à propos de l'affaire de Kichi-

nev, un mémoire à la Légation roumaine de Paris.

Sans comporter d'obligation d'ordre juridique aussi stricte, un autre fait, qui ressortit au simple bon sens, permet de parler d'anomalies judiciaires : il est impossible de juger ensemble 283 accusés, d'autant plus que ces accusés sont d'origines diverses, qu'ils s'expriment dans des langues différentes : russe, roumain, bulgare, patois albanais et qu'il est nécessaire pour plusieurs d'entre eux, de recourir à des interprètes. On a remarqué que le ministère public a à différentes reprises confondu les noms des inculpés.

Enfin, « coïncidence » qui ne peut que choquer la logique pour ne pas dire plus : le président du Conseil de Guerre, le colonel Maxim, était l'officier qui a dirigé la répression militaire. Il est donc dans la circonstance juge et partie. Ce double rôle a été plusieurs fois mis en lumière aux cours des débats, notamment par l'avocat Paraschivescu qui a lu à l'audience un communiqué officiel du commandant Maxim, alors chef militaire, communiqué lancé immédiatement après la répression, et dans lequel il disait que la soi-disant révolte n'était qu'un incident sans importance.

Ajoutons que les accusés n'ont pas eu les garanties normales requises pour leur défense. Un délai dérisoire — deux jours — a été imparti à la défense pour l'étude des dossiers. On a pu s'étonner aussi à juste titre, que l'ordonnance

définitive de renvoi ait été la même pour près de 300 accusés : Comment un tel cliché pouvait-il correspondre à la réalité ? Un des Commissaires Royaux a été obligé de le reconnaître, et de déclarer que l'on ne se tiendrait pas à cette ordonnance.

Les avocats des accusés plaident non les circonstances atténuantes, mais l'acquittement faute de preuves.

Un des avocats de la défense, que j'ai déjà nommé, M. Kallognome, a eu une attitude qui paraît assez équivoque. A l'audience un incident a éclaté entre lui et un de ses clients qui, poussé à bout, lui a déclaré qu'il lui interdisait de prendre sa défense. Il est certain que la thèse présentée par M. Kallognome dans ses plaidoyers, est conforme quant au fond, à celle du Ministère Public, et on a affirmé que cet avocat sur lequel avait couru des bruits fâcheux, fréquentait les milieux de la police.

LA CLEF DE VOUTE DU TERRORISME

Et maintenant nous arrivons au point capital du procès : la question de la participation de la Russie soviétique au soulèvement de Tatar-Bunar.

C'est là toute la base et toute la signification du procès. Non seulement le sort des accusés dépend

de l'opinion des juges sur ce point, mais par là l'événement social et judiciaire de Kichinev prend son ampleur, se découvre en entier.

Le colonel Maxim m'a dit dans l'entretien que j'ai eu avec lui :

« Il y a deux thèses en présence : celle que soutient l'avocat que vous venez d'entendre (M. Kallognome) et d'après laquelle la révolte de Tatar-Bunar a été machinée par la Russie ; l'autre thèse consiste à dire qu'il s'agit d'un soulèvement spontané des paysans. »

Le colonel Maxim m'a montré ensuite les armes qui étaient entassées et rangées devant nous et m'a dit : « Voyez les pièces à conviction. ». Il a pris soin de me faire remarquer qu'il y avait deux petites mitrailleuses devant le tas de vieux fusils et de vieux sabres.

Nous trouvons-nous donc dans cette affaire, en présence d'un soulèvement de droit commun, ou bien en présence d'une trahison nationale, d'une entente armée avec l'étranger ?

La thèse officielle est celle de l'entente avec l'étranger. M. Tatarescu m'a fait, à ce sujet, un exposé détaillé, le même qu'il a développé dans des termes à peu près identiques, à plusieurs reprises, à la tribune de la Chambre. Le ministre des Affaires Étrangères m'avait parlé dans le même sens.

Les ministres, tout en admettant qu'il pouvait y avoir eu des excès regrettables, impossibles à éviter dans de pareilles circonstances, s'atta-

chaient à souligner et à mettre au-dessus de toute autre considération : le péril bolchévique. D'après eux, la Roumanie est la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie russe et sa situation géographique lui assume un rôle de préservation et de défense, aux confins de l'Europe. C'est ce rôle qu'elle prétend remplir dans l'occurrence.

M. Tatarescu a bien voulu par déférence courtoise vis-à-vis de moi, reconnaître que le communisme pouvait être théoriquement discutable, mais après cette réserve diplomatique, il a présenté l'action du bolchévisme comme un effort constant de terrorisme et de brigandage, fomenté et subventionné par le gouvernement soviétique. D'après lui les « terroristes russes », soit isolément, soit par bandes, traversent sans arrêt le Dniester pour tuer les gendarmes, jeter des bombes et créer des foyers de propagande communiste parmi les paysans.

... J'ai regardé tout à l'heure le troupeau entassé des accusés. J'ai vu leurs physionomies débonnaires et paisibles, leur air naïf et malheureux. Un d'entre eux a des lunettes — ce doit être un des instituteurs. Les autres sont des villageois aisés, qui paraissent effrayés et dépaysés et qui n'ont guère les allures et l'aspect de conspirateurs (1).

(1) On m'avait promis en haut lieu qu'il me serait possible de m'entretenir avec quelques-uns d'entre les accusés, mais cette autorisation théorique n'a pu, en fait, se réaliser.

J'ai demandé à M. Tatarescu s'il existait des preuves de cette organisation révolutionnaire élaborée en Bessarabie par le gouvernement des soviets. Il m'a dit qu'on avait des documents irréfutables sur ce point et qu'il tenait ces documents à ma disposition. La seconde fois que je l'ai vu, je lui ai rappelé cette communication de documents qu'il m'avait promis et il me les a promis à nouveau. Mais il ne m'en a jamais fait remettre aucun.

La thèse officielle est aussi celle de l'accusation. Si M. Tatarescu ne m'a pas donné les documents probants qu'il disait détenir, j'ai retrouvé mention de ces documents dans l'acte d'accusation que j'ai eu sous les yeux et dont j'ai compulsé longuement une traduction française.

Les 283 prisonniers qui comparaissent devant le Conseil de Guerre sont inculpés de complot et d'attentat contre la sûreté extérieure de l'État. L'acte d'accusation et le réquisitoire disent nettement : « Le gouvernement soviétique dans le but de reprendre la Bessarabie, a organisé des incursions de terroristes pour provoquer des révoltes et justifier l'intervention armée de la Russie. »

L'acte d'accusation qui constitue un volumineux dossier, expose dans le plus grand détail la façon méthodique dont ces émissaires terroristes auraient préparé dans les villages bessar-

malgré les promesses empressées qui m'avaient été faites de faciliter par tous les moyens mon « enquête ».

rabiens, des noyaux et des organisations révolutionnaires.

Il met en scène un certain nombre de personnages dont le principal, Andreï Clusnicov surnommé Nénine, était l'agent principal de Moscou. Il forma, dit le ministère public, des comités révolutionnaires dans d'innombrables villages, il fit croire aux paysans que l'armée russe se préparait à envahir la Bessarabie et que deux avions bolchéviques annonceraient l'arrivée de l'Armée Rouge et l'heure de la révolution. Il leur fit savoir que la révolution était en train de se faire en Allemagne, en Bulgarie, etc...

Les agents de la Russie franchissaient le Dniester et — toujours d'après l'acte d'accusation —, inondaient le pays, de brochures et de tracts, lus dans des réunions. Ils créaient des rayons et des sous-rayons dirigés et reliés entre eux par des Comités de cinq hommes. Ces Comités assumaient trois services distincts : 1° L'armement, 2° La liaison, 3° L'espionnage, le contre-espionnage et l'information. Ces Comités étaient centralisés, mais « cette centralisation était secrète ». En août 1924, le gouvernement russe a délégué l'agent Ossip Paleocov dit Platov, en le nommant Gouverneur Militaire de la Bessarabie du Sud. Platov organisa dans chaque commune des détachements d'attaque de 30 soldats rouges, pris parmi les jeunes gens. Il s'occupa d'armer les paysans et il fit venir une grande quantité d'armes dans des barques et des chariots. C'est

ainsi, par exemple, qu'il fit parvenir 300 bombes pour trois sous-rayons seulement. Une partie des armements aurait été cachée « dans les eaux stagnantes, jusqu'à ce que la révolution éclatât, et permît de les distribuer ». Au mois de mai 1924, il y eut plus de 1.000 armes et des caisses de cartouches distribuées en une seule fois à des villageois, dans un champ, près d'un village. Le 2 septembre 1924, « pour tâter le terrain et pour permettre de subvenir par le vol à l'entretien des déserteurs roumains », une bande de vingt hommes masqués pillent le marché du village de Nicolaiev. Toute précision manque dans l'acte d'accusation concernant ces bandits masqués — mais par contre, le même acte d'accusation expose, parmi d'innombrables détails révélant un système énorme et complet d'organisation et de propagande, que le 15 septembre, veille de l'insurrection de Tatar-Bunar, « Nénine a fait un plan pour que la révolution éclatât simultanément sur tous les points de la Bessarabie. »

SCÉNARIO TROP BIEN FAIT

Ces révélations que l'acte d'accusation fournit avec tant d'abondance et de minutie ne soutiennent pas un examen réfléchi. Il est absolument inadmissible qu'une organisation aussi com-

plexe ait pu s'effectuer parmi les paysans manifestement étrangers à la besogne clandestine et révolutionnaire, — dans un pays où pullulaient les officiers, les soldats, les policiers, les gendarmes, les espions et les agents du gouvernement, — sans que cette machination ait été immédiatement percée à jour. Or la conspiration révolutionnaire était tellement ignorée que la veille de l'insurrection, la compagnie de soldats qui gardait Tatar-Bunar, s'en est éloignée ! Un seul fait suffit pour nous mettre sur nos gardes : on parle de brochures de propagande distribuées à profusion et lues dans des réunions auxquelles assistaient les notables des villages. Or, on n'a pu produire aucun de ces tracts. Il n'y en a pas un seul exemplaire dans le dossier de l'accusation. Comment est-ce possible ? Les difficultés du transport clandestin d'armes et d'explosifs en telle quantité, réduisent à néant ces descriptions mélodramatiques de distribution de fusils, de cartouches, de mitrailleuses et de bombes. Et l'on sait bien, d'autre part, qu'il existait en Bessarabie des dépôts d'armes provenant des troupes russes qui y avaient séjourné avant les occupations allemande et roumaine. C'est de là que proviennent, vraisemblablement, ces armes rouillées et pour la plupart inutilisables, qu'on a apportées dans la salle du Conseil de Guerre d'abord en très petit nombre, ensuite en quantité respectable. Les deux mitrailleuses que j'ai vues, Henry Torrès ne les avait pas pu voir. Elles sont

arrivées à Kichinev entre sa visite et la mienne. Mais elles étaient mentionnées dans l'acte d'accusation. A noter qu'il n'y a aucun inventaire d'armes au dossier des Commissaires Royaux.

Il est bien difficile à celui qui tente de se faire une opinion raisonnable sur ce complot dont les historiens futurs ne trouveront de traces formelles que dans ce seul acte d'accusation, de ne pas constater qu'un tel ensemble d'allégations semble manifestement échafaudé pour étayer une thèse, et que l'organisation révolutionnaire en question était, tout au moins en grande partie, fictive.

Mais quand bien même des aventuriers auraient persuadé à des villageois que l'armée russe était prête à voler à leur secours, quand bien même ils les auraient forcés à se soulever en les terrorisant, ou plutôt, quand bien même ils auraient « canalisé » leur soulèvement dans ce sens, cela n'impliquerait pas la gigantesque préméditation que soutient l'accusation. Cela n'impliquerait pas que la Russie soviétique ait été l'organisatrice du mouvement et doive être tenue pour solidaire des déclarations émanant d'individus dont l'identité est toujours restée très vague, dont l'existence même a été contestée, et qui, en tout cas, ont disparu sans laisser de traces. Ces émissaires pouvaient être tout aussi bien ou des brigands ayant en vue le désordre et le pillage, ou bien même des agents provocateurs. Il est malheureusement, dans l'histoire

contemporaine des pays balkaniques, trop d'exemples d'événements dont la police a été l'instigatrice en vue de justifier des représailles et de corroborer des thèses politiques (1). En fait, l'armée russe s'est-elle massée sur la frontière, et le mouvement insurrectionnel s'est-il déclenché simultanément dans les plaines bessarabiennes, a-t-il été, en fait, organisé sérieusement ? Non.

Il est vrai que les paysans de Nicolaiev et de Tatar-Bunar ont proclamé le régime des soviets et arboré le drapeau rouge.

Mais, si comme tout pousse à le croire, les soulèvements des Bessarabiens ont été uniquement suscités par l'exaspération d'une population maltraitée, pressurée, affamée, décimée, on peut admettre que les mutins aient envisagé l'indépendance sous la forme dont la République Moldave Soviétique et la Russie elle-même leur présentaient l'exemple. Le prestige du gouvernement ouvrier et paysan, c'est-à-dire de l'Etat des travailleurs libérés du joug de leurs exploiters, devait forcément agir sur l'imagination de ces malheureux et il n'y a pas là un argument en faveur de la participation directe du peuple libre limitrophe. On peut donc admettre, répétons-le,

(1) On m'a exposé notamment dans tous ses détails l'histoire d'un prisonnier nommé Kanner sur qui s'est appesantie la main de la justice parce que l'agent provocateur Buda l'avait forcé à aller chercher des obus dans un dépôt. Ce malheureux a été ensuite inculpé de distribution d'armes et d'explosifs, et d'attentat.

sans que cela tire aux conséquences qu'on prétend imposer à l'opinion publique, qu'ils ont été « manœuvrés » par quelques meneurs. En fin de compte, tout l'échafaudage des conclusions de l'accusation, terriblement invraisemblable, reste à prouver.

Comment l'accusation s'y emploie-t-elle ? Quels sont les documents sur lesquels on s'appuie pour établir le lien entre la Russie ou bien l'organisation communiste internationale, et le fait positif du soulèvement ?

Ces documents — qui sont ceux que M. Tatarescu devait me remettre entre les mains — je les connais. Ils sont énumérés et analysés dans l'acte d'accusation. Ceux-là, ils ont été produits devant le tribunal, et tous les objectifs de l'accusation : impliquer le drame de Tatar-Bunar dans le grand procès international que l'ordre établi intente au communisme, et dégager la gestion roumaine de la Bessarabie des accusations d'impuissance et d'indignité insupportables que les faits dressent contre elle — tout cela repose sur ces documents.

S DOCUMENTS RÉVÉLATEURS

Ce sont des lettres de Platov à Nénine. Ces

lettres ont été fournies par la police qui les aurait trouvées sur un cadavre. Ce cadavre n'a pas été légalement authentifié. Il n'y a aucun procès-verbal le concernant. La police a prétendu que c'était celui du fameux Nénine, personnage dont la carrière reste pleine de mystère. Au reste, sur le corps où l'on trouva ces 20 lettres capitales, on trouva aussi une pièce d'identité au nom de 'Asach ; mais ce n'en était pas moins Nénine, assure la police.

Tout le scénario bolchévique dans lequel les Commissaires Royaux transposent les épisodes du soulèvement paysan, est puisé dans la bibliothèque documentaire que renfermaient les vêtements de ce cadavre (outre les lettres, il y avait des plans d'organisation et d'attaque, et des circulaires).

Ces lettres que le Conseil de Guerre de Kichinev a reçues des mains de la Siguranza attestent la liaison entre les disparus qui ont besogné en Bessarabie et le centre de Moscou.

La première de ces lettres est à citer tout entière :

« Camarade Nénine,

« Notre devoir est de faire comme Lénine l'a dit. Vous devez vous rappeler les paroles de notre maître Karl Marx : Le travailleur n'a à perdre que ses chaînes et a tout à gagner.

« Vive la Révolution ! Vive la guerre civile !
Vive l'Internationale Communiste ! Vive la ré-

publique socialiste moldave soviétique, aux côtés de l'U. R. S. S.

« Camarades, soyez prêts au premier signal et vous irez au champ de la victoire. »

*Signé : Le commandant militaire
de la Bessarabie du Sud :*

PLATOV.

Est-il besoin d'insister sur la grossière invraisemblance d'un pareil document dont l'auteur a pris un soin enfantin de mettre en vedette les noms significatifs de Lénine et de Karl Marx, et d'énumérer complaisamment à un coreligionnaire politique qui n'avait que faire de cette leçon, les principes communistes les plus caractéristiques et les plus compromettants ? Cela sent à plein nez la gauche falsification policière : Qui veut trop prouver ne prouve rien : Les faussaires devraient se méfier de ce précepte de sens commun. Et est-il, d'autre part, plus admissible que le destinataire de cette lettre, alors qu'il entreprenait une œuvre clandestine gigantesque, ait commis la maladresse de garder sur soi ce document-massue et de collectionner sottement les autres dans sa poche ? Les circonstances de la mort de Nénine, telles que les rapporte l'acte d'accusation, permettent de remarquer, de plus, que longtemps traqué avant d'être découvert, Nénine aurait eu largement le temps de faire disparaître les papiers accusateurs qui bondaient ses poches.

La même énormité candide, si on peut employer ce mot dans une intrigue qui a provoqué tant de fusillades et d'égorgements, se retrouve dans une autre de ces missives :

« Camarade Nénine. Je vous rappelle à nouveau d'avoir à me copier la liste des endroits où sont les organisations révolutionnaires, pour que je prépare le plan des opérations militaires. » Et cet ordre de général d'opéra-comique est écrit, nous dit l'accusation, en septembre, deux ou trois jours avant la date fixée pour l'insurrection de toute la Bessarabie !

LA TROP BELLE COLLECTION

Poursuivons cette lecture révélatrice. Passons sur des recommandations ingénues comme celle où Platov éprouve le besoin de dire à Nénine : « Dans les Soviets de Bessarabie on doit préparer l'attaque contre les autorités. », ou bien : « Venez me voir et, si vous pouvez, apportez-moi des informations. ». Il est question, dans une lettre, d'une tactique se référant à des événements très antérieurs à la révolte, et on peut se demander comment il est possible que Nénine ait poussé la manie de centraliser sur lui des documents révélateurs, au point de ne pas faire

parvenir cette lettre à l'organisation où aurait été sa place.

Dans un autre document, Platov ordonne aux chefs de villages d'énumérer « les munitions, matériel d'artillerie, et matériel de cavalerie » dont leurs centres révolutionnaires disposeraient. Il est évident que ces organisations, même si elles avaient existé autrement que sur le papier et que dans les imaginations, ne pouvaient posséder ni matériel d'artillerie, ni même de matériel de cavalerie, et que c'est là une formule de rapport militaire transcrite telle quelle par un scribe militaire ayant plus de bonne volonté que de discernement, et d'un ridicule énorme dans la circonstance. Et ne peut-on qualifier de même le titre pompeux dont Platov accompagne sa signature : « Commandant Militaire de la Bessarabie du Sud » ? Ce titre appartient à la terminologie militaire roumaine et non à celle de la Russie des soviets.

La véritable personnalité du soi-disant Platov est aussi incertaine que celle du soi-disant Nénine. D'après les présomptions les moins hasardeuses, il s'agirait d'un simple pêcheur illettré, qu'on a affublé de noirs et profonds desseins et d'un rôle d'apparat, alors que victime parmi des milliers de victimes, il n'était plus là pour gêner l'enquête.

D'autres lettres nous montrent ce commandant en chef s'occupant lui-même à charroyer les armes à travers les marais et même s'enivrant

(il avoue qu'un jour, ivre, il a failli « parler »). Et lui, l'agent de cette Moscou dont on dit d'autre part que l'or subventionne la révolution bessarabienne, lui qui aurait mis au point un vaste réseau d'organisations subversives destinées à reprendre toute une province, il en est réduit à demander aux paysans de se procurer de l'argent par le vol et les coups.

Que devons-nous penser d'une pareille affabulation judiciaire ? Que s'il y a eu et s'il y a en Bessarabie, comme partout, des rêves et des courants révolutionnaires et une conscience grandissante de l'émancipation des opprimés ; que si les paysans bessarabiens regardent du côté de l'est d'où leur venait naguère la vie économique et où s'étendent des populations qui ont brisé leurs fers, cet idéal n'a pas donné lieu dans la circonstance à une action concertée avec ces populations, à une action suscitée et aidée par elles, et ayant la moindre chance d'aboutir. S'il y avait des associations coopératives ou autres — même des associations religieuses — il n'y avait pas, à cent kilomètres de la frontière russe, ces noyaux et ces ramifications révolutionnaires, comme on veut nous le faire croire à grand renfort d'arguments de roman-feuilleton, en confondant volontairement les révolutionnaires communistes avec les bandits ou les contrebandiers qui « traversent le Dniester ». Manifestement, les paysans accusés ne savent pas ce que c'est que le communisme, la constitution

russe, et, encore moins, l'organisation révolutionnaire. S'il y a eu des meneurs qui ont provoqué l'effervescence suprême et profité du mouvement déclenché par d'autres motifs, ils ont été les conséquences et non les causes, de la révolte.

LES CRIS DE VÉRITÉ

La véritable raison du soulèvement, que l'accusation, écho de la voix officielle, s'efforce de faire tenir toute dans ce seul motif passe-partout de l'homme au couteau entre les dents, pour fournir à un gouvernement despotique des arguments démagogiques et lui permettre d'esquiver sa responsabilité, — la véritable raison, elle a été exprimée par quatre ou cinq courageux accusés paysans qui ont osé crier à la face des juges galonnés : « Nous en avons assez et nous nous sommes révoltés ! » Et le reste a été fait par des provocateurs ou des brigands.

Elle a été exprimée par cet autre accusé qui tout d'abord n'osait parler, et qui tout d'un coup sortant de son mutisme, a proclamé : « Tous ces hommes-là, depuis que je les connais, je sais bien qu'ils n'ont jamais fait ce dont on les accuse !... Nous sommes de pauvres paysans poussés à bout. »

Elle avait été exprimée par avance, pour des

faits pareils et pour le même état de choses, par un homme dont le haut caractère avait été jusque-là unanimement respecté en Roumanie : le député Alexandri, quand il a prononcé il y a quelques années à Kichinev, à la suite de l'affaire de Khotine, un retentissant discours qui se terminait ainsi : « Ayant déjà un pied dans la tombe, je prends la responsabilité de vous dire toute l'amère vérité. Il suffit de se rappeler qu'un seul gendarme tsariste arrivait à terroriser tout un canton, pour comprendre ce que font les cinq ou six policiers roumains logés dans chaque village. Si nous ajoutons à cela les 50.000 soldats qui vivent illégalement en Bessarabie, pillent tout ce qui leur tombe sous la main et organisent des attaques rangées contre les cultures des paisibles habitants, on comprendra alors le proverbe qui circule chez nous et qui dit que : Etre Roumain, ce n'est pas une nationalité, mais une profession. Autrement dit les Roumains font avec nous un pacte de pincés monseigneur. Durant les dix-huit mois d'occupation roumaine, la Bessarabie a été beaucoup plus « russifiée » que pendant les cent huit années d'occupation russe. »

L'ex-premier ministre Vaida Voivod a déclaré au Parlement : « Le knout tsariste était mauvais, mais en comparaison de l'oppression roumaine qui sévit actuellement en Bessarabie, c'était un jouet. Aujourd'hui, en Bessarabie, on résout la question nationale au moyen de coups et de fusillades d'innocents... Quoique nous considérions

le bolchévik comme notre ennemi, il n'est rien à côté de la politique gouvernementale roumaine en Bessarabie. »

Le vieux Vassili Stroescu, l'apôtre du mouvement nationaliste en Bessarabie, a pu crier aux députés roumains, avant que l'on ne lui coupât la parole : « Les autorités locales bessarabiennes exercent une oppression sauvage sur la population. La justice se fait d'une manière sommaire, les abus sont tolérés par les ministres eux-mêmes. Les libertés publiques sont entièrement supprimées du fait du régime militaire. On a la douleur de constater que la situation était meilleure sous l'ancien régime russe. » Vassili Stroescu dut quitter la salle des séances devant le tumulte qu'il avait déchaîné, et son discours ne fut jamais publié même à l'*Officiel*.

Mais ces paroles-là restent. Elles dévoilent des choses certaines : « Cette plaie toujours vive et toujours douloureuse, la plaie de la Bessarabie opprimée et terrorisée. » (*Aurora*). Sur ces choses, qui continuent et empirent, tous les honnêtes gens se trouvent d'accord, en dehors des questions de partis.

Ces grandes voix-là qui se sont, pendant un moment, trouvées plus fortes que l'ordre établi, ont été rares, pour la honte de nos générations actuelles — mais les terribles accusations qu'elles ont fait entendre à jamais, dispensent en vérité d'aller chercher l'origine du geste désespéré des paysans dans un complot de cinéma.



Et la vérité a été exprimée aussi, moins audacieusement et moins ouvertement, mais explicitement tout de même, ailleurs : dans les réserves que n'ont pas pu ne pas faire les journaux de toute nuance. *Adeverul*, sans rien renier de ses principes politiques qui sont anticommunistes, est obligé de constater le mécontentement entretenu dans la population par une administration « qui n'est pas toujours à la hauteur de sa tâche. ». « La défense de la Bessarabie contre les attaques et les menées communistes est une question ; la pacification de la province par une administration honnête en est une autre, écrit *Adeverul*, qui ajoute que la métropole n'a pas su conquérir l'attachement de la population par un régime de justice, de liberté et de démocratie. »

M. Constantin Mille, un éminent journaliste, président de l'Association de la presse roumaine, écrit :

« Je ne sais quelle impression M. Barbusse rapportera du procès de Tatar-Bunar. Je puis dire seulement que ma conviction intime est que dans la répression de cette révolte les autorités ont oublié que les moyens employés par elles devaient être de ceux dont on use dans les Etats civilisés. Sans cet oubli nous n'aurions pas eu la visite de M. Torrès ni celle de M. Barbusse, car il n'y a pas de fumée où il n'y a pas de feu, et nous n'aurions pas eu à nous disculper en plaidant, comme le fait le gouvernement, les circonstances atténuantes. »

« Ce qui doit nous étonner, me disait le député Stere, qui est Bessarabien, non séparatiste, et comme j'ai eu l'occasion de le dire, très populaire en Bessarabie, c'est qu'il n'y ait eu que quelques villages qui se soient soulevés ! (1). »

Encore une fois, la machination avec la Russie reste toute à prouver, tandis que les causes normales de la mutinerie sont toutes prouvées.

MENSONGE PAR LA TORTURE

Mais il n'y a pas seulement les allégations des hauts ou bas agents de la sûreté, pour établir le complot. Il y a les aveux des accusés, et les dépositions des témoins.

Ici il faut ouvrir un nouveau chapitre, et non le moins grave, de cette étude. Nous pourrions en toute conscience et en tout sentiment de notre responsabilité intituler ce chapitre : *Les aveux et les dépositions ont été arrachés par la torture.* Accusés et témoins ont été soumis à la question comme au Moyen-Age, jusqu'à ce que l'on ait obtenu d'eux des réponses satisfaisantes.

Cela s'est passé dans tout le cours de l'instruc-

(1) Le parti agrarien de M. Stere n'a pourtant pas pris une position nette dans l'affaire de Tatar-Bunar.

tion. L'instruction est triple. C'est d'abord l'interrogatoire de la gendarmerie, ensuite celui du commissaire de police, puis celui du juge. A chacune de ces phases de la procédure, des moyens infâmes ont été employés pour donner corps au système de l'accusation, c'est-à-dire à l'idée de conspiration et d'intelligence avec l'étranger. Il ne s'agit pas de tentatives isolées émanant de quelque agent fanatique, mais d'une méthode réfléchie et généralisée. Certaines rétractions émouvantes ont permis de dévoiler l'étendue de l'odieuse manœuvre.

Au début, les audiences qui avaient lieu dans la cour de la prison n'étaient pas publiques. Il y en eut plusieurs auxquelles personne du dehors n'assista. Seuls, les parents des accusés pouvaient entrer pendant quelque temps. On a dû ensuite rompre un peu ce huis-clos, et si restreinte qu'ait alors été la publicité du procès, cela a permis à la vérité d'éclater.

Les survivants du massacre qui ont déposé à la barre du Conseil de Guerre ont d'abord récité la leçon qu'on leur avait apprise à coups de bâton. Lorsque les accusés et les témoins se plaignaient, le président leur coupait la parole. Puis il a fallu les laisser dire.

— Pourquoi trembles-tu ? s'avisa de demander le président à un homme qu'on avait amené devant lui à l'audience.

— Je ne tremble pas.

— Je te vois trembler de tout ton corps.

L'homme se décida à dire en baisant la tête :
J'ai peur d'être battu.

— Ici on ne bat pas.

— Je croyais que l'on battait ici aussi.

Non seulement on a dû les laisser parler, mais on a dû les laisser exhiber les cicatrices et les traces des coups et des blessures qu'ils avaient reçus tant qu'ils n'avaient pas dit ce qu'on attendait d'eux. Il y a eu comme preuves, des certificats médicaux qui ont été produits. Une autre preuve ressort de ce fait que certaines révélations ont été faites par des accusés que les Commissaires Royaux avaient d'autre part considérés comme « sincères ». La plus grande et indestructible preuve, c'est l'unanimité des victimes.

J'ai lu toutes les dépositions. Il me faut ici en citer une série, pour établir définitivement aux yeux de l'opinion publique, la véritable nature de cet énorme drame judiciaire de Kichinev.

Un maire de village, revenant sur ses déclarations antérieures faites à l'instruction préventive, a dit : « J'ai « avoué » parce que j'ai eu peur en voyant devant moi un homme tué. »

Pavel Chirilenko, accusé, a dit : « On a creusé une fosse, on m'y a mis et on m'a enterré jusqu'à la ceinture, en menaçant de m'enterrer vif si je ne disais pas la vérité, c'est-à-dire si je n'avouais pas que j'ai porté les armes et que j'ai conspiré contre l'armée roumaine ». Cette déclaration a été arrachée par Husatenko, ancien of-

ficier tsariste actuellement au service de la Sûreté.

Miron Cacenko, de Divisia, fut arrêté par la Sûreté, frappé brutalement, tenu deux semaines par les gendarmes dans une cave sans air. On le faisait sortir de temps en temps et on le frappait avec des marteaux sur la poitrine. Transporté dans un autre village, il fut à nouveau battu par les gendarmes jusqu'à l'évanouissement. Arrivé chez le juge d'instruction, le prévenu n'a pas voulu confirmer sa première déclaration. Le juge d'instruction Tudor Marin lui a craché à la figure. Finalement, l'accusé, terrorisé, a signé tout ce qu'on a voulu.

Matei Tanghev, accusé, a été tellement frappé qu'il saignait du nez et de la bouche. Il a été transporté à l'hôpital. Deux officiers se sont présentés à lui. Comme il ne pouvait pas parler, les officiers lui ont dit qu'il suffisait de signer. Il s'est soumis et a signé, sans qu'il lui ait été permis de lire sa « déclaration ».

Vasili Cartileanu, Mihaïl Tanghev, Ivan Cartileanu, ont été battus jusqu'à perdre connaissance pour « avouer » l'organisation révolutionnaire du village de Dolikioi, et ils ont fini par faire une fausse déclaration. A l'instruction, Tudor Marin a jeté un crucifix à la tête de Cartileanu qui hésitait à signer. Tous ont signé sans qu'on leur ait donné connaissance de la déclaration.

Alexis Boucaevski était un ennemi du maire

de son village et il était en procès avec lui. Il a été signalé comme révolutionnaire par le maire après le soulèvement de Tatar-Bunar. Menacé d'être torturé et de subir d'affreux supplices qu'on lui décrivit, il céda et signa ce qu'on lui fit signer sur la fameuse organisation.

Stefan Beda, de Vulcaneiste, a exposé le cas révoltant de provocation à la suite duquel il a été impliqué dans l'affaire de la révolution. Son témoignage a été confirmé par plusieurs témoins.

La déposition du prêtre Nicolas Riskov a établi que l'on avait mis en scène une sorte de comédie en tirant à certains intervalles des coups de fusil, pour que ce témoin déposât qu'il y avait eu une bataille dans son village, et de façon à faire inculper de crime d'insurrection un villageois nommé Spiridon Ischenko.

Alexei Efimencu, de Divisia, accusé, a déclaré qu'à l'instruction on lui a lu un procès-verbal, puis qu'on lui a enjoint d'apposer sa signature au bas d'une feuille de papier sur laquelle se trouvaient quelques questions dactylographiées. Mais il n'a pu voir quelles étaient ces questions dont il avait signé par avance la réponse.

Dans le dossier, certaines déclarations étaient copiées à la machine et par conséquent préparées avant que l'accusé ait signé. Ce procédé est usuel dans la police roumaine, et d'autres cas m'en ont été personnellement révélés par des victimes de ces machinations, qui ont mis en cause le directeur de la prison Doftana.

D'autres ont fait des révélations sur la façon dont procédait le fameux juge d'instruction Tudor Marin. Il émettait violemment d'épouvantables menaces. Il disait aux accusés : « Je jure sur la croix et l'Évangile que tu pourras en prison. ». Ce juge — qui n'a jamais fait d'études mais seulement quatre ans d'école primaire — « sommait les accusés et les témoins de lui donner des noms, et faisait arrêter tous ceux qu'on lui nommait. »

Atonasi Curtev a donné des renseignements sur l'association révolutionnaire secrète de son village. Il l'a fait, sans que ce fût vrai, a-t-il dit ensuite, parce qu'on l'a frappé sur la tête ; que les gendarmes s'asseyaient, l'un sur sa tête l'autre sur ses pieds, pendant qu'on le rouait de coups ; parce qu'on l'a lié avec des cordes, les mains attachées aux pieds, pour le frapper encore. Lorsqu'il sortit d'un évanouissement plus prolongé, on lui fit signer un papier et il retourna avec les autres prisonniers qui furent effrayés de le voir défiguré et le corps noir de coups. A chaque coup, on lui disait : « Dis la vérité. » Le gendarme chef de poste du village de Jibrian auquel il eut affaire, menait son enquête en tenant à la main un gourdin et en disant à ceux qu'il interrogeait : « Si tu ne me dis pas la vérité, tu la diras à mon gourdin. »

Jon Biburnas, instituteur, a déclaré : « Ce que j'ai dit n'est pas vrai. J'ai été forcé par les coups de déclarer que j'avais fait passer des

hommes sur le Dniester, mais cela est impossible mon village étant à 30 kilomètres du fleuve. Tous ceux qui ont déposé avec moi ont été battus. »

Nicolas Chisibaru : « Je n'ai pas été à Fontaina comme on me l'a fait dire, mais j'ai eu peur du Conseil de Guerre, et j'ai dit tout ce que ces messieurs ont voulu. »

Theodor Bacanov conteste tout ce qu'il a dit contre les inculpés et déclare qu'il ne reconnaît pas ses paroles dans le procès-verbal de l'instruction.

Nichita Mirciu, Dimitri Vanhov et d'autres : « Personne ne m'a parlé d'organisation révolutionnaire. Mais j'ai été battu et j'ai dit ça par peur. »

Stephan Bairactar : « Tout ce que j'ai dit à l'instruction je l'ai dit par peur et parce que j'ai été frappé et menacé. » Le Commissaire lui lit sa déposition. « En 1922, appelé par Nicolas Morzan au village de Fontaina, j'ai reçu l'ordre de faire un comité de cinq personnes pour chasser les Roumains de la Bessarabie. ». Le témoin répond : « J'ai dit cela parce qu'on me demandait de le dire, et que j'étais cruellement frappé. On m'a poussé les yeux avec un bâton et on m'a arraché la moustache. »

Il faut clore cette liste écœurante de faits, dont un seul constitue un cas de nullité en droit et en équité, et qu'il serait facile de faire deux fois ou dix fois plus longue. Contentons-nous de no-

ter qu'on est arrivé dans certains cas à faire dire aux hommes qu'on traitait de la sorte des choses totalement absurdes. On a forcé les accusés à avouer qu'ils avaient lu des manifestes révolutionnaires. Or, on n'a jamais pu trouver trace d'un seul de ces manifestes, ce qui serait inadmissible s'ils avaient existé. Le nommé Nicolas Huzun a été contraint d'avouer qu'un bateau portant des armes et des munitions de Russie était arrivé à Ismaïl — ce qui est une impossibilité matérielle.

145 témoins à charge ont rétracté leur première déposition, et aucun, en définitive, n'a fourni de renseignements positifs sur le complot anti-roumain.

Que reste-t-il de toute cette trame de conspiration ? Tout l'échafaudage des preuves invoquées s'écroulant comme un château de cartes, il ne reste plus que, bien visible, un système calculé et hypocrite pour donner à des intrigues politiques diverses les allures d'une entreprise de patriotisme, « d'ordre », et de contre-révolution, et pour complaire par là aux grandes puissances impérialistes dont les nations balkaniques sont vassales. Voilà longtemps que ce même moyen est employé pour écraser ici, à tort et à travers toute velléité d'indépendance et de liberté. En janvier 1919, je le rappelle, le journal *Ardealul* donnait déjà le mot d'ordre perfide de l'offensive : « Les Moldaves marchent d'accord avec les bolchéviks. »

**

Que peut penser le Conseil de Guerre de toutes ces évidences qui de plus en plus clairement se dégagent de ce procès si sensationnel par son envergure et par ses dessous ? Mais a-t-il le droit de penser ?

Tout à l'heure j'ai dit au colonel Maxim : « Je n'ai pas à vous dicter votre devoir. Je vous dirai simplement que l'attention du monde est en ce moment fixée sur vous et attend le verdict que vous rendrez. C'est grave. »

UNE ÉMOUVANTE FIGURE

Le lendemain, M. Costa Foru plaida. Depuis des années il se tenait à l'écart du barreau, mais il avait tenu à y revenir cette fois et à participer en personne à ce grand procès. Il parla avec beaucoup de simplicité, sans geste, sans mimique, mais dans une émotion contenue saisissante... Il parla des aveux et des témoignages obtenus par la torture et adjura les juges de ne pas accepter une accusation échafaudée sur de tels procédés. Le président du Conseil de Guerre l'interrompit :

— Monsieur Costa Foru, prenez-vous la res-

ponsabilité de ce que vous avancez ? Cette insinuation vous rend passible de poursuites. Je tiens d'autant plus à vous le déclarer qu'il y a aujourd'hui des étrangers qui suivent les débats.

M. Costa Foru ne se laissa pas troubler par cette sortie qui visait la divulgation solennelle du fait plus que le fait lui-même, qui est de notoriété publique et sur lequel M. Maxim est le premier à être édifié. Il se contenta d'élever un peu la voix et d'affirmer avec plus de gravité, qu'il prenait la responsabilité de ce qu'il avait dit.

Tout le monde avait les yeux fixés sur ce vieillard dont la noble attitude gardait quelque chose de retenu et de modeste. Il était debout devant la table faite de tréteaux et encombrée de dossiers, où les avocats, greffiers et secrétaires étaient massés, levant la tête vers lui.

Cet homme a mérité dans son pays, à la fois le respect et l'admiration des uns, et la haine des autres, en dévoilant d'une façon éclatante les atrocités des geôles et des chambres de police roumaines, et en s'attaquant à de triomphantes injustices. Alors que par son courage et sa moralité infailible, ce serviteur de la vérité toujours prêt à prendre en mains envers et contre tous, la défense des opprimés, fait figure de grand Européen, les chauvins fanatiques de là-bas l'accusent d'être un mauvais Roumain et de discréditer son pays. Les pauvres cervelles qui fabriquent cette accusation devraient bien comprendre qu'il n'est au pouvoir de personne de

discréditer un pays. Un grand peuple comme le peuple de Roumanie — et comme tout autre peuple — forme un ensemble sur lequel aucune généralité de cette espèce n'a de prise. Mais si quelqu'un pouvait dans l'occurrence discréditer la Roumanie, ce serait celui qui couvre, qui cache ou qui défend les actes d'un gouvernement de meurtriers. Un homme comme M. Costa Foru jette un lustre sur une époque comme la nôtre et par là, sur sa nation même — et ses insulteurs ne font que confirmer tumultueusement ce prestige.

La veille, il avait reçu une basse lettre de menaces à cause des rapports qu'il avait eus avec moi pendant mon séjour en Roumanie. Quelques jours après mon départ, il devait être attaqué par des fascistes dans la gare de Cluj, et sauvagement frappé à la tête — parce que cette tête ne s'était pas inclinée devant un ignoble ordre consacré.

*
**

Telles sont quelques-unes des impressions que j'ai recueillies en étudiant sur place le procès de Kichinev.

Cette affaire s'ajuste étroitement au tragique problème de la terreur blanche. Elle le fait voir tout entier : dans ses attaches, dans ses moyens, dans ses instruments. Il s'agit de gouvernements oligarchiques qui se maintiennent par la vio-

lence, et s'appuient sur diverses catégories de spadassins à tout faire ; de la coalition écrasante des grands intérêts des boyards, des hommes d'affaires, et des généraux ; d'un plan de réaction et d'impérialisme, en liaison avec ceux des autres gouvernements impérialistes du monde en vue de l'objectif commun : L'organisation, par tous les moyens et sous tous les prétextes, de la guerre contre l'affranchissement des peuples.

Lorsque nous sortons, à la tombée du jour et par un froid aigu, les soldats rassemblent la cohue des accusés et les poussent le long du mur, puis vers la fissure béante du bâtiment intérieur. A travers des grilles, on voit les hommes fourmiller cependant qu'ils rentrent un à un, longuement, car avant de regagner leurs fosses, ils doivent tous être fouillés.

Pendant qu'ils réintègrent leurs cachots glacés, nous franchissons le portail monumental du château-fort de la capitale bessarabienne, et nous devons aussitôt faire place à une colonne d'hommes qu'on y fait rentrer. Nous leur demandons dans la pénombre qui ils sont. L'un d'eux, bousculé par un soldat, a le temps de répondre : « Nous sommes ceux de Galatz. »

Oui. Un nouveau « complot » vient d'être découvert à Galatz et déjà les prisonniers affluent. Ce ne sont plus seulement de pauvres travailleurs des champs poussés à bout, qui se jettent tête basse dans l'insurrection parce que rien ne peut être pire que leur situation présente. Ce sont

aussi, dans cette nouvelle fournée d'hommes, des intellectuels qui fraternisent avec les manuels, qui luttent à leurs côtés contre un régime de destruction, et enseignent au peuple à prendre conscience de lui-même et à revendiquer son droit à la vie. Ceux-là, sur toute la terre des Balkans, la police les guette et les attire dans ses pièges sanglants. Il y en a cinquante à ce jour qui sont enfermés dans les casernes d'où sortent de temps en temps des cris qu'on entend à travers les murs. Aucun d'eux n'a pu encore communiquer avec un avocat. J'ai su par hasard leurs souffrances et le traitement qu'ils subissaient. Mais je ne puis dire ici ce que j'en ai su, ni comment je l'ai su (1).

Ainsi, cette affaire de Tatar-Bunar, épilogue d'une si longue série de persécutions et de mas-

(1) Et, depuis, d'autres arrestations encore, à Kichinev, à Beltz et à Bender (34 personnes). On les a fouettées, on leur a percé les pieds avec des tiges de fer. On les a torturées par le courant électrique — selon la civilisation moderne. Et d'après les dernières nouvelles, voici qu'on voit réapparaître le vieil arsenal judiciaire. Il est question, une fois de plus, « d'aveux » fournis par la Siguranza et niés devant le juge d'instruction. Un des chefs d'accusation contre les inculpés est celui-ci : Ce sont des « fanatiques » parce qu'ils ont fait la grève de la faim. Un autre est accusé d'avoir une bibliothèque, un autre de lire le journal démocrate *Facla*.

Voici les résultats du procès de Kichinev : Sur les 283 accusés, 85 ont été condamnés.

Justin Batescev a été condamné au maximum : Travaux forcés à perpétuité, la peine de mort n'existant pas juridiquement en Roumanie.

Trois accusés ont été condamnés à dix ans de travaux forcés, un à huit ans, un à six ans, dix à cinq ans. Deux accusés ont été condamnés à cinq ans de réclusion, trois à trois ans de prison, un à quatre ans, quatre à trois ans, un à deux ans

sacres, ne clôturera rien. Voici de nouvelles affaires qui recommencent et qui recommenceront tant qu'il restera en Roumanie, sous les lois actuelles, des hommes dont le cœur bat pour la cause de la liberté et de la justice sociale.

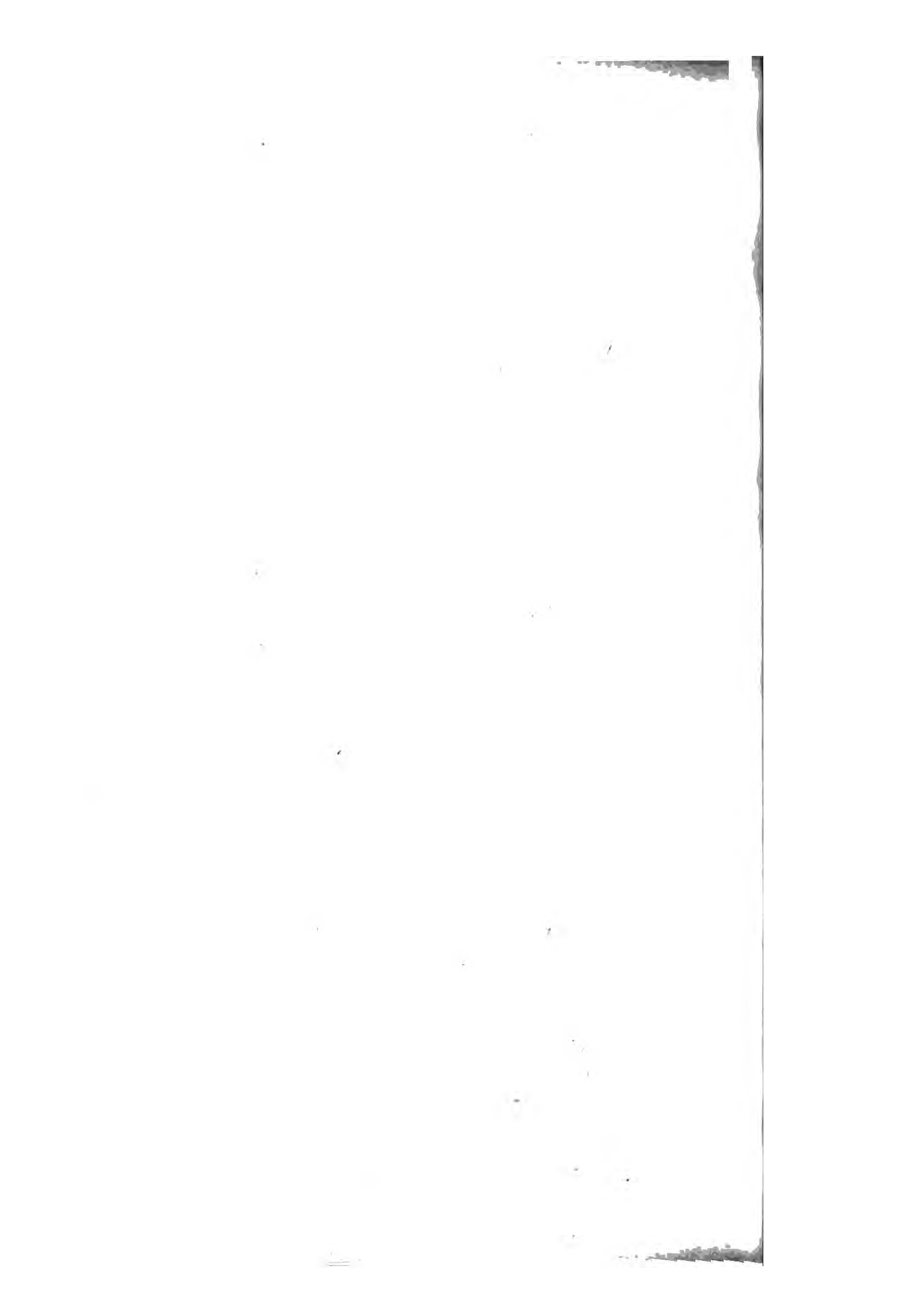
Si d'aventure on me reproche d'avoir apporté en Roumanie un parti pris politique, je répondrai que si je n'avais pas été révolutionnaire je le serais devenu en sortant de là.

et dix mois, dix à deux ans. Les quarante autres, condamnés à des peines variant de deux mois à un an, ont été graciés. Chacun des condamnés a été frappé d'une amende de mille lei. Les témoins à décharge Darranegra, maire de Tatar-Bunar, son adjoint Cerer, le maire de Hatmanjuc Sefcencu, le pope Sandulescu, le sénateur Yacob Belnosov ont été renvoyés devant la Cour Martiale comme complices des révoltés.

Dans beaucoup de milieux, on a prétendu que la présence d'étrangers au procès avait contribué à atténuer la sentence.

De ce que cette sentence aurait pu être pire, s'en suit-il qu'elle doit satisfaire les honnêtes gens ? Songeons à ceux que les travaux forcés, la réclusion et la prison viennent de faire disparaître du monde des vivants, victimes qui — à ce jour — couronnent en tas une hécatombe durant depuis huit ans.

AUX PEUPLES BALKANIQUES



AUX PEUPLES BALKANIQUES

Je me suis trouvé au milieu de vous. J'ai serré vos mains d'ouvriers et de paysans, hommes, femmes, et jeunes gens, dans les locaux ou dans les logis où vous étiez traqués, et nous avons communiqué ensemble à Bucarest, à Sofia, à Belgrade, à Budapest, à Vienne — et parfois dans les pays étrangers aux vôtres, loin de vos terres natales que vous aviez été obligés de fuir comme la peste.

Plein de l'image de votre calvaire, et fort des battements de vos cœurs, je crois que je ne dois plus vous dire désormais autre chose que ceci : Prolétaires, malgré l'appui qu'apportent à votre cause quelques nobles esprits épars, ne comptez au monde que sur vous-mêmes. Rien ne vous viendra jamais d'en haut, que des duperies et des coups. Comme les vrais anciens combattants de la guerre, qui ont le remords d'avoir obéi, perdez ce qui peut vous rester encore dans vos masses, de respect, à l'égard de régimes et de per-

sonnels dirigeants qui ont besoin de vous pour accomplir leurs méfaits.

Vos ennemis ce sont vos gouvernants.

La grande scène européenne retentit des tirades pompeuses sur le droit des peuples et sur la paix, que récitent des personnages habillés en plénipotentiaires et en ministres.

Je sais, moi Français, le rôle néfaste qu'a joué la France officielle en Europe depuis la guerre. Je m'honore de m'être, dans plusieurs circonstances publiques, joint à des étrangers fraternels qui flétrissaient les fautes et les crimes du gouvernement français, et je n'ai jamais eu l'idée de confondre la France avec les gens qui se succèdent dans les palais de Paris. C'est leur France à eux qui a étouffé la première révolution allemande ; qui a étouffé la révolution prolétarienne hongroise et aidé directement le règne des soudards ; qui a contribué triomphalement en Pologne, dans les États Baltes, en Espagne, à faire retomber les peuples dans leurs chaînes, et qui a fait tout ce qui lui était possible de faire pour opérer de même avec la Russie.

Les gouvernements Bratianu, Volkov, Pachitch, Pangalos, et jusqu'à hier le gouvernement Horthy, n'ont pas eu de plus ferme appui que celui des représentants de la France de la Révolution et de la libre Angleterre. Tous ces hommes se sourient et se soutiennent. D'ailleurs, ils se ressemblent. Les uns ne sont que l'image plus sanglante des autres. Ils incarnent partout

le même système, la même idée : Faire la guerre au peuple des villes et des campagnes, empêcher à tout prix les travailleurs de réaliser par une alliance logique leur pesée et leur étendue réelle, abattre leurs chefs, décimer les vivants, faire taire les survivants.

Vos dirigeants, serviteurs des grands hommes d'affaires internationaux, sont vos ennemis. Le fascisme international, c'est en même temps la dictature blanche de l'État et l'exploitation du travail. Ils sont de l'autre côté de la barricade. Et ceux-là aussi sont vos ennemis qui se servent du prétexte démocratique comme les autres se servent du prétexte patriotique, pour vous inciter à une discipline avilissante et à une honteuse docilité.

Votre pays, c'est vous. Le prolétariat fait corps avec un pays, autant que la terre nourricière elle-même. Et le seul principe substantiel et ferme qui sort du chaos social contemporain, c'est la solidarité du prolétariat. Tous les prolétariats, et tout le prolétariat : vous, ouvriers, paysans, et vous aussi, employés ou intellectuels exploités, et vous aussi jeunes gens des écoles en qui vit la jeune conscience furieuse du peuple lui-même.

C'est par la solidarité que vous refuserez un jour l'obéissance servile. Pour massacrer les paysans dans les champs, les ouvriers dans les rues, pour dépeupler les maisons et pour peupler les prisons et les nécropoles, il faut des armées, pour faire des armées il faut votre consentement.

C'est le soldat bulgare et le soldat roumain, comme c'est ailleurs le soldat français, qui est l'auteur des calamités qui s'étendent, et le soldat, c'est vous.

C'est par la solidarité que vous organiserez sur des bases logiques et naturelles cette communauté des hommes dont l'idéologie bourgeoise démocratique n'est qu'un pâle dessin abstrait qui n'a plus pour des meneurs officiels qu'une valeur de prétexte. Ce jour-là vous obéirez enfin à votre seule destinée.

Mais pendant cette période du temps où nous sommes, votre tâche à vous autres, Roumains, Bulgares, Yougoslaves, Macédoniens, Grecs, est la plus dure. Votre destinée est la plus sombre dans la grande mêlée encore à moitié idéale que nous essayons de créer en nous mettant coude à coude, dans cette guerre civile libératrice où seules donnent encore des avant-gardes, et qu'il faut un jour déchaîner sur tous les vieux champs de bataille séculaires des guerres de race — pour détruire une bonne fois le brigandage et la barbarie.

Nous pressentons l'avenir. Mais en attendant, votre sang coule, et nous apprenons chaque jour avec angoisse le tribut que vous payez à la lutte sacrée des classes, et le deuil que nous en éprouvons, n'est hélas encore, qu'un cri de colère.

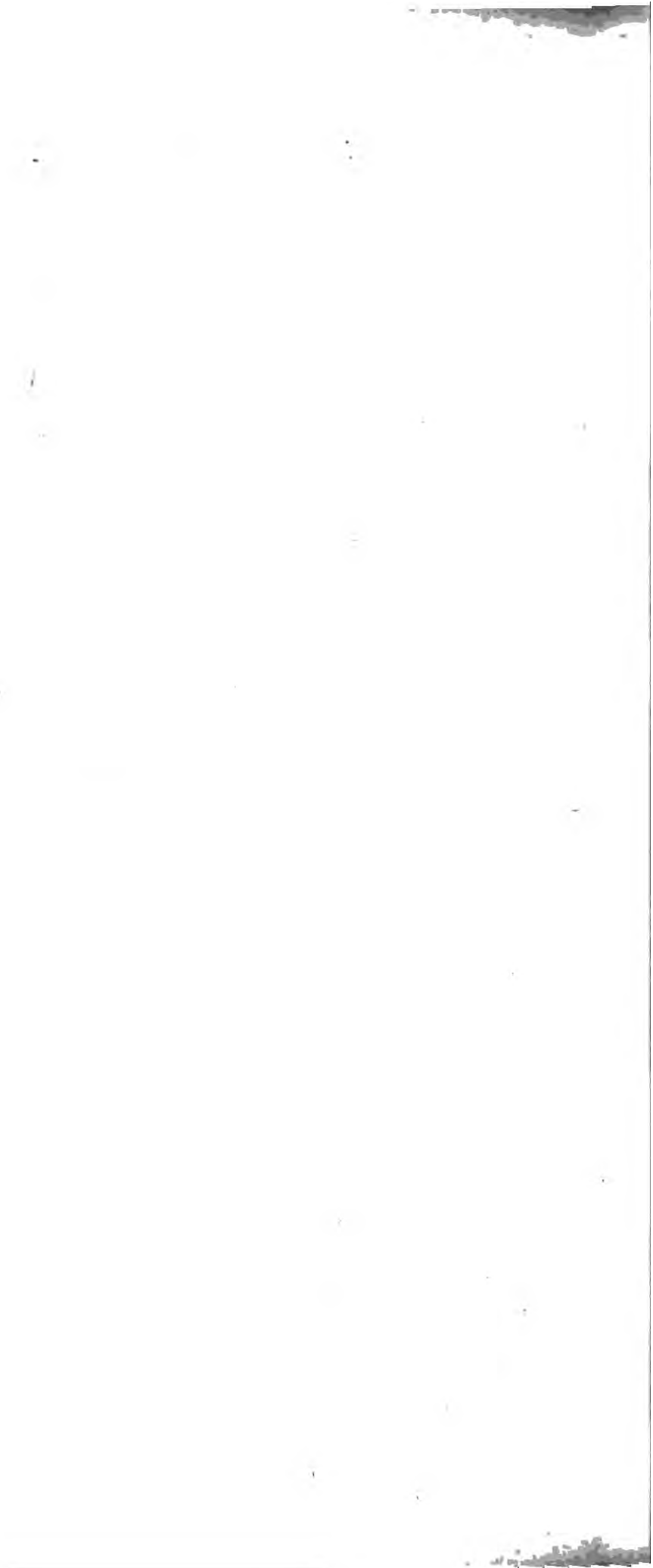
Pourtant votre effort n'est pas vain, même si vous chanceliez, même si vous êtes momentanément réduits à l'impuissance.

Il est pour nous un magnifique exemple. Votre indomptable entêtement de martyrs au-dessus des moissons lugubres, réveille notre espoir et pousse notre action. Il nous incite désespérément à l'organisation féconde, à l'unité libératrice des opprimés et à l'audace. Il prépare le règne de l'équilibre social qu'on peut appeler aussi le règne de la justice. Il hâte un dénouement historique.

Près de vous, moi qui étais venu chez vous pour chercher des cimetières et compter des morts, j'ai pris une meilleure conscience de notre devoir vivant. Lorsque j'ai parlé de vous aux prolétaires de la France et de l'Europe centrale, que je leur ai transmis comme vous me l'avez demandé, votre amitié et votre confiance, et leur ai décrit vos souffrances, j'ai senti combien au choc de telles leçons le peuple acquiert une notion plus nette du génie de sa force et des exigences de son éclatant mot d'ordre : La fraternisation des hommes, sous l'uniforme de misère, sous l'uniforme de soldat, et sous l'uniforme de sang.

31 décembre 1925.

ANNEXE



ANNEXE

M. LIAPTCHEV ET LA LÉGALITÉ

Certains passages de ce livre ont paru dans divers journaux de France et d'Europe : *Quotidien*, *Humanité*, *Évolution* (Paris) ; *Peuple* (Bruxelles) ; *Goudok* (Moscou) ; *Abend* (Vienne) ; *Foreign Affairs* (Londres) ; *Der Volk* (Amsterdam) ; *Göteborgs Handels* (Gothembourg) ; *Arbeiter Illustrierte*, *Die Weltbühne* (Berlin) ; *La Razon* (Buenos-Aires) ; *Kaizo* (Tokio), etc.

Ces publications ont amené quelques protestations de la part des représentants ou des défenseurs des autorités officielles balkaniques.

Je ne trouve rien dans ces protestations, d'ordre général, inspirées par la polémique et le parti pris, qui m'incite à modifier en quoi que ce soit mon exposé des faits et des statistiques, ainsi que les conclusions qui, à mon sens, s'en dégagent d'elles-mêmes. Aucun démenti sérieux ne m'a été opposé. Je n'ai donc pas à revenir sur ces prétendues mises au point, et j'estime jusqu'à nouvel ordre, que j'y ai répondu par avance.

Je veux retenir pourtant une note parue dans *le Temps* par les soins de la Légation Bulgare de Paris et qui dit en substance que j'expose une situation qui appartient au passé, l'avènement du cabinet Liaptchev

ayant fait rentrer la Bulgarie dans la légalité et la pacification intérieure.

« Je ne saurais laisser passer une pareille assertion, totalement contraire à la vérité. Et comme je ne veux qu'aucune équivoque ne subsiste sur ce point, je rappelle que le 20 février, à Sliven, la Cour Régionale a jugé les 151 accusés de « l'organisation conspirative ». 31 ont été condamnés à mort, 12 aux travaux forcés à perpétuité, les autres, à 15, 12 et 6 ans de prison. Le même jour, à Sofia, a commencé le procès des représentants du parti paysan et du parti communiste à l'étranger. Ce procès s'est terminé le 8 mars par 27 condamnations à mort par contumace. Sous M. Liaptchev, on a légalisé l'assassinat de Kiril Pavlov et de P. Janev, anciens ministres : Ils avaient été acquittés en 1925, mais maintenus prisonniers pendant plusieurs mois dans les souterrains de la Sûreté Générale de Sofia. Ils y furent brûlés vifs le 17 avril 1925. L'affaire fut classée. M. Liaptchev l'a reprise pour faire juger « par contumace » les deux martyrs, qui viennent d'être condamnés à mort. Le 24 avril 1926, le procès contre l'ancien Comité des Jeunesses Communistes, se terminait par quatre condamnations à mort. Les tribunaux sont saisis d'un grand nombre d'affaires de même espèce.

Je signale qu'ont été assassinés tout récemment : l'agrarien Kosta Youroukov, l'agrarien Ivan Spassov, le corps près de Banki. Zora nous apprend que deux citoyens arrêtés ont été tués pour « tentative de fuite ». Ivanov, arrêté à Sofia, est mort sous les coups. Traikousky, de Borina, a disparu. A la suite du congrès des syndicats, on tenta de se saisir de Yordan Mitez, secrétaire des Syndicats Indépendants, et le groupe fasciste Guerilla, dit-on, a condamné à mort neuf militants des plus en vue des Syndicats Indépendants.

Je constate aussi, parce que c'est un fait, que l'am-

nistie présentée par M. Liaptchev comme don de joyeux avènement, a surtout profité aux assassins et aux voleurs, et a été singulièrement restreinte pour les faits politiques. Nombre de victimes politiques sont restées en prison (1.100 environ), notamment les trois Français condamnés iniquement à la détention perpétuelle, M. et M^{me} Léger, et M^{me} Nicolova. Quant à la façon dont les exilés amnistiés sont accueillis quand ils rentrent, notons que 113 émigrés de la région de Kustendil furent massacrés dès leur retour dans leurs foyers ; que d'autres, habitant la région de Bourgas, vont l'être sans doute, grâce à un article de dénonciation et de provocation du général Yostov, dans le journal gouvernemental *Slovo*, que d'autres sont l'objet de menaces, de vexations et de sévices, que l'amnistié Kabatchiev a été arrêté parce qu'il tentait de fuir en Bulgarie, « estimant que sa vie était en danger », etc., etc.

Ceci dit, j'énumérerai simplement ici, à titre de réponse à l'audacieux sophisme colporté par un important journal français, les cas d'arbitraire et de violence commis lors des élections communales en Bulgarie, en février 1926, sous le gouvernement de M. Liaptchev. Cette documentation a été publiée par la presse bulgare. Dans beaucoup de cas, sa véracité est attestée par des démarches de protestation qu'ont faites au ministère des personnalités connues, et dans plusieurs cas par des certificats de médecins. J'ajoute que cette liste n'est certainement pas complète.

Assassinats. — A Borovan, le caporal Nakov a fracturé le crâne du démocrate Parvanov.

A Stanimaka, la milice a assommé l'instituteur Jean Spasov en plein jour sous les yeux du maire Petre Grozev.

Arrestations arbitraires. — Le député agrarien Petre

Minov a été arrêté par des gendarmes qui ont braqué sur lui des revolvers, sur l'ordre du maire Pentchev et du sous-préfet.

A Kritchime, le conseiller général paysan Bogdanov a été arrêté.

A Radomir, le sous-préfet a arrêté à l'occasion des élections, Simeonov et Voutchkov de Provalenitza, et quatre autres paysans de Negovantzi. D'autres arrestations ont suivi.

A Melikadanovo, quatre candidats paysans furent arrêtés.

A Sliven : on a arrêté de nombreux paysans des villages voisins et on les a amenés à la ville. L'agent qui accompagnait le député de la majorité Michaïkov, « a essayé son pistolet sur la poitrine d'un agrarien ». Un Wrangélien et un Macédonien terrorisent les paysans. Ceux-ci, arrêtés arbitrairement et ensuite libérés par le procureur, n'osent rentrer chez eux à cause de la terreur gouvernementale.

A Tchervenakovo, Dimo Popov fut arrêté et conduit à Novazagora.

A Tchiken, Tchoban et Uren ont été arrêtés.

Le prêtre du village de Devedere a été arrêté et les agents ont dispersé les électeurs du village.

A Karnobat, huit démocrates furent arrêtés.

A Kroumovo, le jour des élections, on a arrêté les trois candidats en vue du parti démocratique : Lazarov, Nicolov et Stamoniakov, pour les empêcher de présenter la liste de ce parti. Le membre du bureau électoral du même parti, Mladenov, a été aussi arrêté.

A Tatar Pazardjik, Tzekov, membre du conseil supérieur du parti démocratique, a été arrêté en compagnie de ses fils. Beaucoup de membres de l'opposition ont fui la terreur gouvernementale.

A Alexandrovo, le maire a arrêté Angel et Petko Gelezkov, chefs libéraux, et n'a pas distribué les cartes aux électeurs.

A Zlaten, les gendarmes ont arrêté le jour des élections Tchakarov et son fils ainsi que les frères Grozev.

A Lokorsko, le candidat du parti national libéral Gounderov a été arrêté.

La police a bloqué les villages de Kalatchlie, Baltajie et Solali en se livrant à des menaces contre les électeurs. Plusieurs arrestations ont été opérées.

A la gare de Vetovo, les avocats Kaltcev et Kostov ont été arrêtés, le commissaire a enlevé les bulletins du candidat national libéral.

Plusieurs arrestations à Kritchim ; les listes de l'opposition défendues.

A Perouchtiza, arrestation de Milouchev.

A Kojnare, l'adjoint a arrêté arbitrairement Beliaikov, Gravchovski et Dmitrov. Le gendarme Stoianovo menaçait de mort quiconque oserait présenter une liste paysanne.

A Moursalevo, les candidats des paysans ont été arrêtés et la liste paysanne interdite.

A Bistriza, candidats paysans arrêtés, liste paysanne défendue.

A Malkokadievo, le paysan Grosev a été arrêté et conduit à Stara Zagora.

Sévices. — M. St. Chivarof, ancien député, a été assailli et frappé et très grièvement blessé à la tête, près du village de Dulevo.

La veille des élections, M. Vitcho Petev, ancien maire, a été assailli par le maire Karchovski (du parti gouvernemental) et le forestier V. Christov. Petev a eu le crâne fracturé, un bras et une côte cassés.

Le 29 janvier, à Pleven, à la suite d'une réunion agrarienne, les autorités maltraitèrent le sexagénaire Pavel Athanassov, de Matvitza, qui avait présidé cette réunion. C'est à la sous-préfecture que le vieillard fut

frappé après avoir été menacé de mort et injurié par le sous-préfet Kirkov (certificat des docteurs Lessitchkov et Haïdoukov constatant les blessures faites par un instrument contondant).

A Kalarare, le notable paysan Iordan Ousounov a été « battu affreusement » par le brigadier de gendarmerie et le caporal Deliradev.

A Drougan, des policiers ont menacé d'arrestation l'ancien ministre Botev, à peine amnistié, et ont dirigé un fusil contre sa poitrine.

A Souchitza, des terroristes de la police ont fait venir à la mairie Gueorgui Trifonov et l'ont frappé violemment en présence du maire.

A Dolna Manastiritza, le candidat paysan Trifon Trifonov a été maltraité.

A Polikraïtche, quatre candidats paysans battus sans pitié.

A Brdarski, les candidats paysans furent frappés et blessés le jour des élections.

A Kochava, une semaine avant les élections, des gendarmes furent envoyés pour terroriser la population. Le jour des élections, le représentant paysan d'un bureau électoral, Floro Popov, a été arrêté par un gendarme et par le maire, amené à la mairie et là, assommé à coups de crosse.

A Tchelopetché, le député gouvernemental Panfchov s'est livré à de violentes menaces à l'égard des paysans dans une réunion publique, les objurguant de voter pour le gouvernement. Les candidats paysans ont été appelés à la mairie et menacés. Le jour des élections, ils furent frappés (parmi eux, le maire Petkov).

A Demirdjeli, le brigadier de gendarmerie Poulev et le policier Smaïlov, ont tenté d'obtenir de l'opposition, par des menaces, la non présentation des candidats. Le candidat paysan Petkov a réussi, malgré tout, à déposer la liste des candidats paysans. Les

représentants du pouvoir l'ont arrêté. Il fut jeté à terre et frappé de cent coups de matraque. On l'a conduit ensuite devant le bureau pour qu'il retire la liste qu'il avait présentée. Il refusa. Alors le brigadier Poulev enleva lui-même la liste paysanne, et devant les yeux du candidat paysan, il la brûla. (Certificat du docteur Daïrov constatant que Petkov a reçu sur le corps et sur le visage de nombreux coups portés par une arme dure, élastique et contondante.)

A Dragoman, pendant la nuit qui précéda les élections, Ivan Kolev, chef des nationaux libéraux et son fils Rasko furent attirés dans une embuscade et assommés.

A Alexandrovo, quatre gendarmes, arrivés spécialement pour les élections, ont arrêté et maltraité terriblement Dimo Dragoev. Plusieurs paysans se sont enfuis.

A Drougan, les gendarmes ont cruellement frappé Sergui Zaharinov.

A Messemvria, des gendarmes et des policiers ont maltraité des réfugiés. Un détective a giflé un réfugié de Thrace, Christo, parce qu'il avait osé poser sa candidature.

A Tchiken, Sali Kara Mehmedov fut cruellement battu.

A Beli-Mel, Iordan Krstev eut le même sort, ainsi qu'un certain nombre de conseillers municipaux. (On voulait obtenir leur démission.) Après les élections, Vrbanov, partisan de Liaptchev, en compagnie d'un gendarme, a battu Ivan Spassov et Marko Vidov, qui s'est évanoui sous les coups. (Certificat de médecin.)

A Tcherkovna, on a frappé Mouradali Ibraïmov, pour l'empêcher de poser sa candidature.

A Osmo Kalougerovo, des policiers ont terrorisé les paysans et maltraité le candidat Peev. Ils ont frappé aussi Ivan Lazarov et lui ont enlevé les bulletins.

A Karlovo, des « agents irresponsables » accompagnés de policiers parcoururent les villages d'alentour en camion, terrorisant la population et défendant aux candidats de l'opposition de se présenter.

A Plovdiv, Dafov, social-démocrate, a été frappé par le caporal Litzov.

A Malaritza, le commissaire Sapoundjev a frappé le socialiste Grosev.

A Brdarski Guieran, les candidats paysans ont été frappés le jour des élections.

Mesures tyranniques prises par les autorités. — A Gabrovo, les chefs paysans, ont été appelés à la sous-préfecture ; on leur ordonne, à grand renfort de menaces, de ne pas se présenter aux élections.

M. Tchernev, député de Varna a télégraphié au ministre de l'Intérieur, M. Liaptchev, pour dénoncer des faits de pression gouvernementale « inouïe » ; « les commissaires de police, des agents, des gendarmes, le secrétaire de la préfecture, et d'autres fonctionnaires interdisent la liste paysanne et menacent les paysans. » M. Tchernev ajoute : « Nous vous prions de nommer vos maires. Nous ne voulons pas des élections. »

A Souchitza, défense aux membres en vue de l'opposition de sortir pendant les élections.

A Lovetche, défense de participer aux élections sur la liste de l'union paysanne.

A Baldji Omour, le 20 février, pendant la nuit, perquisitions dans les maisons des paysans notables pour leur enlever les bulletins et les listes. Au jour des élections, la section a été bloquée par la police armée et on n'en a pas permis l'accès aux paysans.

A Kochava, la maison où devait avoir lieu les votes fut, dès la veille des élections, entourée de fils de fer barbelés et le matin dix policiers la gardaient. Tous les paysans furent fouillés. On leur enleva les bul-

letins du parti paysan et on les remplaça par des bulletins du parti gouvernemental.

A Baldji Omour, on a détruit, le jour des élections, la liste des paysans. Les candidats paysans ont été dispersés par le gendarme de la sous-préfecture de Popovo, Dimitre Marinov. Puis les forestiers Ivanov et Dragochinov, sabres au clair, secondés par les miliciens, entourèrent la maison où s'effectuaient les votes et en défendirent l'accès aux paysans.

A Koun Bunar, le commissaire de la sous-préfecture, Bogdanov accompagné de gendarmes, a fait occuper le local électoral. A 5 heures et demie du matin il a fait appeler auprès de lui tous les chefs du parti de l'opposition et les a menacés d'arrestation. Il a interdit qu'on ne présentât une liste d'opposition. Les membres du bureau électoral furent fouillés. Le commissaire a privé du droit de vote 270 citoyens, et 130 seulement ont voté (il y a eu à ce sujet une protestation circonstanciée).

Dans plusieurs communes, les maires ont fixé arbitrairement avant les élections, de 18 heures à 20 heures, la fermeture de tous les locaux et ont défendu tout attroupement de citoyens (notamment à Borovan, à Orlandovtzi, à Beli-Mel).

Nicolas Krstev, maire de Strovo, a ordonné que, jusqu'à nouvel ordre, tous les citoyens devraient être rentrés chez eux après 7 heures. Il a déclaré dans son ordonnance, que la réunion dans les maisons, de plus de deux personnes, sera considérée comme formation de noyaux clandestins, dirigés contre la sûreté de l'État, et que les auteurs seront jugés en vertu de la loi de la défense de l'État.

A Semerdjievo, tout le village fut mis en état de siège durant les élections. Le maire a perquisitionné chez les socialistes, leur a enlevé les bulletins et a envoyé la plupart d'entre eux hors de la circonscription.

L'administration a exercé une pression directe sur les électeurs par tous les moyens : réunions et tournées en faveur des candidats du gouvernement ; menaces et sévices. A citer dans cet ordre l'action des préfets de Bourgas et de Vratza, des sous-préfets de Chumen, de Radomir, d'Eski-Djoumaia (ce dernier a frappé de sa main plusieurs personnes, il a fait tirer sur le national-libéral Hussein, âgé de 75 ans, et l'a fait arrêter ensuite avec son fils).

A Lenitza, après les élections, les autorités ont arrêté Jean Gazdov, radical et lui ont intenté un procès en vertu de la loi de la défense de l'État.

A Modrana, on n'a pas permis aux paysans de se présenter sur les listes de l'Union Paysanne.

A Stroevo-Bogoevo, la liste paysanne fut interdite. L'agent Bogdanov maltraita les paysans.

Dans beaucoup de communes, les policiers ont perquisitionné pendant la nuit, la veille des élections, dans les maisons de plusieurs membres de l'opposition, et leur ont enlevé les documents et les papiers leur permettant de présenter les listes, ainsi que les bulletins de vote. Cela s'est passé notamment à Vinograd, à Gorni Dabnik, à Stob.

A Katounetze, des agents ont fait irruption dans la maison de Naïdenov, le revolver au poing. Il réussit à s'enfuir. Le jour des élections, les mêmes agents, accompagnés du forestier et du garde champêtre, ont roué de coups les chefs de l'opposition qui s'étaient présentés pour déposer les listes de leur parti. La liste déposée par les nationaux libéraux fut enlevée au président du bureau électoral et déchirée sous les yeux de tous les assistants.

Dans plusieurs localités, les autorités municipales n'ont pas délivré les cartes d'identité aux électeurs de l'opposition, et les ont ainsi empêchés de voter. Cela s'est passé notamment dans l'arrondissement d'Osman Pazar, dans la commune de Tchelopetch, dans

l'arrondissement de Tatar Pazardjik, au village de Levski, à Novosseltzi, à Kramolin.

Dans plus de quinze arrondissements urbains, le gouvernement a défendu l'enregistrement des listes paysannes.

Ailleurs, défense de voter, ou ordre de voter avec le bulletin de la couleur du gouvernement (en Bulgarie on vote avec des bulletins de couleurs différentes) pour des listes gouvernementales camouflées en « listes communes paysannes ».

De plus, les chiffres des résultats publiés officiellement ont été contestés de toutes parts.

Conclusion : Voici les déclarations apportées au Congrès radical, par M. Kostourkov : « Les élections du 14 et 21 février ont eu lieu dans des conditions inconnues jusqu'à ce jour en Bulgarie... Personne n'était sûr d'avoir la vie sauve. » (*Radical*, 8 mars.)

Voici enfin trois appréciations émanant de trois sources très différentes :

M. V.-Ch. Kutchoukov, président de l'Association des Avocats Bulgares, cite dans le *Radical* un certain nombre de faits qui démontrent « que le gouvernement Liaptchev n'a modifié en rien le régime Tsankov, ni écarté en quoi que ce soit l'emploi arbitraire des « facteurs irresponsables ».

L'opinion social-démocrate : *Narod*, organe des social-démocrates bulgares, écrit, après avoir cité également des faits : « Pendant le régime de Tsankov, la presse gouvernementale et bourgeoise niait la terreur exercée par le gouvernement. Après la chute de Tsankov, la même presse avoue qu'en effet il y a eu terreur, mais que c'était pendant le régime de Tsankov qu'elle sévissait. Maintenant, dit-elle, sous la direction de M. Liaptchev, une nouvelle ère commence. La vérité est que sous le régime Tsankov et maintenant sous le régime Liaptchev, les honnêtes gens ont été et sont assassinés, torturés, violentés.

Les faits sont devant nous. » (*Narod*, 17 avril 1926.)

La Ligue des Droits de l'Homme bulgare, qui s'était montrée jusqu'ici d'une fâcheuse complaisance vis-à-vis du gouvernement, vient de voter une résolution dans laquelle « elle proteste contre les actes de violence et d'illégalité commis actuellement en Bulgarie. » Elle constate que ces actes, d'abord isolés, en sont venus, par leur multiplication, à constituer tout un système politique », et elle ajoute : « Le gouvernement, en réalité, doit être tenu comme responsable des actes commis par les différentes organisations « conspiratives », et les facteurs dits irresponsables. »

Est-il nécessaire de rappeler en terminant que M. Liaptchev a pris soin de faire savoir qu'il entendait continuer la politique de M. Tsankov et que, lorsqu'il a pris possession du ministère de l'Intérieur, il a fait publiquement remercier par les préfets le personnel administratif et policier, des services rendus par eux sous son prédécesseur.

Avril 1926.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
DANS L'ENFER DE L'EUROPE	7
I. — Notre « mission »	9
II. — Il faut crier à l'assassinat.	25
III. — Les organisations d'écrasement	48
IV. — Les peuples en croix.	64
V. — Les gouvernants contre les peuples.	99
VI. — Le prétexte : l'antibolchevisme.	113
VII. — Les minorités balkaniques.	129
VIII. — Le rôle des grandes puissances... et le nôtre. .	155
 LE PLUS GRAND PROCÈS POLITIQUE DU MONDE . .	 181
Au bout de l'Europe	183
Comment on annexe un pays.	189
Un coup d'œil dans les archives secrètes	190
Une assemblée et des généraux	193
Une occupation-invasion	197
Les excentricités de l'armée et de la police	200
Jeux de chefs.	203
Une parodie théâtrale de réforme.	209
Surenchères	214
Le soulèvement de Tatar-Bunar.	216

	Pages.
La glorification d'un monstre	219
Quelques entorses au Droit	223
La clef de voûte du terrorisme	226
Un scénario trop bien fait	231
Les documents révélateurs	235
La trop belle collection	238
Des cris de vérité.	241
Le mensonge par la torture.	245
Une émouvante figure	253
 AUX PEUPLES BALKANIQUES	 259
 ANNEXE	 267
 M. Liaptchev et la légalité.	 269

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY — 7-1926.



